

CACACA,

5.8.291

151.8





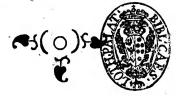
exhbris y. J. Du Val. 1733

LETAT

SUISSE,

ECRIT en 1714. pour.M. Stan

TRADUIT de L'ANGLOIS.



A AMSTERDAM,

Chez JEAN GARREL. 1714.





Pays fitué, comme la Suisse, presque au milieu de l'Europe, soit si peu connu, que non seulement les autres Nations en general n'en ont quas point d'idée; mais que même des Personnes élévées aux affaires étrangeres savent à peine les noms de disterens Cantons, ou de quelle Religion.

Je ne puis pas imputer cette ignorance generale au mépris que beaucoup de gens ont pour ce Pays; j'attribuerois plûtôt leur mépris à l'ignorance, où ils en sont. Car ceux qui ont quelque connoissance des Suisses, savent qu'ils n'ont pas peu d'influence sur les affaires de l'Europe, tant par leur situation entre l'Empire

pire, la France, & l'Italie, que par leur genie guerrier. Et il est certain que les François, qui les connoissent.

le mieux, les flattent le plus.

Ainsi il me simple qu'il faut principalement s'en prendre du peu de connoissance que les étrangers ont de la Suisse, au desaut de bons Ecrivains, qui sussent informés à sonds de l'Histoire & des Gouvernemens

de ce Peuple.

Simler, Auteur Zurichois, est le meilleur que j'aye encore trouvé. Il est fort circonstancié dans la description du Pays, & des Gouvernemens, comme ils étoient établis de sontems. Mais outre qu'il ne touche que fort legerement l'Etat où les Cantons étoient avant leur Revolte contre la Maison d'Autriche; la face de leur Pays, & leurs formes de Gouvernement ont subi de si grands changemens, depuis qu'il a écrit, que son Livre ne sauroit donner au Lecteur une idée juste de leur Etat present.

Plantin, de Laufanne, est un autre Auteur, qui écrivit une Histoire de la Suisse, il y a environ soixante ans; mais elle peut plûtôt être appellée un Abregé de Simler, & des Chroniques de Stettler, traduit en François, qu'un ouvrage nouveau: De forte qu'ayant les mêmes désauts que ses Originaux, elle ne peut donner à un Lecteur moderne que les lumieres qu'elle en a empruntées.

Plusieurs autres ont travaillé sur le même sujet en Allemand; mais outre qu'on peut leur faire les mêmes reproches qu'à ceux que je viens de citer, leurs Ouvrages sont écrits dans une Langue qui n'est pas generalement entenduë, & par consequent ils ne peuvent pas être d'un usage

general.

Il y a à la verité une Relation de la Suisse écrite depuis peu d'années feulement, par un Resident de Venise, qui a demeuré quelque tems dans le Pays. Ce Gentilhomme a sans doute des talens, qui le rendette de la company.

dent très capable d'un Ouvrage de cette nature; cependant pour des raisons, qu'il saura lui-même mieux que personne, les observations qu'il a publiées sont si generales, qu'elles ne sauroient contenter un Lecteur curieux.

Voyant donc qu'il n'y a encore point de Relation distincte de l'Etat present de la Saisse, j'ai cru qu'il valoit bien la peine de mettre au jour les Remarques que j'ai faites sur ce Pays pendant que j'y ai demeuré; tant pour le rendre plus connu parmi nous, que pour effacer quelques prejugez contre les Suisses, que nous avons pris sur la foi d'autres Nations, sans qu'ils ayent de sondement réel.

Le devoir de mon Emploi m'engagea à une recherche foigneuse de l'Etat de ce Pays; & une residence de plus de huit ans a dû me fournir assez d'occasions de m'en instruire pleinement. Cependant je suis bien éloigné de croire, que rien ne mais m'ait échappé qui fût digne de re-marque. Je sai fort bien, qu'il est très difficile à un Etranger, de dé-couvrir tout ce qui merite d'être observé dans un Pays; & peut-être n'est-il pas plus aisé, de traiter tant de differens sujets avec un soin à n'omettre rien d'effentiel : du moins ne suis-je pas assez vain, pour m'i-maginer d'avoir porté mon Ouvra! ge à un si haut point de persection. Tout ce que sen puis dire, c'est, que s'ai donné toute mon applica-tion, pour être exact dans les matieres dont je parle; & que je me flatte d'avoir tracé de l'Etat present de ce Peuple, & de ses Gouverne-mens, un plan plus complet, qu'aucun qui ait encore paru. Au moins, j'espere que mon Essai produira un si bon esset, que d'exciter que que Plume plus habile à redresser mes fautes, & à donner au Public une Relation plus achevée de ce Pays.

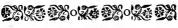
TABLE

DES MATIERES.

CHAP. I. DE la situation de la	Suif-
.,,,,,	u
CHAP. II. De l'Etat de la Suis	e an-
cienne & moderne.	, II.
CHAP. III. Des Treize Cantons e	n par-
ticulier.	46
CHAP. IV. De leur Gouverneme	nt. 60
CHAP. V. De leur Dietes, & de l'	Union
Helvetique.	104
CHAP. VI. De leur Peuple & de	Ces di-
(pesitions.	115
CHAP. VII. De leur Religion.	145
CHAP. VIII. De leur Commerce.	159
CHAP. IX. De leurs Revenus.	168
CHAP. X. De leur Milice.	176

ADDITION.

Qui	contient	une	Relation	des	Alliez
de.	s Suisses,			. •	205



RELATION LA SUISSE

CHAPITRE L.

De la situation de la Suisse.

E Pais occupé aujourdhui par les Suiffes, les Grifons, & leurs autres Alliez, est situé proprement entre les territoires de l'Empire, & de la France. Il confine vers l'Orient avec le Comté de Tyrol; vers l'Occident avec le Comté de Bourgogne, ou la Franche-Comté; vers le Nord avec la Partie de l'Alface qu'on appelle le Sontgau, avec la Forét noire, & une partie de la Suabé, & vers le Sud avec le Duché de Savoye, la Vallée d'Aoste, le Duché de Milan, & les Provinces de Bergame & de Bresse. Il s'étend dans sa plus grande largeur à près de deux degrez de latitude, savoir depuis le quarante cinquiéme & trois quarts, jusqu'au quaranteseptiéme & demi passé; Et il a environ quatre degrez de longitude. Selon ce calcul fa longueur fera d'environ quatre-vingtsdixlieues de France, & sa largeur de plus de trente-trois. Il sut appellé Helvetia par les anciens Romains, & retient encore le mêmenomen Italien; quoique des parties de quelques Provinces de l'Italie, & de la Gaule, y soient ajoutées à present, qui certainement n'étoient pas comprises dans Pancienne Helvetie, suivant les Limites que Cesar y met dans ses Commentaires.

En marquant les bornes de ce Païs j'y ai renfermé aussi ceux des Grisons, & de Valesans: Cependant les Remarques suivantes se borneront aux treize Cantons seulement, ayant dessein de donner une Relation separée des Grisons, & des autres alliez des

Suiffes

La Suisse n'est pas seulement separée de ses Voisins, mais presque tous les Cantons le sont l'un de l'autre par des suites de montagnes, qui leur serventégalement de Limites, & de fortifications naturelles. Elle est separée particulièrement de l'Italie par une si longue chaine d'Alpes, que l'on ne peut pas aller d'un pais à l'autre, sans en traverser quelqu'une. Il n'y a que quatre de ces montagnes, par lesquelles on puisse passer de la Suisse en Italie, ou du moins n'y en a-t-il pas d'avantage, où il y ait des chemins battus, & pratiqués comamunément par les voyageurs. L'une est le

Mont Cenis, par lequel on passe par la Savoye dans le Piemont; La seconde est le Saint Bernhard, entre le Pais nommé le Bai-Valis, & la vallée d'Aoste; La troisseme est le Sampion, ou le Simplon, situé entre le Haut-Valais, & la vallée d'Ossain Godard, qui conduit du Canton d'Ury à Belinzona, va aux autres Bailliages Suisses en Italie, qui faisoint autres où partie de l'Etat de Milan.

Mais quoique ce Païs foit connu par tout pour être montagneux, ceux-la fe trompent fort; qui croyent que ses montagnes sont des rocs nus, comme celles de Gener. Elles en sont si differentes, que bien que la plus grande partie en soit couverte de neige pendant tout l'hyver, il y en a pourtant peu qui soientsteriles. Elles portent presque toutes jusqu'aux sommets de bons pâturagestout l'Eté pour de vastes troupeaux de bétail; & l'on voit croître du blé à quelques endroits, où l'on diroit que la terre est trop rapide pour qu'un homme pût y grimper, & l'air trop froid pour laisser mûrir le grain.

Voilà comment sont faites les Parties les plus montagneuses de la Susse; mais il y en a d'autres, où il y a plûtôt des Colines que des Montagnes, & même il y a quelques endroits; où l'on trouve des Plaines

d'une affez grande étenduë. Le Comté d'Argau dans le Canton de Berne est un Païs plat, & abondant en grain; Et celui qui est fitué entre Moudon & Morat dans le Pais de Vaud est également fertile, & fait une perspective beaucoup plus riante. je nomme ces deux Plaines comme les plus beaux morceaux du Canton de Berne, quoique l'on puisse dire avec verité, que plus des deux tiers de ce Canton en general foient un bon Païs, qui pròduit du blé non seulement en assez grande quantité pour ses Habitans, mais aussi de quoi en sournir à fes voifins De même il croît beaucoup de grain dans les Cantons de Zurich, de Solleurre, & de Fribourg, comme aussi dans les petits Etats de Bale, & de Schaffhause, que l'on peut appeller les Plaines de la Suifle, en comparaison des autres Cantons. Cependant il faut avouer, que dans ces Cantons mêmes la terre est generalement pierreuse, & de peu de rapport; Tellement que ce que les Habitans en tirent se doit uniquement à leur travail. Et come la necessité est la Mere de l'industrie, elle a rendu les Suifses les plus habiles Laboureurs de l'Europe.

Les autres Cantons, savoir Lucerne, Ury, Svvitz, Untervvald, Zug, Glaria, & Appenzell, n'ont pas assez de blé de leur propre crû pour l'usage de leurs Habitans, & mêmeen quelques-uns ils n'en croît point du tout. Pourtant l'indigence de ceux-ci pourroit bien être suppléée par ce que les autres Cantons produisent de trop, s'ils moissonnoient toûjours à proportion de ce qu'ils sement. Mais les montagnes qui les entourent, engendrent tant de pluyes, de grêles, & de tempêtes, que les fruits de leurs terres font fort souvent brouis par des orages, ou gelez par des pluyes froides; En sorte que leurs Recoltes sont souvent mauvaises, & manquent quelquesois entiérement. C'est pour cette raison que les Suisses sont obligez d'acheter toutes les années plus ou moins de grain de leurs voifins, & d'en faire des magazins dans leurs Bailliages, afin d'être pourvûs contre une disette, & de pouvoir en fournir les plus pauvres du Peupleà un prix mediocre. La Suiffe est si feconde en toutes sortes de Bestiaux, qu'elle peut en pourvoir ses voisins, & ils sont si bons dans leurs differentes especes, que leur debit fait l'article le plus lucratif de son Commerce. abonde aussi en oiseaux domestiques, & fauvages, dont les derniers étant nourris dans les montagnes, ont un gout beaucoup plus relevé que ceux des païs plats. peut dire la même chose de leur venaison. Sous ce terme general ils comprennent les Ours, AZ

Ours, les Cerfs, les Dains, & quelques especes de chevres sauvages qui nous sont inconnues, comme les Bouquetins, & les Chamais, dont on travaille la peau, que

l'on appelle en Anglois Shammy.

Ce Païs produit plusieurs sortes de vins, dont deux sont également sains, & agrea. bles. L'un est blanc, & croît dans le Pais de Vaudiurles bords, ou les côtes du Lac de Geneve, d'où il a le nom de vin de la côte; L'autre est rouge, & croît dans le Comté de Neufchatel. Le blanc n'est ni trop violent, ni trop foible ou aigre; mais s'il est fait en de bonnes années c'est un excellent vin de table, & il devient meilleur plus on le garde Le rouge a quelque chose du gout des vins de Bourgogne; mais il ne fauroit atteindre à la descatesse des meilleures fortes de ces vins. L'on fait aussi du vin dans les Cantons de Zurich, de Schaffbause, & en d'autres Endroits, que les Habitans boivent avec plaisir, mais que les Etrangers n'estiment guere plus que du verjus. Si les vignes de ce païs n'étoient pas si souvent gâtées par le dérangement des saisons, elles produiroient assez de vin pour tous les Habitans; mais ces degats y sont si frequents, qu'une grande partie du commun peuple est reduite à se contenter d'une méchante biere.

L'on

L'on croit que la Suisse est la partie la plus élevée de l'Europe, & l'on allegue deux raisons principalement pour appuyer ce sentiment: L'une est la subtilité de l'air, & l'autre les diverses rivieres, quiy ont leurs sources. Pour ce qui est de la premiere raison, il est certain que l'air y est plus vis, & plus penetrant qu'en d'autres l'air y lus vis, & plus penetrant qu'en d'autres l'air viennent plûtôt de la hauteur naturelle du l'air, que des amas de neige, & de glace qui sont éternellement dans les Cavernes des montagnes, où le Soleil ne peut atteindre, c'est-là une question que je ne prétends pas decider.

La seconde raison tirée du nombre des Rivieres, qui prennent leurs sources dans ces montagnes, est sonde sur l'hypothese, que chaque Riviere a sa source dans un terrain plus haut, que celui par lequel elle coule. Onne peut pas nier, qu'il ne sorte beaucoup de grandes Rivieres de ces montagnes, puisqu'on y trouveà de petites distances l'une de l'autre les sources de l'Adde, du Tesin, de la Lintz, de l'Aar, de la Rus, de l'Inn, du Rhône, & du Rhin, auxquels on peut ajouter le Danube; Car quoiqu'à la rigueur il ait sa source le n'est que peu de lieuës èloignée de Schassbause; L'Ille A 4

est une autre Riviere dont la source est près de Bâle, & celle de l'Aâige, quoique proprement dans le Comté de Tyrol, est pour-

tant fur les confins des Grisons.

Ce sont là les Rivieres les plus considerables de l'Europe qui prennent leurs sources dans la Suisse; Et outre celles-ci il y en a un grand nombre de moindre consideration: Tellement qu'à peine ya-t-il un valon qui ne soit arrosé de quelque ruisseau. On donne cette quantité extraordinaire de Rivieres, à proportion de ce qu'on en trouve d'autres l'ais de la même étenduë, pour un argument convainquant de la hauteur

naturelle de la Suisse.

le ne dois pas passer sous silence les divers Lacs quis y trouvent. Je me souviens d'en avoir compté près de trente, dont quelques-uns sont assez considerables pour meriter le nom de Mer, qu'on leur donne en Allemand. Les Lacs de Constance, & de Geneve ont près de dix huit lieues de longueur, & quatre de largeur, & ceux de Neuschatel, de Zurich, & de Lucerne ne sont guere moins longs. Ces Lacs abondent en possisons, particulierement en truites d'une grandeur si prodigieuse, que ce p'est rien d'extraordinaire que d'en prendre qui pesent jusqu'à soixante livres; Et ce qu'ily a de plus singulier, c'est que plus cles

les font grandes, plus la chair en est serme & delicate.

Outre ces Lacs, qui font dans les plaines. & dans les vallées, il n'y a guere de montagne, où il n'y en ait un fur la Cime, bien garni de poissons, dont le debit dédomage en quelque maniere les habitans, de la perte du terrain qu'il inonde.

Au reste je n'ai jamais vû de païs éloigné de la Mer, qui abonde tant en eau que celui-ci. L'on trouve par tout un nombre infini de sources des eaux les plus pures, & les plus douces que j'aye jamais goutées. Et il n'y a presque point de Champ, ni de Pré qu'on ne puisse mettre sous l'eau, toutes les fois que le Paisan le juge necessaire.

De tous les côtez de ce Païs, sur les montagnes, & dans les plaines, il y a un très-grand nombre de Bois, & des Forêts entieres de pins, & de sapins, que l'on pourroit vendre à grand profit pour la construction des vaisseaux, s'ils croissoient plus près de la mer. Mais cette espece de Negoceest impratiquable à cause des fraix excessis qu'il y auroità les voiturer de si loin par terre. Ils ont auffi quelques bois d'ormes; mais le bois dont ils se servent communément pour les bâtimens, & pour le seu, c'est celui de sapin. Et comme il s'en fait une conconfomption prodigieuse à ces deux usages, l'on diroit qu'il dût devenir rare; mais bien loin delà on ne s'apperçoit pas de la moindre diminution dans les arbres.

l'ai déja rémarqué la subtilité de l'air de ce pais à proportion de sa latitude. Ville de Berne, où je demeurai, est de tout un degré plus meridional qu'Orleans, quoique l'air de ce dernier Endroit soit beaucoup plus doux, & plus moderé, que celui du premier. Cependant j'ai passé des Etés bien chauds en Suisse, jusqu'à y trouver la chaleur quelquesois très-incommode. A la verité le tems y est sujet à des changements subits, & passe souvent du chaud au froid en moins de vingt-quatre heures. Les Alpes causent de frequentes pluyes; Et comme il neige ordinairement sur les montagnes lors qu'il pleut dans la plaine, il faut necessairement que l'air se refroidisse toutes les fois qu'une pluye dure, bien que l'air de ce Pais ne soit pas fort sec, il est pourtant fort sain. Les gens y deviennent generalement fort vieux; Etl'on n'y voit regner que très-rarement ces maladies malignes, & contagieuses, qui depeuplent souvent des villes en d'autres. Enfin des quatre Elemens la Terre est ici

Linfin des quatre Elemens la Terreest ici le moins bon. Elle traite les Habitans en rude marâtre. Elle leur donne ce qui

DE LA SUISSE. Ch. II.

cft absolument necessaire pour la vie, mais peu pour le luxe. Ils gagnent avec bien de la peine ce qu'ils en tirent, & semblent le devoir plûtôt à leur travail qu'à sa bonté

CHAPITRE II.

De l'Etat de la Suisse ancienne & moderne.

YE n'est point mon intention d'écrire ici l'Histoire de ce Pais: Car outre que cela n'est point necessaire à mon dessein, je suis tout-à-sait dépourvû de materiaux propres à un pareil Ouvrage, D'ailleurs jesuis du sentiment que jamais Etranger n'a écrit avec exactitude l'histoire d'un Pais: parce qu'il ne sauroit connoître assez à fonds la constitution interieure de son Gouvernement, pour developper les veritables causes de ses évenemens publics. Et pour ce qui regarde la Suisse en particulier, j'ose dire que son Histoireest devenue aussi difficile pour un homme du pais, que pour un étranger même. Leurs ancêtres ne leur ont laissé aucune bonne Relation de leurs actions, ni des Memoires authentiques, auxquels ils puissent avoir recours, & sans lesquels ilest impossible d'écrire une bonne Histoire d'un Siecle passé. Ils ont à la verité quelques Faifeurs

feurs de Chroniques, qui s'arrogent le titre d'Historiens, mais sans y avoir plus de droit que les Chronologistes, qui marquent les Epoques des actions extraordinaires, sans rendre raison de leurs causes, & sans informer le Lecteur des circonstances, & des incidens, dont elles ont été accompagnées: Ce n'est pourtant que ce détail qui puisse rendre leurs Narrations utiles & agreables.

Puis donc qu'il y a une si grande disette d'Ecrivains qui pussent nous éclairer au travers de l'obscurité des Siecles reculez de leur Histoire, j'aime mieux n'en rapporter que les faits generaux, dont tous les Auteurs conviennent, que d'entrer dans un Recit plus particulier, qui necessairement feroit sondé sur des traditions, & sur des conjectures; Etje me contenterai de donner de leur Etat d'autresois une idée, qui pusses de leur Revolte contre l'Empire, qui fit naître les treize Republiques, ou Cantons, dans lesquels ce Pais est à present divissé.

Jules Cesar est le premier qui ait sait mention de ce Peuple comme d'une Nation. Dans le premier Livre de ses Commentaires il rapporte la guerre qu'il eut avec les Helvetiens, qui pendant son Gouvernement des Gaules firent une irruption dans la Bourgogne, dans le dessein de se transplan-

ter

ter dans un Païs plus agreable, & plus capable que le leur, de contenir le nombre infini de monde, dont ils fourmilloient. Pour executer d'autant mieux ce projet, ditil, ils mirent le feu à toutes leurs Maisons, & brûlerent douze grandes villes, & quatre-cens villages, afin de s'ôter toute esperance de retourner chez eux. Après cela ils se mirent en marche avec leurs semmes, & leurs enfans, faifant en tout plus de trois-cens soixante-mille ames, dont près de cens-mille étoient en état de porter Ils voulurent se jetter dans les armes. fon Gouvernement par la Savoye; mais ne pouvant pas passer le Rhône à la vûë de fon armée, qui étoit campée de l'autre côté de ce fleuve, ils changerent de route, & pénétrerent par la Franche-Comté. Cefar les poursuivit avec son armée, & ils eurent plusieurs rencontres avec differens fuccès, jusqu'à ce qu'à la fin il les defit entierement dans une bataille rangée, obligea ceux qui en resterent de retourner chez eux, & reduisit leur Païs à l'obéissance de Romains, le joignant à la partie de fon Gouvernement appellée la Gaule Celtique.

Ils vécurent fous la Domination Ro maine jusqu'à ce que cet Empire même sut dechiré par les inondations des Nations

Septen

Septentrionales, & qu'il s'éleva de nou-veaux Royaumes, & de nouvelles Princibautez de ses ruines. L'un de ces Royaumes fut celui de Bourgozne, dont la Suisse fit partie. Il commença avec le cinquiéme Siecle, & l'on compte Gaudichaire pour fon premier Roi. Mais ce Royaume ne subsista pas long-tems, avant qu'il sut joint à la Couronne de France sur la mort du fixieme, & dernier Roi de cette race. Ceci arriva un peu plus de cens ans après son Depuis ce tems-là jusqu'au coms mencement du neuvième Siecle, ce Païs étoit soumis à la France. Environ l'an 870. il se forma deux nouveaux Royaumes de Bourgogne, l'un nommé Burgundia Cifiurana, qui est le même que le Royaume d'Arles, & l'autre Transjurana. Le premier ne dura pas plus de 50. ans. il fut incorpore à la Burgundia Transjurana par la Cession volontaire faite à Rodolfe II. Roi de Transjurana, par Hugues le dernier Roi de Cisjurana, environ l'an 926. Dans ce Royaume de Burgundia Transjurana fut compris le Pais des Suiffes, & il en fit partie julqu'à ce qu'environ 1032. Rodolfe III. le dernier Roi de Bourgogne, mourant sans Enfans, laissa tout ce Royaume à l'Empereur Conrad II. furnomnié le Salique, dont les Successeurs le possederent près

près de deux Siecles. Après ce tems-là, foit que les Empereurs fussent trop occupez d'autres affaires, pour pouvoir donner toute l'attention necessaire à celles de ce Royaume, soit qu'ils ne sussent pas en état de supprimer les divers soulevemens, qui s'y firent par la puissante Noblesse, il arriva que vers la fin du douxiéme Siecle, ce Royaume su divisé de nouveau en plusieurs petites Souverainetez, sous les Comtes de Bourgogne, de Maurienne, de Savoye, &t de Provence, sous les Dauphins des Vien-

nois, & sous les Ducs de Zeringue.

C'est l'à l'opinion generale de la plûpart de leurs Historiens touchant le fort de la Suisse depuis le tems de Jules Cesar jusqu'à la fin du douzieme Siecle, qu'elle fut unie Quoiqu'il y en ait d'autres, à l'Empire. qui prétendent que la Suiffe ait fait partie du Royaume d'Austrasse, autrement appellé le Royaume de Metz , jusqu'à ce qu'il fut détruit, & ses Etats annexés à l'Empire. Mais je crois qu'il ne sera pas difficile de concilier ces contradictions apparentes . car il est trèsprobable que la Suife, dans l'étenduë qu'elle a aujourd'hui, ne fut jamais entierement jointe ni au Royaume de Bourgogne, ni à celui d'Austrasie; mais que la partie de ce Pals qui parle la langue Françosse; ou Romande; comme ils l'appellent, appare tinf tint au Royaume de Bourgogne, & l'autre qui parle Allemand à celui d'Austrasse. Cette conjecture pourroit être soutenue par plufieurs autres raisons, outre celle de la disference des langues, & semble lever les difficultez, dans lesquelles leurs Historiens s'embarrassent, en faisant la Suisse au même tems partie des deux differens Royaumes.

Après la dissolution de ces Royaumes, je ne trouve pas toute la Suiffe réunie fous un même Chef. Quelques-unes de ses Villes furent faites Villes Imperiales, ne confervant que la simple dependance de l'Empire; l'Empereur Frédéric Barbarousse en donna d'autres, avec leurs territoires, pour les pofseder en fies de l'Empire, aux Comtes de Hab (pourg, desquels la Maison d'Autriche est descenduë; le reste de la Suisse, ou du moins fon Gouvernement hereditaire, fut donné au Duc de Zeringue, que l'on crut y avoir quelque droit, comme étant issu des Rois d'Austrasie. Neanmoins tous leurs Auteurs conviennent, que ces Villes, & ces Peuples furent en possession de très-grands Privileges, & que le pouvoir de leurs Princes étoit tellement limité, que l'on peut dire que ce Pais a plûtôt été sous leur Protection, que sous leur domination immediate.

La race des Ducs de Zeringue s'éteignit dans le treizième Siècle. Ce qui fit jour aux Comtes Comtes de Habspourg d'aggrandir leur pouvoir dans ce Pais, plus parintrusion, & par les desordres de ces tems, que par consentement, ou par une soumission volontaire. Mais ce qui mit la liberté de la Suisse le plus en danger, ce fut le grand schisme qui partagea tout l'Empire dans le treizieme Siecle, lorsque Othon IV. & Frederic II. étoient tous deux Empereurs à la fois. Ils furent excommuniez chacun à son tour, par deux Papes qui se succederent immediatement, parce qu'ils ne voulurent point reconnoître leur prétendu droit de disposer de la Couronne Imperiale, ni mettre en execution les vœux, que ces Papes leur avoient extorquez, d'entreprendre une Croifade dans la Terre Sainte. Cependant après la perte d'une bataille Othon sur contraint de renoncer à ses Prétensions, & de cèder la Coutonne à son Antagoniste Frédéric. Comme dans cette division de l'Empire les Suisses avoient été attachés au Parti du dernier, & qu'ils lui avoient rendu de bons services, il augmenta leurs Privileges, & fit tout ce qu'il put pour affurer leur liberté. Néanmoins le reste de son Regne sut sont tumultueux. Il se brouilla avec le Pape; qui l'excommunia de nouveau. Et comme l'Empire & ses dépendances en Italie se diviserent alors en deux factions, dont l'une

l'une étoit pour le Pape, & l'autre pour l'Empereur, ce fut du Regne de ce Prince que les Noms de Guelphes, & de Gibelius fu-

rent donnés à ces deux partis.

Les Historiens de ces tems-là ne peuvent pas trouver des termes affez forts pour exprimer le desordre, & la confusion qui regnerent dans l'Empire vers la fin du Regne de Frédérit pendant le tems de son Excommunication, & après sa mort durant un Interregne de vingt-huit ans , jusqu'à ce que Rodolfe de Habspourg, premiet Empereur de la Maison d'Autriche, sut établi tranquilement sur le Trône Imperial. Alors tout ordre, & tout gouvernement fut bouleversé, & l'Empire se trouva dans une parfaite Anarchie. Les Villes de la Suisse en particulier sentirent les effets sâcheux de cette confusion. Car comme ce Païs étoit rempli de Noblesse, & d'Ecclesiastiques puissans, chacun y fit le Tyran à son tour, & tâcha de subjuguer quelque Ville voisine, sous prétexte qu'elle étoit du parti de l'Empereur, qui fut excommunié, & les terres de tous fes Adherens données en proye par la Bulle du Pape à quiconque pourroit s'en rendre Maître. Cette espece d'Oppression donna lieu à une Coûtume qui s'établit alors parmi plufieurs Villes d'Allemagne, aussi bien que parmi celles de la Suiffe, d'entrer enfemble.

· femble dans une Confederation pour leur desense mutuelle. Nous en avons un Exemple dans l'Histoire de Simler; où il rapporte au long l'Alliance concluë entre Zurich , Vry , & Svvitz en 1251. Mais cette Union des Villes ne produisant pas les bons effets qu'on en attendoit, ou du moins n'étant pas une barriere suffisante contre la puissance de la Noblesse, elles se servirent d'un autre expedient, qui étoit de se mettre fous la protection de quelque puissant Prince Voisin. Ensuite de quoi la plûpart des Villes libres de la Suiffe eurent recours dans cette conjoncture à Rodolfe de Habspourg; le plus puissant de leurs Voisins, qu'elles declarerent leur Protecteur. Elles lui donnerent pour cela une Rente annuelle. & lui permirent de leur envoier des Baillifs, out des Gouverneurs, avec le pouvoir d'y exercer la baute Justice, comme on l'appelle; ou de juger dans les Causes Criminelles,se reservant expressément leurs droits, & leurs franchises en tous les autres points. Particulierement les trois Cantons d'Ury, de Svvitz, & d'Undervvald, qui jusques là a-voient été libres de toute autre dependance, excepté celle de l'Empire, trouverent à propos de faire dans ce desordre general comme le reste de la Suisse, & se mirent sous la protection de Rodolfe avec les mê-

mes restrictions que les autres. Mais ce projet ne repondit pas non plus à leur attente. Rodolfe eut trop d'autres occupations pour donner à ces Villes la protection qu'il leur destinoit, & qu'elles s'en promettoient. Ainsi les Suisses étant privez de son secours, furent exposez de nouveau aux insultes de ces petits Tyrans, qui à la fin leur devinrent si insupportables, que tout le Peuple prit les armes, & ne demolit pas feulement dans sa premiere fureur les Châteaux des Principaux de la Noblesse, mais en chassa même plusieurs hors du pais dans une guerre de près de douze ans. Lorsque Rodolfe devint Empereur, la Noblesse accusa les Suffer de rebellion au sujet de cette guerre; mais après avoir entendu les deux Parties, il prononça en faveur du Peuple: Et en confideration des services que les suisses lui avoient rendus dans ses guerres, il seur envoya des Baillifs, non pas au nom de la Maison d'Autriche, mais en celui de l'Empire en general. Il ne les gouverna pas seulement avec douceur pendant qu'il vivoit, mais il augmenta aussi leurs Privileges,afin d'affermir leur Liberté sur un fondement durable.

- Avant que de passer au Gouvernement . Tyrannique de l'Empereur Albert, fils de Rodolfe, qui donna occasion à la revolte de ce Païs

Pais contre l'Empire, il feroit à propos de tracer, pour ainsi dire, une Carte politique de tous ses Etats, & de ne distinguer pas seulement les Villes de la Suiffe, qui étoient sous la domination de la Maison d'Autriche, & d'autres Souverains, de celles qui étoient libres, & ne reconnoissoient d'autre dependance que celle de l'Empire en general; mais aussi de specifier les Privileges dont jouissoient celles qui étoient sujettes à la Maison d'Autriche, de même que les degrez de pouvoir, dont leurs Gouverneurs, ou leurs Souverains étoient Un pareil plan de leur Etat politique avant leur Revolte, seroit nécessaire pour bien juger de la justice de leur cause, & des moyens dont ils se servirent pour recouvrer leur liberté. Mais leurs Histoires font si obscures, & si defectueuses dans ces circonstances, qu'il est impossible de contenter la curiolité à cet égard. Tout ce qu'on peut en recueillir en general, c'est que la plûpart de leurs Villes libres, & Imperiales, & que celles qui nel'étoient pas, possedoient de grands Privileges. Les Villes de Berne, & de Fribourg furent bâties par un Duc de Zeringue, & le dernier de cette race leur accorda de si grandes franchises, qu'il leur permit de se gouverner elles mêmes, & il les unit à l'Empire après Βз

fa mort. Cependant contre sa disposition de son Testament, Fribourg tomba, je ne sais comment, entre les mains des' Comtes de Kybourg, l'un desquels le vendit à l'Empereur Rodolfe; Et il continua sous la domination de la Maison d'Autriche près de deux cens ans, jusquesà ce qu'il entra dans l'Alliance des Cantons, & devint un de leur Nombre. Les Villes & les Païs, qui furent donnez en fief à la Maison d'Autriche, comme Lucerne, Zug & Glaris, avec leurs territoires, jouissoient de si grandes immunitez, que le pouvoir du Souverain en fut extremement borné. Zurich , Barle & Schaff bouse étoient des Villes Imperiales, & je ne puis pas trouver qu'ils ayent jamais été sous aucun Prince particulier. A la verité Basle avoit un Evêque, qui s'arrogea le tître de Souverain, & qui agit quelque-fois comme tel; Mais il le fit plûtôt par Usurpation, que par une autorité legitime. Et pour ce qui est des trois Cantons d'ury, de Svvitz & d'Undervvald, il ne paroit point qu'ils dépendissent jamais en aucune maniere de la Maison d'Autriche, que depuis qu'ils choisirent Rodolfe de Habspourg pour leur Protecteur, comme firent la plûpart des Villes de la Suisse, de la maniere, & pour les raisons dont je viens de parler.

Il faut observer que les Territoires de ces

ces Villes ne s'étendirent alors, pour la plus grande partie, que peu au delà de leurs Murailles, & qu'elles furent environnées de tous côtez d'une Noblesse, qui épiant toutes les occasions d'empiéter sur leur liberté, leur causa plus de troubles, & de guerres, avant qu'elles pussent l'extirper, que toute la Pussance de la Maison d'Autriche ensemble, & tous les efforts qu'elle strpour

les ramener à son obéissance. Que la plûpart de ces Villes avent èté libres, paroit clairement par les differens Traitez d'Allances, faits entre elles pour la défense reciproque, long tems avant que leur Revolte arriva, dont plusieurs sont inserés au long dans leurs Histoires; Et il ne me paroit pas moins évident, que ces Villes, & ces Païs ne dependirent directement que de l'Empire seulement, jusqu'àce que les desordres qui y survinrent, les obligerent de chercher quelque nouvelle protection. Il est vrai, les Comtes de Habspourg, tinrent une partie de ce Païs-comme un fief de l'Empire, dont ils furent investis par Frederic Barberousse; Mais leur pouvoir fut extremement limité: - Ce qui done lieu de croire, que la domination qu'ils s'acquirent sur ce Peuple, ne sut qu'une pure ulurpation sur la liberté de ceux qu'ils devoient défendre; Et que sous le Nom de B 3

de Protecteurs, ils eurent de meilleurs moyens, & des pretextes plus plaufibles, pour venir à bout de leurs desseins.

Ayant ainfi touché en peu de mots certains faits, qui doivent preceder le récit de la Revolte des Suisses, je vais rapporter les oppressions qui la causerent, autant que je puis les decouvrir dans leurs Auteurs les plus fidéles. l'ai déja dit que l'Empereur Rodolfe les traitta avec beaucoup de bonté. L'on crut qu'il avoit une affection particuliere pour la Suiffe, comme pour son Pais natal. Mais son fils l'Empereur Albert, au lieu de suivre les traces de sou Pére, se conduisit d'une manière entierement oppofée, Il tâcha d'étendre sa domination sur des Païs qui ne lui appartenoient pas, & perdit par sa conduite violente, & inconfiderée, ce que son Predecesseur avoit acquis par la prudence, & par la douceur. Ce Prince cut une famille fort nombreuse, & forma le dessein de foumettre toute la Suiffe à la Maison d'Autriche, afin de l'ériger en Principauté pour un de ses Fils Cadets. Pour effectuer ce Projet, bientôt après qu'il fut parvenu au Trône Imperial, il essaya par la flatterie, & par les caresses de persuader les trois Cantons d'Ury, de Schwitz, & d'Underwoald, les plus jaloux de leur liberté, à se soûmet-

tre

DE L'A SUISSE. Ch. II. 25 tre volontairement à son Gouvernement, & à suivre l'exemple de ceux de Lucerne, de Zug, & de Glaris: Leur promettant qu'en ce cas il les traiteroit, & les gouverneroit avec toute la douceur possible. Mais voyant que ses artifices ne réussif-foient point, il nomma un certain Grisler Baillif ou Gouverneur d'Ury, & un autre, qui s'appelloit Landenberg, Gouverneur de Schvvitz & d'Undervvald- Il leur donna ces Gouverneurs, avec ordre de les lui affujettir entierement ou par la corruption de leurs Chefs, ou, si ce moyen venoit à manquer, par la force des armes. bord les Gouverneurs ne se comporterent pas seulement avec beaucoup de moderation, mais ils mirent en œuvre tous les petits tours, dont on fe fert pour gagner l'affection du peuple, jusqu'à ce qu'ils trouverent qu'il n'y avoit rien à faire par ces manieres douces. Alors ils commencerent à les traiter rudement, & à empieter tous les jours sur quelqu'un de leurs privi-leges. La dessus le Peuple envoya des Deputez à l'Empereur, pour se plaindre de ses Gouverneurs, & de l'infraction de ses libertez. L'Empereur les reçut fort brusquement. Il leur offrit de nouveau toutes sortesde bons traitements, s'ils vouloient reconnoître sa domination; mais il es menaça, qu'en cas de

refus, ils auroient à essuyer son dernier ressentiment, & qu'il les rangeroit par la force. Les Deputez lui repondirent, qu'ils étoient prêts à lui rendre toute obéissance come au Chef del'Empire, dont ils étoient Membres; mais qu'à cela près ils étoient un Peuple libre, independant d'aucun Souverain particulier, & qu'ils le prioient de confirmer les Franchises, & les Privileges, qui leur avoient été accordez par plufieurs de ses Predecesseurs. Ce que l'Empereur refusa tout net, & les renvoya ainsi. Deputez retournerent chez eux avec cette reponse, & alors les Gouverneurs se mirent à exercer de ces actes de Tyrannie qui ne servent qu'à revolter les esprits, & jamais à les soumetre. Ils lacherent la bride à toutes leurs passions à la sois, en ravisfant, en pillant, en emprisonnant, & se plongerent dans tous les excès qui pouvoient affouvir leur volupté, & leur avarice. Ils auroient pu excuser ces desordres du moins sous pretexte de satisfaire leurs pasfions; mais ils commirent outre cela, sous le nom de justice, des cruautez qui font horreur, sur tout à l'égard de ceux, qui avoient du credit auprès du Peuple, & qui, comme tels, étoient crûs la cause de son refus à s'assujettir à l'Empereur. Ils enleverent les biens des uns par des sententences arbitraires, fans entendre les Parties interessées; à d'autres ils imposerent pour des fautes triviales des amendes qu'ils n'étoient pas en état de payer; ils punirent fur de fimples foupçons, les uns en dechirant leurs membres par la torture, & les autres en leur crévant les yeux. Enfin ils exerçerent toutes les inhumanitez les plusraffinées que pûssent inventer les ministres les plus ingenieux de l'indignation d'un Ty-Iln'ya pas à douter que ces traitemens barbares n'ayentaigri l'ésprit du Peuple contre les Gouverneurs. Cependant la crainte de la peine le retint, & le manque de moyens pour secouer le joug, le lui fit supporter avec un morne chagrin, jusqu'à ce qu'il eut une bonne occasion de s'en deffaire. La violence de ces Gouverneurs ne trouvant point d'obstacle, s'augmenta tous les jours, & sut à la fin poussée si loin, que le Peuple irrité, ne trouvant plus de falut que dans son Courage, fut obligé d'entrer dans une Confederation pour sa désence commune, & de concerter les mesures propres à se delivrer de son Esclavage.

Il y eut trois hommes de ces trois Cantons, dont chacun étoit le plus accredité dans le sien, & qui pour cette raison sutent les objets principaux de la Persecution des Gouverneurs. Ils s'appelloient Arnold Melchtal d'Undervoald, Werner Stauffacher de Schovitz, & Walter Jurst d'Ury. Ils étoient plûtôt de bons Paisans, que des Gentilshommes. Comme ils avoient été. également maltraitez des Gouverneurs, & que d'ailleurs ils etoient naturellement hardis & entreprenans, & unis tous trois par une longue amitié, que leurs malheurs communs avoient affermie davantage, ils tinrent des Affemblées secretes, pour deliberer für les moyens d'affranchir leur Patrie. Ils entrerent bientôt dans une Conspiration à ce sujet, s'obligeant par serment à la tenir secrette, & à y attirer chacun tous ceux de son Canton, auxquels il pouvoit sefier, & qu'il savoit avoir assez de cœur, pour aider à executer toutes les Refolutions qu'ils prendroient. Conformément à leur convention ils engagerent en peu de tems beaucoup de leurs amis dans leur Conjuration, & choisirent un Endroit du Canton d'vry, nommé Grütly, pour s'y affembler, chacun accompagné de trois nouve au affociez de son Canton, qui tous douze ensemble devinrent les Conducteurs de l'entreprise. Là leur Alliance fut renouvellée, & confirmée par serment, & ils resolurent de faire un soulévement general dans les trois Cantons, pour surprendre, &

DE LA SUISSE. Ch. II.

& démolir tous les Châteaux fortifiez, & pour chasser hors du Païs les Gouverneurs avec leurs adherens. A la seconde assemblée des Douze, ils trouverent le nombre de leurs affociez suffisant pour executer leur dessein: C'est pourquoi l'on proposa que le soûlévement general fût fixé au 14. Octobre 1307. de peur que le secret, étant communiqué à tant de personnes, ne s'éventât, & qu'ainfi leur complot n'échouat. - Mais ceux d'Undervoald, representant à l'Assemblée, que deux Chateaux dans ·leur Canton, appellez Sarn, & Rotzberg; étoient trop forts pour être emportez par une troupe de gens sans discipline demanderent plus de tems, afin qu'on pût former quelque stratagême pour les surprendre; puisque si leur entreprise sur ces deux Places venoit à manquer, les Gouverneurs les rempliroient bientôt de Soldats, qui y tiendroient jusqu'à ce que l'Empereur pût envoyer une Armée à leur secours; & que de cette manière ils verroient tous leurs proiets entierement renversez. Ces considerations firent que l'Assemblée remit la Revolte aupremier Janvier 1308. Sur quoi elle fe separa, & chaque Membre s'en retourna chez lui, pour disposer les choses à une heureuse execution. Cependant il arriva un accident, qui eût fait avorter leur de G

dessein, si les Gouverneurs n'eussent pas été endormis par la soûmission apparente du Peuple; ou si les Conjurez eussent ét assez imprudens; pour tenterleur entreprise avant le terme sixé; à l'occasion de l'a-

larme que cet accident causa.

Voici quel fut le sujet de cette alarme. Parmi plusieurs traits ridicules des Tyrannie, dont ces Gouverneurs s'avisérent, Grifler, celui d'Ury, inventa un, qui ressemble plus au caprice d'un Claude, d'un Caligula, où d'un Phalaris, qu'à un acte de justice. fit dresser sur le marché d'Altorf, Capitale du Canton d'Ury, une perche avec son chapeau, enjoignant sous peine de la vie,à tous ceux qui passeroient devant ce chapeau, de le faluer en se decouvrant, & en pliant le genou, avec le même respect que s'il eût été là en personne. Le Peuple, par la crainte du chatiment, se soumit à cette espece d'idolatrie, jusqu'à ce qu'un certain Guillaume Tell , jeune homme revêche & intrepide, l'un des Conjurez, passa le chapeau souvent sans le saluer. neur en étant averti, le cita devant lui, & lui demanda la raison de sa desobéissance: Tell voulut s'excuser sur sa rusticité, & sur ce qu'il ignoroit l'ordre. Mais comme il étoit suspect au Gouverneur, celui ci ne voulut point admettre ses excuses. Il fit cher-

DE LA SUISSE. Ch. II.

chercher le fils favori de Tell. & fachant qu'il étoit habile Archer, il le condamna de tirer à une distance considerable à une pomme, placée sur la tête de ce fils, déclarant en même tems que s'il la manquoit, il seroit pendu sur le champ. Le Pere, plein de tendresse pour son fils, craignant de le tuer, refusa de tirer, & aima mieux s'offrir lui même à une mort certai-Mais le Gouverneur rejetta son offrre, & pour le contraindre à obéir, il lui dit qu'à moins qu'il ne fatisfit incessamment à la Sentence, il feroit pendre son fils ausfibien que lui. Tell ne pouvant pas le flechir par ses instantes prieres, consentit, plûtôt pour sauver la vie de son fils, que la sienne, à passer par cette cruelle épreuve fur le marché, en presence du Gouverneur,& d'une grande foule de Peuple, qui y étoit accourue pour voir cet acte bizarre de justice. Le pauvre Pere tira ses fleches de fon carquois, & lacha fon arc d'une main tremblante. Cependant soit par adresse, soit par bonheur, il abattit la pomme, sans toucher la tête de son fils. Là dessus tout le Peuple éclata dans une acclamation generale, tant pour témoigner sa joye de ce que Tells'étoit fauvé, que pour applaudir à ce coup d'adresse. Mais le Gouverneur piqué de ce qu'il avoit échappé si adroitement ment à sa vengeance, resolut de l'attraper d'une autre maniere. Pour cet effet ayant remarqué qu'il avoit deux fleches dans sa ceinture, quoiqu'il n'eût qu'un seul coup à tirer, il lui en demanda la raison, & lui promit de le pardonner, quel que son desfein ait pû être. Sur cette affurance Tell, au plus fort de son ressentiment, lui repondit naïvement, qu'il avoit pris deux fleches de son carquois, dans la ferme resolution, de le tuer avec la seconde, s'il cut été assez malheureux pour tuer son fils avec la premiere. Le Gouverneur irrité par cette reponse, lui dit, que selon sa pro-messe il épargneroit sa vie en consideration de son habileté, mais que pour cette intention traitresse il la lui fairoit passer dans un cachot. Ensuite il ordonna delelier a & de le mettre dans un bateau, qui devoit le transporter à Cussenach, un Château bâti sur le Lac de Lucerne; dans lequel il s'embarqua aussi lui même, pour voir l'execution de sa sentence. Après qu'ils eurent fait près de la motié du chemin sur le Lac, il se leva une violente tempête. Ils furent en grand danger d'être brifez contre les rochers, aucun des Bateliers ne sachant manier le gouvernail dans un tems si orageux. Dans cette extremité l'un des Domestiques du Gouverneur, qui savoit

que Tell paffoit pour le meilleur Batelier du Pais dit à son Maître, qu'il n'y avoit d'autre expedient pour fauver leurs vies, que de delier Tell, & de le mettre au Timon. Le Gouverneur y consentit, & on le fit à l'instant. Tell après bien des efforts degagea le bateau du milieu du Lac, où les vagues étoient les plus agitées, & l'approcha du bord, près duquel il y avoit une piece de roc, dont la pointe fortoit de l'eau; Et trouvant cette occasion propre pour s'évader, il fauta adroitement fur le roc, & repoussa avec son pied le bâteau dans le Lac. Delà il alla à terre se cacher dans les montagnes. Cependant le Gouverneur fut balloté çà & là par le Lac, en peril de perir à tous momens. Mais à la fin le bateau gagna avec bien de la peine un Endroit . appellé Brunnen , où le Gouverneur debarqua avec sa suite, dans le dessein d'aller de là à Cussenach par terre: en ayant du vent, se miten embuscade derriere un buisson; Et lorsque le Gouverneur passa près de lui dans un chemin creux, il lui perça le cœur d'une fleche, & le laissa mort sur la place. Là-dessus il s'enfuit, & se mit en lieu de seureté, avant que ceux de la suite du Gouverneur, sûsfent quel chemin prendre pour le poursuivre.

En memoire de ces deux actions l'on bâtit une petite Chapelle à l'endroit, où le Gouverneur sut tué, & une autre sur le Roc, où Tell se jetta hors du bateau; qui toutes deux sont encore conservées entieres. Le bruit de la mort du Gouverneur se repandit d'abord partout le Païs, pendant que Tell alla chez lui informer ses amis de son exploit. Il les pressa de commencer leur Revolte sans plus de delai, de peur que l'autre Gouverneur, & fes Adherens, fe defiant fur cette alarme de quelque nouveau coup, ne prissent des mesures pour le prévenir. Mais les plus circonspects-des Conjurez, voyant que le Gouverneur regardoit cette action seulement comme le Ressentiment d'un Particulier, jugerent plus à propos, pour les raisons que ceux d'Undervuald avoient avancées, d'être tranquiles jusqu'au jour marqué. Le Gouverneur ne fit d'autre enquête sur cette action, finon qu'il fit chercher Tell, qui fe tint caché, jusqu'à ce que la Revolte éclata. Ainfi la prudence des Conjurez, & l'aveuglement du Gouverneur concoururent également à faire réuffir cette Revolution, le secret, quoique confié à tant de gens, étant gardé si fidélement, que le Gouverneur n'eut pas le moindre soupçon du Complot, jusqu'à ce qu'il sutexecuté.

Le premier Janvier 1308, qui fut le jour nommé, étant venu, les Confederez pourfuivirent fi bien les Mesures qu'ils avoient concertées, que dans le même tems le Soû: lêvement fut general dans tous les trois Can-Ceux d'Undervvald surprirent les deux Châteaux de Sarn, & de Rotzberg par un même fratageme. Ils envoyerent un nombre suffisant d'Hommes résolus, habillez en Paisans qui avoient des armes cachées sous leurs habits, & porterent dans leurs mains toutes fortes de denrées, pour en faire des Presens aux Gouverneurs. me c'étoit là une coûtume qui se pratiquoit tous les premiers jours de l'an, l'on ne se défia point de la quantité de monde qui entra dans les Châteaux. Les Garnisons en étant petites, & n'ayant garde de soupçonner un pareil deffein, elles furent bientot renversées, & étoient bien aises d'en échaper avec la vie. Le Peuple d'Ury se faisit au même tems du Chateau nouvellement bâtiprès d'Altorff, appellé le Joug d'Ury, pendant que ceux de Schwitz le rendirent Maîtres de celui de Louvvertz. Tous ces Forts étoient petits, & ne contenoient que des Garnisonstrès soibles; Neanmoins ils bridoient tout le Pais; C'est pourquoi le Peuple se mit d'abord à les demolir, comme les instrumens de son Esclavage. Sur C 2

Sur ces entrefaites le Gouverneur Landenberg, & ses Adherens, voyant qu'il étoit impossible de resister au torrent d'un Peuple furieux uni contr'eux, & craignant d'effuyer les effets de fa rage, tâcherent de s'esquiver. Mais ils surent poursuivis, & atteints. Cependant le Peuple, sans faire la moindre infulte au Gouverneur, ni à ceux de sa suite, les conduisit sur ses frontieres,& les relâcha, après en avoir pris un ferment, qu'ils ne retourne roient jamais dans son Païs. Exemple de moderation bien rare dans une Populace irritée, qui a ses Persecuteurs à sa merci! De cette maniere les trois Cantons se délivrerent, sans autre difficulté, de la Domination de la Maison d'Autriche. & fe mirent dans une Liberté, que depuis ils ont toujours fû maintenir.

Ainfi le fondement de la Liberté Helvetique sur juté par trois braves Passans, depourvûs de tous les avantages, qu'une naissance élevée, & de grandes richesses donnent, pour faciliter l'execution d'une pareille entreprise. Ils surent inspirez de l'amour de leur Patrie, animez d'un juste ressentieur Liberté: Lorsque ces qualités se rencontrent dans une même Personne, & qu'elles trouvent les occasions de se developper, elles sont des Patriotes & des Heisentieur des partieurs des Heisentieurs des Patriotes des Heisentieurs des Patriotes & des Heisentieurs des partieurs des Heisentieurs des Patriotes des Heisentieurs des Patriotes des Heisentieurs des Patriotes des Patr

ros sans le secours de la naissance, ou de la fortune. Les Peuples de cestrois Cantons, pour honnorer la memoire de leurs Liberateurs, celebrent leurs Anniversaires avec beaucoup de reconnoissance. Ils chantent leurs Louanges, & les Noms d'Arnold Melchtal, de Werner Staussacher, & de Walter Furst, sonnent toujours aussi haut dans leurs bouches, que ceux des Bruus à Rome, des Porias à Genes, & de Nassaus en Hollande.

L'Empereur Albert étant informé de cette Revolte, s'emporta extrémement contre les Suiffes, & refolut d'envoyer une Armée pour les subjuguer. Mais tous ses Projets s'évanouirent par sa mort prematurée, ayant été tué bientôt après à lon passage de la Russ à Königssfeld en Suisse par son Néveu, auquel il detenoit injustement le Duché de Suabe. Cet accident sut sort favorable aux Affaires des trois Cantons, leur donnant le tems de se mettre en posture. Car les Fils de cet Empereur étoient fi occupez, d'un côté à briguer la Couronne Imperiale pour Frédéric l'Ainé de la famille, & de l'autre à venger la mort de leur Pere, qu'ils se trouverent obligez de laisser les Cantons en paix, jusqu'à ce que ces Disputes sussent finies. Cependant environ septans après, vers la fin de 1315.

l'Archiduc Leopold, fils d'Albert, assembla une Armée de 20000. hommes, pour marcher dans le Canton de Schvvitz, dans le dessein de saccager les trois Cantons, & de les mettre à feu, & à sang. Il se prefenta un nouveau prétexte d'envahir le Canton de Schwoitz, par une brouillerie qu'il eutavec une celebre Abbaye, qui y est située, & s'appelle l'Hermitage de la Vierge Marie. Come elle possedoit de fort vastes domaines, il s'éleva de frequentes disputes entr'elle,& le Canton, au sujet des limites de leurs territoires. Si bien qu'à la fin ils en vinrent aux mains. Là dessus l'Abbé employa les armes ordinaires du Clergé, & excommunia ceux de Schweitz; Et l'Archiduc Leopoldse chargea d'executer la sentence contre ces Ennemis de l'Eglise. Pour cet effet il avança vers eux avec son Armée, pendant que toutes les forces que les trois Cantons avoient à lui opposer, ne consisterent qu'en treize cens hommes. Mais ils sup. pléerent le defaut du nombre par leur courage, & par la disposition prudente de leur petite Armée. Sachant que l'Ennemi devoit necessairement passer par une vallée très-étroite, ils posterent une partie de leur monde sur les montagnes près de Morgarten, qui roulant une grande quantité de pierres sur la Cavalerie de l'Archiduc, en bleffa blessa beaucoup d'hommes & de chevaux, & mit par ce stratagême, toute son Armée en desordre. Au milieu de cette confusion le petit Corps des Cantons se jetta avec tant de bravoure sur les Autrubiens, qu'il leur fit prendre la fuite, en tua un grand nombre, & chassa le reste entierement hors du Païs; Pendant que deux autres Corps separez de l'Archiduc, qui attaquererit au même tems les Cantons d'Ury, & d'Undervvald, furent repoussez, & traitez de la même maniere. Ces trois Cantons défirent ainsi avec une poignée de gens une puissante Armée; & ils firent dans la bataille des actions de valeur si prodigieuses pour la Defense de leur Liberté, que certainement on ne doit pas moins d'honneur à leur memoire, qu'on en rendit à celle des Lacedemoniens, qui combatirent pour la même cause, quoi qu'avec moins de fuccès, au Détroit des Thermopyles.

La Victoire de Morgarten mit les fondemens de l'Union Helvetique. Car l'Alliance que les trois Cantons avoient faite auparavant pour dix ans feulement, fut convertie alors dans une Alliance perpetuelle, dans laquelle tous les treize Cantons font entrez depuis en différéns tems, & à différentes occasions. Et comme ils jurerent tous en ce tems-là de l'observer reli-

gicuscment, c'est pour cela qu'on leur a donné le nom Allemand d'Eydgnossen, qui signifie des Parties tenuës par un même ferment. Il ne sera pas hors de propos de remarquerici, que comme cette victoire signalée a été remporée dans le Canton de Schwvitz, le plus considerable des trois et qu'elle étoit dûë principalement à la valeur de ce Canton, c'est pour ces raisons que dès lors deux autres y ont été joints par le nom commun de Suisser; Lequel nom a passé depuis à tous les autres Cantons en general, & à leurs alliez, à mesure qu'ils entroient dans cette Union.

Après avoir deduit ainfi succinctement l'Histoire de ce Peuple jusqu'au tems qu'il secona le joug de la Domination Autrichienne, & jetta les premiers sondemens de la Liberté, dont il jouit maintenant; ce n'est point mon desse de la continuer par les diverses guerres qu'il soutint pour la désendre. J'ai voulu seulement rapporter de ses assaires autant que j'ai cru necessaire, pour mettre dans son jour l'Epoque de son érection en Cantons, afin que de cette manière je pusse donner une idée plus parsaite de son état present, en suivant pas à pas les disserens degrez qui l'ont conduit à la sorme, dans laquelle il se voit aujourdhui. Ce n'est point que l'Histoire des

des Suisses ne nous fournisse d'aussi grands Exemples de la vertu Militaire, qu'on en trouve dans celles des Gress & des Romains. La Bataille de Sempach, où l'Archiduc Leopold fut tué, celle de Bale contre Louis XI. de France, alors Dauphin, les deux victoires de Granson, & de Morat contre Charles le Hardi, Duc de Bourgogne; Ces actions, dis je, & plusieurs autres, ne seroient pas moins éclatantes dans une Histoire, que le sont les plus vantées de l'Antiquité si elles étoient racontées par des Historiens de la même force. Mais je laisseraicette tache à des Gens plus habiles que moi, me contentant de marquer les Periodes, auxquelles les treize Cantons s'unirent par une Confederation si étroite, qu'ils passent auiourdhui pour une feule Republique, connuë sous le nom du Corps Helvetique.

Après cette Revolution, la Maifon d'Autrichene cessa jamais, pendant l'espace d'environ trois cens cinquante ans, de poursuivre ses prétensions sur les trois Cantons, & de faire de nouvelles tentatives, pour les reduire par la force, aussi souvent que ses guerres lui donnerent quelque relâche, ou qu'ils s'en presenta une occasion savorable. Cependant tous ses estorts eurent si peu de succès, qu'au lieu de ramener les trois Cantons à son obessisance, ceux-ci détacherent

au contraire d'autres Païs, & d'autres Villes de la Maison d'Autriche. & de l'Empire, & les unirent à leur Corps. Lucerne fut le premier de ce nombre. Il appartint en propre aux Archiducs d'Autriche: Cependant il entra dans la Confederation des trois Cantons en 1332, & y resta toujours uni depuis. Il fut suivi de Zurich: qui se fit Canton en 1351. Et quoi qu'il fut le cinquiéme dans l'alliance, neantmoins en consideration dé son étenduë, & de sa puisfance, il fut mis à la tête des Cantons, & depuis il y a toujours conservé le premier rang. Zurich étoit une Ville Imperiale, & n'a jamais fait partie de la Domination de la Maison d'Autriche. Cependant à son occasion il s'alluma une nouvelle guerre entre les Autrichiens, & les Cantons. Les derniers envahirent le Comté de Glaris appartenant à cette Maison, & après l'avoir soûmis, ils le receurent dans leur Alliance, & l'erigerent en Canton, la même année 1351. Pendant que cette Guerre continua, le Païs de Zug, qui appartenoit de même aux Archiducs, imita l'exemple de Glaris, & fut joint aux Cantons en 1352. Vers la fin de cette année Berne, une Ville Imperiale, entra aussi dans l'alliance, & fit le huitiéme Et ces Cantons continuerent près de cent & vingt ans, sans augmenter

DE LA SUISSE. Ch. II.

leur Nombre: on les distingue par le Nom des huit vieux Cantons.

En 1481. Fribourg & Soleurre, furent receus dans le Nombre des Cantons. Ce dernier à toujours été une Ville Imperiale; mais le premier fut des Domaines de la Maison d'Autriche, qui l'avoit acheté du dernier Comte de Kybourg. Bâle & Schaffbouse, deux Villes Imperiales, furent incorporées dans les Cantons en 1501. Enfin le Pais d'Appenzell y fut joint en 1513. & acheva le Nombre des treize Cantons, après avoir racheté sa liberté pour une some d'argent de l'Abbé & du Couvent de St. Gal, à qui il appartenoit,

Ainsi nous voyons, que depuis l'expulfion des Gouverneurs Autrichiens par ses trois Cantons, jusqu'au tems que le Païs d'Appenzellentra dans leur Alliance, & accomplit leur present Nombre, il s'écoula plus de deux Siecles. Pendant ce tems il y a eu plusieurs Intervales de paix entre la Maison d'Autriche, & les Suiffes, & en 1474. Elle conclut avec eux une Paix perpetuelle, fous le Nom d'Union Hereditaire, dans laquelle l'Archiduc Sigismond, surnommé le Simple, traitta avec eux, comme avec un Peuple Libre. Ce Traité fut renouvellé ensuite, & confirmé par l'Empereur Maximilien. Cependant la Maison, d'Autriche conserva toujours ses pretensions

sur les Cantons, & fit de tems en tems de nouveaux efforts pour les recouvrer, lorfqu'il s'en offrit quelque occasion. fut pas peu favorifée dans fes desfeins fur la Suisse, par l'avantage qu'elle eut de rendre la Couronne Imperiale comme hereditaire dans sa famille. Car outre que cela augmenta de beaucoup ses forces, les Empereurs de cette Race eurent les raisons du monde les plus plaufibles de poursuivre leurs pretenfions particulieres, fous pretexte de rejoindre à l'Empire ses anciens fiefs, & dependances, à quoi leur Capitulation avec les Electeurs les obligea. Nonobstant tout ceci, soit que les Princes de cette Maifon crussent qu'il étoit impratiquable, de reduire les Cantons sous leur obéissance, foit qu'ils en fussent empechés par d'autres guerres plus importantes, soit que leur Ambition fut affouvie par les vastes acquifitions, qu'ils avoient faites depuis qu'ils étoient en possession du Trône Imperial; du moins est il certain qu'ils semblent avoir quitté la pensée de soûmettre la Suisse, & qu'ils consentirent à la fin, par l'entremise de la France, & d'autres Etats, à la declarer dans le Traité de Munster, un Peuple Libre, & independant de l'Empire.

J'ai déja remarqué, que ces Cantons ont eu avec leurs Nobles, & leurs Ecclefiasti-

ques puissans une guerre plus longue, & plus onercuse, qu'avec la Maison d'Autriche même. Car comme d'un côté les Nobles dependoient de l'Empire, ou de la Maison d'Autriche, & obeissoient à leurs volontez, & que de l'autre ils avoient leurs vûës particulières de soûmettre les Cantons, pour étendre leur propre domination, toutes les fois que ceuxcy avoient quelque demelé avec la Maison d'Autriche, ils étoient surs d'avoir en même tems la Noblesse sur les bras. Et comme la Noblesse se liguoit generalement contre les Villes, de même les villes n'avoient elles d'autre moyen pour se conserver, que d'entrer ensemble dans une Alliance étroite pour leur defense mutuelle. Il paroit parlà, que l'erection d'un si grand nombre de petites Republiques, sut l'effet necessaire de leur danger commun, plûtôt qu'un Plan de Gouvernement premedité, à l'imitation. des Republiques de la Grece, qui s'unirent pour se dessendre contre les Rois de Perse. Leurs Armes confederées ayant d'abord generalement d'heureux succez, toutes les autres Villes chercherent leur seureté dans leur Alliance. De cette maniere le Nombre des. Cantons s'augmenta, & ils acquirent une si grande reputation, que plusieurs de leurs voisins, qui ne pouvoient pas être receus

comme Cantons, se contenterent d'être admis comme alliez, & se crurent à cou-

vert fous leur Protection.

Il seroit ennuyant de raconter les diffetentes guerres, qu'ils eurent avec la Noblesse du Païs, dont quelques-uns étoient fort puissans, comme les Comtes de Kybourg, de Torberg, d'Arberg, de Gruyere, de Nidau, de Thun, de Lentzbourg, & plusieurs autres qu'il n'est pas necessaire l'ajouterai seulement, que de nommer. les Cantons, en se tenant étroitement unis, l'emporterent peu à peu sur la plus grande partie de la Noblesse, dont les samilles s'éteignirent naturellement, ou perirent dans de si longues, & de si sanglantes guerres. De forte qu'à la fin ils acheterent, ou conquirent la plûpart de leurs possessions, & qu'-ainsi leurs Etats, & leurs forces s'accrurent au point, où nous les voyons aujourd'hui.

CHAPITRE III.

Des Treize Cantons en particulier.

Yant rendu compte dans le premier Chapitre de la lituation, duterroir, & du climat de la Suisse, & deduit en peu de mots dans le second l'histoire de ce Peuplejusqu'à son Etat present, il semble qu'il est

est necessaire de dire quelque chose dechaque Canton en particulier, avant que de traitter de leurs forces, & de leurs Revenus. Mais ce n'est point mon dessein de donner une description de leurs Villes, & d'autres curiositez que les Voyageurs remarquent ordinairement. Il y en a plusieurs, qui m'ont déja épargné cettepeine. De sorte que jene serai que les tracer comme dans une Carte Geographique, par des traits qui puissent servir à les distinguer l'un de l'autre, afin de rendre plus intelligible ce que j'en dirai dans la suite.

Les treize Cantons dans leur ordre prefent, & comme ils ont scance dans leurs Dietes Generales, sont les suivans. Zurich, Berne, Lucerne, Vry, Schvoitz, Undervvald, Zug, Glaris, Bale, Fribuag, Sol-

leurie, Schaffhause, & Appenzell.

Les Cantons Protestans sont Zurich; Berne, Bâle, & Schaffhause, avec plus des deux tiers du Canton de Glaris, & plus de la moitié de celui d'Appenzell. Tous les autres Cantons sont Catholiques Romains.

De tous les Cantons Berne est le plus considerable de beaucoup, tantpar sa puissance, que par son étenduë. Il sair près du tiers de la Suisse, & il en est la partie la plus sertile, à parler generalement. Il est divie

divifé en deux parties, l'une appellée le Pais Allemand, & l'autre le Pais Roman, ou François, que l'on distingue ainsi à cau-se de leurs differens langages. Le dernier est compris communément sous le Nom du Pais de Vaud, qui n'est pas seulement la partie la plus fertile, mais aussi la plus belle de toute la Suisse, & fut pris sur les Ducs de Savoye en 1530. Il y a plusieurs Villes, & Bourgs dans cette Province, comme Laufanne, Vevai, Morges, Rolle; Nyon, Moudon, Avanches, Payerne, Morat, Granson, & Tverdon, avec d'autres moins remarquables. Et dans le Païs Allemandil y a outre Berne, la Capitale du Canton, Berthou, Aarberg, Lentzbourg, Aarau, Bruck, Thun, & d'autres, ces Villes considerables sont dans le Canton de Berne; Au lieu que dans la plûpart des petits Cantons il n'y a point de Ville du tout, & que dans les autres il s'en trouve à peine plus d'une, hormis la Capitale, qui merite d'être observée. Tout ce Canton consiste en septante deux Bailliages, qui se gouvernent par autant de Baillifs, qui font Membres du Confeil des deux cens à Berne, & que l'on change de fix en fix ans.

Le Canton de Zuruh est le second en étenduë, & en richesses. Il n'est pas la moitié aussi grand que Berne; Mais il est

tout

tout arrondi, & je crois qu'il est plus riche que celui-ci, à proportion de leurs territoires; parce que le Peuple s'y adonne au Comerce, & qu'il y a établi plusieurs bones manufactures. Le Païs est divisé en 24. Bailliages, dont treize font fipeu considerables; que leurs Baillifs resident ordinairement dans la Ville de Zurich, & depechent dans leurs propres Maisons les petites affaires, que ces Emplois leur donnent. Il y a deux autres de ces Bailliages, Stein, & Winterthur, qui ont de si grands Privileges, que le Canton de Zurich n'en a guere plus que la simple Souveraineté, le Peuple de ces deux Bourgs étant gouverné par ses propres Magistrats. De sorte que le Canton n'y envoye qu'un Commissaire, pour y faire la recette des revenus, qu'on paye au Souverain. Ainsi il ne reste que neuf bailliages de quelque importance, & où les Baillifs foienDobligez de faire constam-ment leur residence. Mais ces neuf sont considerables, & pour l'étendue de leurs Jurisdictions, & pour les profits qui y sont annexez.

Les Cantons de Bâle, & de Schaffhause ont des territoires si peu étendus, qu'ils ne peuvent saire qu'une petite figure dans le Monde par leurs Armes. C'est pourquoi ils se sont appliquez au Commerce, & s'enrichif

richissent par-là. Bâle est sans contredit la plus belle Ville de la Suisse, & Schaffbouse après Bâle, à mon avis. Bâle eut autresois un Eveque, qui insensiblement joignit la Jurisdiction temporelle, à la Spi-rituelle; Mais à la Resormation de cette Ville il en fut chasse, & perdit à jamais tout son pouvoir dans le Canton. Cependant il retient encore la Souveraineté d'une grande partie de cet Eveché, & la dignité de Prince de l'Empire. Il reside avec le Chapitre à Porentru, d'où les Protestans l'appellent Evêque de Porentru, quoique les Catholiques lui donnent toûjours le titre d'Evêque de Bâle. Le Pais dont il est encore en possession, est situé entre la Partie Meridionale de l'Alface, la Franche-Comté, & le Canton de Soleurre. Les Habitans y jouissent de si grands Privileges, qu'il n'a guere plus que le titre de Souve-rain, & le droit de recueillir les revenus qui y font attachez. Caren vertu de leurs franchises ils ne se gouvernent pas seule-ment par leurs propres loix, & Magistrats, mais ils sont même en liberté de contracter des alliances avec d'autres Etats, pour leur defense, & pour leur protection. consequence de quoi ceux de ses sujets, qui sont de la Religion Resormée, particulierement les Habitans du Munstertal,

ont une alliance avec le Canton de Berne, & font fous fa Protection immediate veu un exemple de ceci au commençement de l'an 1706, que l'Evêque tacha d'intro-duire quelques innovations parmi eux, afin d'étendre son authorité au delà des bornes que la Loiyamises. Ceux du Munstertal s'en plaignirent au Canton de Berne, & implorerent son affistance. Là dessus ce Canton fit marcher incessament 4000. hommes à leur secours, qui les rétablirent dans leurs anciens privileges, en depit de l'Evêgue, & s'en retournerent chez eux. Quelque singuliere que cette coûtume paroisse dans les autres Pais, de permettre aux sujets d'un Prince, ou d'un Etat, d'être dans l'Alliance, ou sous la protection d'un autre, neanmoins elle est fort commune en Suisse, & très necessaire en ces fortes de cas. Car si les sujets de Porentru eussent été abandonnés à la discretion de leurs Evêques, ç'eut été fait il y a longtems, de leur Religion, & de leur Liberté.

Les Cantons de Bâle, & de Schass bouse n'ont chacun que quatre ou cinq Bailliages, qui sont même de peu de consequence; Desorte que leurs forces principales constett dans les richesses de leurs Villes.

Lucerne, Fribourg, & Soleurre, font les plus puissans des Cantons Catholiques:

Le premier par l'étendue de son territoire. & les deux autres par la bonté de leur terroir; Quoique celui de Solleurre soit le plus fertile de beaucoup. Les Capitales de ces trois Cantons sont d'assez jolies Villes. Les Ambassadeurs de France resident ordinairement à Soleurre, & ceux d'Espagne, & les Nonces du Pape à Lucerne. Le Canton de Lucerne n'est pas si grand que celui de Zurich, ni à beaucoup près si fer-Car il ne produit point de vin, ni affez de grain pour ses habitans, de sorte qu'il faut qu'ils achetent l'un & l'autre de leurs voisins. Il croit affez de blé dans les Cantons de Soleurre, & de Fribourg; mais point de vin; quoiqu'ils s'en fournissent à bon prix du Pais de Vaud, & de Neufchatel- Lucerne a seize Bailliages, Fribourg quinze, & Soleurre dix, qui font generalement plus lucratifs que ceux de Bale, & de Schaffbouse, mais ne peuvent pas entrer en comparaison avec les meilleurs du Canton de Berne.

Les fix autres Cantons, vry, Schwitz, Underwald, Zug, Glaris, & Appenzell, font appellez communément les petits Cantons, & n'ont rien qui merite quelque attention. Il n'y en a aucun qui ait une ville enceinte de Murailles: Cependant Altorff, Zug, & Schwitz font d'agreables villages.

Tout le Canton d'Ury n'est qu'une étroite valée, qui s'étend depuis Alterff jusqu'au pied du Mont St. Godard. La Ruff coule par cette valée, & en inonde fouvent une bonne partie. Il ne croit point de vin dans ce Canton, & très peu de blé à proportion de ce que ses Habitans en consument; Mais leurs Montagnes leur fournissent du paturage pour un grand Nombre de bétail, qu'ils vendent en Italie, & se procurent par là assez de grain & devin. Il n'y a qu'un seul Bailliage, qui lui ap-partienne, encore est-il bien pauvre. Neanmoins comme son Païs est le grand passage des Marchandises entre la Suisse, & l'Italie, il leve quelque argent par les impôts qu'il met sur les Marchandises qui y passent.

Le Canton de Sthvvitz est fort montueux. Il ne consiste, pour la plus grande partie, que dans deux ou trois petites valées, de la même qualité que celle d'Ury. Il n'a que trois Bailliages, & même d'un

revenu très mediocre.

Underwald est un Canton presque égal à celui de Schwitz, pour l'étenduë, & pour leterroir. Il n'y a que huit bons villages, & point de Bailliage. Desorteque ce Canton, qui est fort montagneux, contribuë très peu à la Puissance, & à la beauté de la Suisse. Le Canton de Zug est fort petit, mais beaucoup plus sertile que les trois precedens. Il y croit assez de vin, & de blé pour les habitans. Il a six Bailliages, mais peu lucratifs. Le village, ou le Bourg de Zug passe pour le plus propre de tous les

petits Cantons.

Celui de Glaris confiste en une large valée, dont le principal village donne le Nom au Canton. La valée produit du grain, & les montagnes du paturage. Les Habitans sont obligez d'acheter les autres choses necessaires de leurs voisins. Ce Canton a un affez bon Bailliage, & par un Traité de Combourgeoisse particulier il est Arbitre, conjointement avec celui de Schvovitz, des disserends qui peuvent naite entre l'Abbé de St. Gall, & ses sujets

du Togguenbourg.

Appenzell est le dernier Canton en rang, & en bonté, consistant dans une grande valée sterile. Ses Habitans ne vivent presque que de lait, & de fromage. Ils passent pour le peuple le plus grossier de la Suisse, & goutent chez eux si peu des douceurs de la vie, que les plus honnètes gens du Païs fonttout ce qu'ils peuvent, pour s'établir dans quelque service étranger. J'ai déja remarqué que ce Canton appartenoit autre sois aux Abbez de St. Gall, desquels il se rache-

racheta. Ainsi je n'ajouterai autre chose. ici, fi non qu'il a pris son nom d'une Cellule batie à Appenzell par l'un des Abbez, qui avoit coûtume de s'y retirer en tems de devotion, de même que ses Successeurs, & qu'on l'appelle encore en Latin Abbatis Cella.

Ayant parcouru ainsi les treize Cantons avec toute la brieveté possible, avant que de finir ce Chapitre il sera bon de toucher quelque chose des Pais, ou des Bailliages, qui appartiennent à tous les Cantons ensemble, ou à quelques uns d'entre eux en commun, comme ayant été conquis par leurs armes unies, dans leurs Guerres contre la Maison d'Autriche, & d'autres Princes.

Il y a neuf Bailliages communs: Sa-voir le Comté de Bade, les Frey-Aempter, ou les Bailliages Libres, les Comtés de Tourgovie, de Sargantz, & de Rhintal, & les quatre Bailliages, Lugano, Locarno, Mendrisso, & Valmadia; outre lesquels il y a trois Villes sans territoires, appellées Bremgarten, Mellinguen, & Raper (ibovyl.

Le Comté de Bade fut conquis sur la. Maison d'Autriche par les huit vieux Cantons en 1415. Il est aussi grand qu'un des. petits Cantons, & d'un meilleur terrain. Sa Ville Capitale, qui lui donna lenom,

n'eft Ď4

n'est remarquable que pour les Bains chauds qui s'y trouvent, & pour être le Lieu de la Residence ordinaire des Ambassadeurs de l'Empereur. Mass elle va devenir plus celebre par le Congrès qui s'y tient, pour traiter de la Paix entre l'Empire & la France. Les Habitans sont tous Catholiques Romains.

La Tourgovie, est une Province d'une affez grande étenduë, dont Frauenseld est la Capitale. Elle sut prise sur la Maison d'Autriche au même tems que Bade, par les Armes unies des sept vieux Cantons, La plûpart des Habitans sont Protestans.

Sarganz est un Comté situé sur les frontieres des Grisons, d'unc étendue, & d'un revenu assez mediocre. Il sut acheté par les sept vieux Cantons du dernier Comté de ce nom en 1483. & a toûjours été depuis sous leur domination. Les Habitans sont tous Catholiques Romains, à la referve d'une seule Communauté.

Les Frey-Aempter, ou les Bailliages Libres ne comprennent qu'un petit district, qui porta autresois le nom de Comté de Rore, & sut pris par les sept vieux Cantons fur la Maison d'Autriche, dans le même tems que le Comté de Bade. Les Habitans sont tous Catholiques Romains.

Le Rhinthal, un petit Comté, s'étend

De LA SUISSE. Ch. III.

le long du Rhin avant qu'il entre dans le Lac de Conflance. Les fept vieux Cantons le prirent aussi environ le même tems fur la Maison d'Autriche. Mais comme le Canton d'Appenzell y est quelque prétention, on l'admit à une partie de sa Souveraineté lorsqu'il se sit Canton. Plus des deux tiers des Habitans sont Protestans,

Des trois Villes, Mellinguen, & Bremgarten sont situées dans le circuit du Comté de Bade, & des Bailliages Libres; Mais ils n'en dépendent point, se gouvernant par des Loix, & des Magistrats separez; quoiqu'ils soient sous le même Souverain, & qu'ils ayent été conquis au même tems, Raperschwyst est sur le Lac de Zurich, au bout du Pont qui le traverse. Il sut pris sur la Maison d'Autriche par les Cantons d'Ury, de Schvuitz, d'Undervvald, & de Glaris en 1458.

Les quatre Bailliages Italien, Lugano, Lotarno, Mendrisso, & Valmadia, sont situez dé-là les Alpes, & faisoient autresois partie du Duché de Milan. Le Duc Maximilien Sfarce les en demembra, & les donna aux Susser l'an 1513, en recompense des services qu'ils lui avoient rendus dans ses guerres. Desorte qu'ils appartiennent à present aux douze Cantons, celui d'Appenzell n'y syant point de part, puisqu'il

ne sut reçà dans l'Alliance des Cantons que quelques mois après que la Cession

leur en avoit été faite.

Ces quatre Bailliages enfemble ont plufieurs licues d'étendue, & participent au Climat chaud de l'Italie, quoique le Païs en foit montagneux. Les deux premiers ont des Villes affez confiderables, & ils jouissent toas de si grandes Franchies qu'ils font de peu de profit à leurs Souverains, ou aux Gouverneurs qu'ils leur envoyent. Il font Catholiques Romains, & si rigides, que lors qu'un Canton Protestant leur envoye à son tour un Gouverneur de sa Religion, l'exercice ne lui en est pas permis dans sa propre Maison.

Près de ceux-ci il y a trois autres Bailliages Italiens, 'nommez Bellinzona, Valbruna, & Riviera, qui font sujets en commun des Cantons d'Ury, de Schwutz, & d'Underwald. Ils les prirent dans une Guerre qu'ils eurent avec les Ducs de Milan, qui leur en cederent la Souveraineté par un Traité en 1516. & depuis ce temslà ils en ont toujours été paissibles posses

feurs.

Pour ne rien omettre qui merite quelque attention, je ferai mention ici du petit Bailliage d'Alujax, appartenant au Canton de Zuruch, & du Comté de Werdenberg, foufoûmis à celui de Glaris, fituez tous deux fur les bords du Rhin, avant qu'il se jette dans le Lac de Constance. Outre cela il ya un Bailliage appellé Gastern, qui appartient aux deux Cantons de Sivites, & de Glaris, & s'étend entre les Lacs de Zurich, & de Wal-

len stat sur les bords de la Limmat,

Il ya aussi quatre Bailliages considerables dans le Pair de Vanua, qui appartiennent en commun aux Cantons de Berne, & de Fribuarg, parce quils surent pris par les armes unies de ce deux Cantons, dans le tems que tout ce Pais sut conquis sur la Maison de Savoye. Ces Bailliages sont Morat, Grapson, Echalens, & Schwartzenbourg, auxquels les deux Cantons envoyent des Baillis alternativement tous les cinq ans. Où il est à remarquer, que lorsque le Baillis est d'un Canton il est entièrement sous la direction, & sous la souveraineté de l'autre, pendant tout le tems qu'il gouverne dans l'un de ces quatre Bailliages.

Il està nôter ici, que la guerre, qui s'alluma en 1712. entre les Cantons de Zurich & de Berne d'un côté, & ceux de Lucerne, d'Ury, de Schwuiz, d'Underwald, & de Zug de l'autre, a produit un grand changement dans la Proprieté des Bailliages communs. Car par le Traité de

de Paix, qui mit fin à cette guerre, tout le Comté de Bade, la moitié des Bailiages Libres, avec les Villes de Bremgarten,
& de Raper [vvyl, furent cedez aux deux
Cantons Protestans, excepté seulement
la portion que Glaris avoit dans leur Souveraineté, qui lui fut reservée, parcequ'il
n'eut point de part à la querelle. De plus
le Canton de Berne sut admis à une portion
dans les Souverainetez de la Tourgovie, de
Sarganz, & du Rbinthal, & de l'autre
moitié des Bailliages Libres, auxquelles il
n'avoit point de part auparavant, ses troupes n'ayant point aidé à les conquerir.

Tous les Bailliages communs sont gouvernez par autant de Baillis que les Cantons, qui les possedent conjointement, choississent chacun à son tour, changeant les uns tout les cinq, & d'autres tous les six ans. Et ces Baillis ne sont pas responsables de leur administration au Canton qui les a élus; Mais à tous les Cantons ensemble qui en sont es Soules Cantons ensemble qui en sont es Soules.

verains communs.

CHAPITRE IV.

De leur Gouvernement.

Es treize Cantons font autant de Republiques, quoiqu'il y ait de la difference

DE LA SUISSE. Ch. IV. 61

rence entre leurs formes de Gouvernement, Il.y en a sept qui sont du genre Aristocratique, & six du genre Democratique. Les fept Aristocratiques sont Zurich, Berne, Lucerne, Bâle, Fribourg, Solleurre, & Schafsbouse. Les six autres sont Demo-Cette différence dans leur cratiques. Gouvernement semble être l'effet de l'état, dans lequel chacune de ces Republiques se trouva, avant qu'elles fussent erigées en Cantons. Car comme les fept premieres ne consisterent chacune que dans une Ville, avec peu, ou point de territoire, tout le Gouvernement resida naturellement dans les Bourgeois, & ayant été une fois restraint à leur Corps, il y continue toûjours, nonobstant les grandes acquisitions de territoires, qu'elles ont sait depuis. Au lieu que les six Cantons De-mocratiques n'ayant point de Villes, ni de Villages qui puffent prétendre à quelque préeminence par dessus les autres, le Pais sut divisé en Communautez, Et chaque Communauté ayant un droit égal à la Souveraineté, on ne put pas éviter de les y admettre également, & de tomber ainsi dans le Gouvernement Populaire. Mais quelle qu'ait pu être l'occasion de leurs differens Gouvernemens, je n'entrerai pas plus avant dans cette recherche, & je

je vais rendre compte de celui des sept Cantons qui ont des Villes, & ensuite des six autres.

Il y a une subdivision à faire entre les Cantons qui ont des Villes. Car bien qu'ils foient tous également Aristocratiques par rapport à leurs Sujets, qui ne font pas Bourgeois de leurs Capitales, n'y ayant que ces Bourgeois qui foient capables de participer au Gouvernement; Cependant il y a quelque difference entre ces Cantons parrapport aux Bourgeois mêmes. A Zurich, à Bâle, & à Schaffhouse, les petits Bourgeois, & les gens de métier, qui sont partagez en Tribus, ont leur part au Gouvernement, & leurs Tribus les mettent dans les Confeil Souverain. Mais à Berne, à Lucerne, à Fribourg, & à Solleurre, il n'y a que le Petit Conseil confistant en vingt sept personnes, qui, conjointement avec un certain nombre des principaux Membres du grand, ait le droit de remplir les places vacantes dans le Confeil Souverain; Et ces Personnes faisant toûjours choix de leurs Parens, & de leurs Amis pour remplir ces places vacantes, les gens de métier, & le commun Bourgeois se trouvent de cette manière presque entiérement exclus du Pouvoir Souverain; C'est ce que l'on comprendra mieux lors-

que

DE LA SUISSE. Ch. VI.

que je parlerai de chaque Gouvernement d'une manière plus circonstanciée- Cependant comme la différence qu'il y a dans les formes de Gouvernement des Villes qui sont divisées en Tribus, & desautres, n'est pas sort essentielle, j'entrerai-dans un détail exact du Gouvernement de Berne, & je me contenserai de marquer en paffant seulement, en quoiles autres en différent.

Le Pouvoir Souverain du Canton de Berne reside dans le Grand Conseil, lequel, lorsqu'il est complet, consisteen deux cens quatre-vingt-dix-neuf Membres. Mais comme près de quatre-vingt-dix-neuf en sont absens ordinairement, sur leurs Bailliages, ou à d'autres occasions, il s'en assemble rarement plus de deux cens à la fois, & c'est pour cela qu'on l'appelle le Conseil des Deux Cens. Ce Conseil sait la Paix, Guerre, & les Alliances, Il dispose du Tresor public, & de tous les Emplois civils qui sont de quelque importance; & il exerce generalement tous les autres actes d'une Souveraineté absolué.

Hors de ce Confeil on en choifit un autre, qu'on appelle le Senat, ou le Petit Confeil, qui est composé de vingt sept Personnes, y compris les deux Chess, nommez Aveyers, lesquels président an-

nuelle-

nuellement aux deux Conseils, chacun à fon tour. Les Membres du Petit Conseil sont appellez proprement Senateurs, ou Conseillers; dont les deux plus jeunes ont le titre de Conseillers Secrets, Ceux-ci sont les Gardiens de la Liberté du Peuple, & leur Charge ressemble à celle des Tribuns du Peuple dans la Republique de Rome: En vertu de quoi ils ont le pouvoir de convoquer le Grand Conseil lorsqu'on propose quelque matiere, ou que l'on forme quelque dessein en Senat, qui soit préjudiciable aux droits, & aux Privileges des Bourgeois, ou bien toutes les sois qu'ils le jugent necessaire.

Le Senat s'assemble tous les jours, excepté le Dimanche, & il est chargé de l'expedition des affaires ordinaires du Gouvernement; Au lieu que le Grand Conseil ne s'assemble que deux fois la semaine, à moins qu'il ne survienne quelque affaire extraordinaire. Il y a quelques Prerogatives particulieres attachées au Senat; entierement independantes du Grand Confeil, comme entrautres la distribution de tous les Emplois Ecclesiastiques, & quelques Charges civiles. Mais pour bien distinguer les fonctions de ces deux Conseils, Pon peut dire dans un sens limité, que le Grand Conseil a le Pouvoir Legislatif. & le Senatle Pouvoir Executif. l'ai l'ai déja dit que l'on tire les Senateurs du Grand Conseil; duquel ils restent Membres, & y prennent seance toutes les fois qu'il s'assemble. De sorte que le Senat se perd dans le Grand Conseil, & n'a aucune existence pendant que celui-ci est assemblé.

Pour ce qui est du Droit d'élire les Membres du Grand, & du Petit Conseil, il appartient entiérement à ces deux Confeils, qui se choisissent l'un l'autre. C'està-dire le Grand Conseil élit hors de son propre Corps le Conseiller, ou le Senateur vient à manquer, avec cette restriction que ni Pere & Fils, ni deux Freres ne peuventêtre dans le Petit Conseil au même. tems; & au contraire le Senat, conjointement avec seize Membres du Grand Conseil, remplit les Places vacantes de ce Conseil-ci. Les Places qui viennent à vaquer dans le Senat se remplissent aussitôt qu'un Senateur est enterré, ou deposé; parce qu'il est necessaire que ce Conseilfoit toûjours complet. Mais dans le Grand Confeil l'on attend qu'il y ait jusqu'à quatre vingts, ou cens Places vacantes, avant que de faire une nouvelle Promotion; ce qui n'arrive ordinairement que tous les neuf, ou dix ans. Ils donnent communément pour raison de ce delai, lai, qu'ils attendent, afin de pouvoir contenter un grand nombre de Candidats à la fois. Mais la veritable raifon en cft, que par-là le refte du Grand Confeil a moins de Competiteurs aux Bailliages, & à d'aures Charges, n'y ayant que les Membres de ce Confeil qui puissent prétendre aux Emplois

de quelque importance.

Les feize Membres du Grand Confeil que l'on joint au Senat, pour faire une nouvelle Promotion, font appellez Sezeniers de leur nombre, & on les choisit hors des vieux Baillis, c'est-à-dire de ceux qui ont achevé leur terme d'années dans quelqué Bailliage, ou Gouvernement. Mais afin de donner une idée plus distincte de l'Origine, & de la fonction des Sezeniers, il sera necessaire de faire ici une petite Digression.

Dans la Ville de Berne il y a douze Societez, ou Confrairies de Gens de Métier, qu'ils appellent Abbayes, quatre grandes, & huit petites. Il faut que chaque Bourgeois, Gentihomme, ou Artifan, s'enrôle dans une de ces Confrairies, parce que perfonne n'est capable d'entrer dans les Deux Cens, ou d'avoir aucun bon Emploi, à moins qu'il ne soit de l'une de ces Abbayes. Elles ont chacune son Chef qu'on appelle Sezenier: Les grandes en ont deux

DE LA Suisse. Ch. IV.

deux chacune, & les petites un, qui font ensemble le nombre de Seize. Il faut que ces Sezeniers soient Membres de l'Abbave. pour laquelle ils servent, & on les élit, comme je l'ai déja dit, hors du nombre des vieux Baillifs, qui font dans le Confeil des Deuz Cens, & hors d'Emploi. Ainsi lorsqu'on va faire de nouveaux Sezeniers. tous les vieux Baillifs s'affemblent fur leurs differentes Abbayes, où les Sezeniers sont élus, non pas par la pluralité des voix, mais par le fort. Car on met dans un sac autant de balles qu'il y a de Concurrens à ces Postes, l'une d'or, & les autres d'argent; Et celui, qui tite la balle d'or est Sezenier. Toutes les Abbayes pratiquent la même methode dans les Elections des Sezeniers, qui d'ordinaire font choisis lorsqu'on remplit les Places vacantes dans le Grand Confeil, & continuent dans leurs Emplois jusqu'à une autre Promotion.

Outre le droit des Sezeniers de remplacer les Membres des Deux Cens conjointement avec le Senat, ils ont quelques prerogatives confiderables, qui leur font particulieres. Ils sont proprement les Repréfentans de la Bourgeoisse dans le Grand Conseil, & chacun d'entr'eux est obligé de prendre garde qu'il ne s'y passe rien au préjudice de sa Confrairie, ou de son Ab-

baye; Et ils ne représentent pas seulement la Ville, mais le foin de tout l'Etat leur est commis en quelque manière. Car ils ont seuls le droit de faire des remontrances au Conseil sur les Griess que les Bourgeois peuvent avoir, & de proposer de nouvelles Loix, qu'ils croient être avantageuses, ou d'en abolir d'autres qu'ils jugent être préjudiciable au Public en general, ou à leurs Abbayes en particulier. Même ils font réellement les feuls Souverains pour un petit espace de tems, conjointement avec les quatre Banderets. Car tous les autres Emplois dans l'Etat ceffent pendant les trois derniers jours avant Pâque, & alors ils sont autorifez de rechercher la Conduite de chaque Membre de l'Etat, & de le priver de sa Charge, s'ils. en ont de justes causes. Mais ils exercent ce pouvoir avec beaucoup de menagement : de forte que chacun est toujours confirmé dans fon Emploi le Lundi de Paque, à moins qu'il ne soit trouvé coupable de de quelque Crime notoire. les quatre Banderets, & les Sezeniers ne peuvent pas degrader un Membre du Grand Confeil, sans que leur sentence ne soit confirmée par le même Confeil; pour les Senateurs, ils les depofent, quand ils

ils en ont des raisons, sans appel, & sans autre ressource.

Ayant expliqué les fonctions des Sezeniers, je continuerai à rapporter la maniére, dont on remplie les Places vacantes

dans le Grand Conseil.

l'ai déja dit, qui ce sont les Membres du Senat, & les Seize Sezeniers, qui ont le Droit d'Election, auxquels ceux qui veulent entrer dans le Grand Conseil s'appliquent à faire leur cour. Chacun des Electeurs à la liberté de nommer un Membre, & chaque Avoyer en nomme deux. Il est aussi permis au Chancelier, & au Greffier d'en nommer chacun un. Outre cela le Commissaire General, & quelques autres Officiers, prétendent d'avoir le droit d'être faits Membres des Deux Cens en vertu de leurs Charges, & ils le font ordinairement. De cette manière il y en a toûjours près de cinquante, qui sont sûrs d'être élus. Les autres Candidats sont choisis par la pluralité des voix. Il n'y a que deux Conditions requifes pour être capable de prétendre au Grand Conscil : L'une est que l'on foit Bourgeois de Berne, & de quelque Abbaye; Et l'autre que l'on soit du moins entré dans sa trentième année. quoi ils font si rigides, qu'un Homme de Famille fut exclus de la derniére Promotion, E 3 pour

pour avoir manqué trois jours de l'âgerequis; & plusieurs autres n'ont pas seulement été exclus de leurs prétentions aux Deux Cens, mais ils ont même perdu à jamais le Droit de Bourgeossie pour cux, & pour leurs Enfans, pour avoir negligé

d'entrer dans quelque Abbaye.

C'est la coûtume que chaque Electeur donne sa Nomination à son fils ainé, s'il a la capacité; Sinon, il est sûr de trouver un Mari pour une de ses Filles, en nommant celui qui l'épouse: ce qui tient souvent lieu de Dote. A cette occasion il est affez plaifant de voir quelle foule d'Amans s'éleve en trois ou quatre jours de tems; car c'est là tout l'intervalle qu'il y a entre le choix des Sezeniers, & l'élection des nouveaux Membres. La premiere visite qu'un nouveau Sezenier reçoit dès qu'il rentre chez foi après son election, c'est à coup fûr celle d'un Amant qui demande fa Fille en Mariage, s'il n'y a point de Fils dans le chemin. Et alors la Noce, ou du moins la promesse du Mariage, est aussi promte, que la passion du Galant. Car le Sezenier choisit l'Amant qui est le plus à son gré, & à celui de sa Fille, & l'engage incessamment dans une promesse de Mariage, de peur qu'il ne vicnne à man-quer de parole après sa nomination. De forte

DE LA SUISSE. Ch. IV. 71

forte qu'il arrive quelquesois que la premiere parole, que l'Amant & la Maîtresse se disent, c'est un Contrast de Mariage. Cependant comme l'on ne peut sur aucune fortune dans la Republique, sans être du Grand Conseil, & qu'à Berne un Homme, qui n'en est pas Membre, fait pauvre figure, les Gens les plus riches, & des meileures samiles sont bien aises d'y entrer de cette manière, quand ils ne le peuvent pas autrement, & ils se contentent souvent de prendre cette Nomination pour la Dote.

Voilà la manière usitée de remplacer les Membres du Grand Conseil, D'où il paroit, non seulement que les Electeurs favorisent leur propres Parens dans leurs Nomination, mais qu'ils conviennent même entre eux de servir les amis l'un de l'autre, pour faire le choix des Membres qui restent à être élus par la pluralité des voix. Ainsi il faut necessairement que tout le Gouvernement soit renfermé en peu de familles, & que les communs Bourgeois n'y ayent aucune part, à moins qu'ils ne puisfent y entrer, comme il arrive quelquefois, par la pluralité des voix, ou en épousant la Fille d'un Electeur. Je ne dis rien ici des Habitans du reste du Canton, ayant déja remarqué qu'ils font entiérement incapables de prétendre au Grand Conseil, & par E 4 conconséquent d'occuper quel Poste important que ce puisse être, comme n'étant pas

Bourgeois de Berne.

La même methode est pratiquée aussi dans les Elections des Grands, & des Petits Conseils de Lucerne, de Fribourg, & de Solleurre; du moins n'y a-t-il pas de difference essentielle qui merite qu'on en fasse une mention separée: si ce n'est que le Grand Conseil de Lucerne consiste en cent Personnes seulement, & le Senat en trente cinq. Mais dans les Cantons de Zurich, de Bale, & de Schaffbouse, la manière d'élire les Membres de l'Etat est si differente de celle de Berne, qu'il est necessaire d'en dire quelque chose de plus particulier.

Ces trois Villes font divifées chacune en douze, ou plus de Tribus, à l'une defquelles chaque Bourgeois appartient, comme ceux de Berne à leurs Abbayes; chacune de ces Tribus a un certain nombre de Membres dans le Grand, & dans le Petit Conseil. Par exemple à Zurich chaque Tribu a, si jene me trompe, douze Membres dans le Grand, & quatre dans le Petit Conseil; lequel nombre est toûjours tenu complet, & l'on en remplit d'abord les Places vacantes. Mais dans la manière de les remplacer, le genie Aristocratique l'a emporté de nouveau.

DE LA SUISSE. Ch. IV.

quoique depuis peu de tems seulement, & par abus, plûtôt que par Institution. Car fur la Mort d'un Membre de quelque Tribu, qui est du Petit, ou du Grand Confeil, le Droit d'élire son Successeur, au lieu de retomber sur toute la Tribu, reste entre les mains des quinze Membres sur-vivans, qui sont dans les Conseils. Ceuxci sont en liberté de choisir tel Homme qu'ils veulent, pourvû qu'il foit de leurpropre Tribu; Et ils ont privé par là leurs Principaux du droit d'élire leurs Représentans

dans les deux Confeils.

Il y a encore une autre difference dans leurs Senats. Car comme celui de Beine consiste en vingt-cinq Personnes sculement, outre les deux Chefs, ceux de ces trois Villes confistent en cinquante, ou soixante, outre leurs deux Chefs que l'on appelle Bourguemaitres; quoiqu'il n'y en ait que la moitié qui soit en charge à la sois. De forte que chaque moité gouverne à fon tour, étant changée tous les six mois, ou tous les ans ; hormis en matiéres de Judicature. Dans ces cas, tout le Corps de Cinquante s'affemble, & alors ils donnent tous leurs suffrages également. Sans cela, les Cinquante font convoquez regulièrement pour expedier les Affaires ordinaires; Mais ceux qui sont hors de charge n'y asfistent, que pour être informez de ce qui s'y passe, & ils n'y ont point de voix. Ce sont la les deux points principaux,

dans les quels les deux points principaux, dans les quels le Gouvernement de ces trois Villes differe de celui de Berne. Ainsi je me contenterai de les avoir indiquez, & je continuerai ma Relation du Gouvernement de Berne.

l'ai déja fait voir, que la Souveraineté de ce Canton refide dans le Conseil des Deux Cens, & que le Petit Conseil, ou le Senat, est chargé de l'expedition des affaires ordinaires. Desorte qu'il neme restequ'à passer aux principaux Officiers, & Magis-

trats de cette Republique.

Les deux Chefs, qui sont à la tête du Gouvernement, sont appellez Schuldheis-fenen Allemand & Avoyer en François. Leurs Emplois sont àvie, & ils les exercent annuellement tour à tour. Celui qui est en charge est appellé l'Avoyer Regnant, qui préside au Grand, & au Petit Conseil; qui propose les matieres qui doivent y être debatuës, qui garde les Seaux que l'on met à tous les Actes, & Instrumens publics; ensin qui est le principal Magistrat, auquel s'addressent toutes les Personnes, qui ont quelque Affaire à passer dans l'un des Confeils. L'autre Avoyer, qui est hors de charge, n'est que le premier Senateur en rang,

DE LA SUISSE. Ch. IV.

rang, jusqu'à ce que l'année soit expirée; Alors il prend les Seaux du premier, & il est Avoyer Regnantà son tour. Ces Postes sont extrêmement recherchez, tant à cause du rang qu'ils donnent à ceux qui les occupent, qu'à cause de l'influence qu'ils ont sur le mansment de toutes les affaires publiques, qui leur sournit de frequentes occasions de faire du bien, ou du mal à un grand nombre de Personnes; Quoique d'ailleurs ils soient si peu lucratifs, du moins à des gens de probité, que quiconque les prendroit à ferme à mille écus par an, perdroit certainement au marché.

Le second Emploi en rang est celui des quatre Banderets, ainfi nommez, parce qu'ils portent les Etendarts de la Ville, qui est divisée en quatre Quartiers, ou Districts, dont chacun a fon Porte-Etendart. Ces Postes sont toûjours donnez-aux Senateurs du premier Ordre, étant fort honorables, & à vie; mais à peine valent-ils quatre cens écus par an. L'autorité des Banderets étoit autrefois beaucoup plus grande, qu'elle n'At à prosent, & ils s'étoient appropriez actuellement tout le Gouvernement 'de la Republique. créérent, conjointement avec les Sezeniers, tous les Membres du Grand Conseil; & comme la nomination même des Sezen.

zeniers leur appartenoit, l'on peut dire que les Banderets seuls remplirent toutes les Places vuides du Conseil de Deux Cens. & qu'ils eurent les suffrages de tous ces Membres à leur disposition. Mais les Bourgeois, voiant que ce pouvoir exorbitant des Banderets tendoit à l'Oligarchie, ils commencerent à leur rogner les ailes, en leur ôtant d'abord la nomination des Ensuite ils leur retranchérent Sezeniers. insensiblement toutes leurs autres Prérogatives, enforte qu'ils font dépouillez à l'heurequ'il est, de tout pouvoir qui puisse mettre en danger la Liberté publique.

Ceux qui suivent les Banderets dans Pordre, ce sont les deux Tresoriers, l'un appellé le Trésorier du Pais Allemand, & Pautre celui du Pais Roman, ou du Pais de Vaud. Leur occupation est de recueillir les Revenus du Souverain, chacun dans son Departement. Ces Emplois ne durent que sixans; mais ils passent pour les meilleurs de l'Etat, parce que ceux qui ont le manîment des deniers publics, trouvent toûjours les moyens de s'enrichir, malgré

tous les reglemens.

Ces huit Emplois font les principaux de la Republique. & se donnent toujours aux Senateurs comme des Recompenses de leurs longs & fideles services. L'on peut y ajouter une autre Charge considerable, qui ne sort jamais du Corps des Senateurs; c'est celle d'Intendant Genéral des bâtimens publics. Tous les autres Officiers de la Republique, comme le Chancelier, le Greffier, le Commissaire Genéral, & plusieurs autres, qu'il n'est pas necessaire despecifier, sont ordinairement choisis hors des Membres du Grand Conseil, & il y a de moindres Postes occupez par des Bourgeois qui n'en sont passimais il arrive très-rarement qu'un Bourgeois, qui n'est pas des Deux Cens, puisse

obtenir un Emploi fort profitable.

Après avoir dit ce que j'ai trouvé necessaire du Gouvernement, & des premiers Magistrats de la Capitale, je vais parler de ceux du reste du Pais. Tout le Canton de Berne est divisé en septante deux Bailliages, qui se gouvernent par autant de Baillifs, qui font Membres du Grand Confeil, & que l'on change tous les fix ans. Baillifs ont chacun dans fon district, la direction principale des affaires Civiles, & Militaires. Chacun est le Genéral de la Milice de sa Province, & le Juge supreme dans les Causes Civiles, Criminelles. A la verité il y a d'autres Personnes de leurs Bailliages, qui assistent à leurs Cours de Justice; mais le Baillis seul a le pouvoir de Sentencier comme il le trouve à propos; QuoiQuoique dans le Causes Criminelles, où il y va de la vie, il saut que sa Sentence soit consirmée par le Grand Conseil, avant qu'elle puisse ètre executée: Et dans les Causes Civiles, lors qu'elles passent une certaine valeur, il y a appel de sa Sentence. Pour cette fin il y a deux Chambers d'Appellations, qui resident toûjours à Berne, Pune pour le Pais Allemand, & l'autre pour le Pais de Vaud. Même ceux du Pais Allemand peuvent appeller, par un Privilege particulier, de la Chambre des appellations au Grand Conseil; Mais l'on n'a pas accordé ce droit à ceux du Pais de Vaud, parce qu'ils ont si fort l'ésprit de plaider, que le Conseil perdroit trop de tens à faire la revision de leurs Procez.

Tous ces Bailliages sont plus ou moins lucratifs, & il y en a quelques uns, qui sont si considerables, que les Baillis peuvent y vivre splendidement pendant les six années de leur Gouvernement, & néanmoins mettre encore vingt-cinq à trente mille écus en épargne; ce qui est une grande fomme dans un Païs, où la Loi retranche toutes les supersuitez dans l'Equipage, dans l'habillement, & dans l'Ameublement, & où l'œconomie est si bien pratiquée. Comme les

les Bailliages sont les principaux Emplois, par lesquels les gens puissent saire fortune dans ce Pais, toutés leurs vûës, & tous leurs desseins sont tournez de ce côté-là. Autrefois chaque Homme, dès sa premiére entrée dans le Grand Conseil, commençoit à prendre les mesures qu'il croyoit les plus propres à se procurer le Bailliage, auquel il butoit, & faifoit fa cour aux Membres qui y avoient le plus de credit, & d'autorité, jusqu'à sacrifier son propre sentiment au leur, dans les matières publiques qui n'avoient pas du rapport à fon interêt particulier. La raison qui engagea les Competiteurs aux Bailliages, à avoir tant d'égards, & de complaisance pour les Principaux du Confeil, ce fut la manière de distribuer les Bailliages par les fuffrages ouverts. Par-là chacun favoit à qui l'autre donnoit fa voix, & les Membres qui n'étoient pas pour ceux, que les Personnes les plus accreditées favorisoient, ne manquoient jamais d'en souffrir, & d'en être traversez lorsqu'ils prétedoient à leur tour à quelque Bailliage. Comme l'on trouva que cette Méthode influoit beaucoup sur les Affaires publiques, & produisoit de très-mechans effets par la sujettion qu'elle imposoit à la plus grande partie partie du Conseil, & par les inimitiez qu'elle engendroit entre les Amis, & les Familles: Cela donna occasion d'introduire la Ballote, que l'on crut un expe. dient propre à prévenir les inconveniens. dont on se plaignoit; Parce que de cette maniére personne ne pourroit savoir à qui l'autre donne son suffrage, & que par consequent l'on mettroit fin à tous les refsentimens, qui naissent au sujet des faux Ce remede parut fort bon dans la theorie, mais il faillit dans la pratique. Car lors qu'il vint des Bailliages à vaquer, l'on brigua avec la même chaleur qu'auparavant, & l'experience d'un petit espace. de tems apprit à decouvrir les suffrages favorables, & contraires, aussi exactement que si l'on avoit continué à les donner ouvertement. Les faux Amis protesterent en vain, d'avoir donné leur voix conformément à leur promesse; On les discerna aisement; La même dependance des Grands de la Republique, & les mêmes haines entre les familles subsisterent toûjours. C'est pourquoi, pour aller à la source du mal, l'on proposa que tous les Emplois se distribuassent par le fort, & que le hazard feul decidat entre les Prétentions de divers Competiteurs. Pro-

DE LA SUISSE. Ch. IV.

Proposition trouva de grands obstacles de la part des Principaux de l'Etat, qui par leur credit empêcherent pendant plusieurs années qu'on ne la mît en pratique. Cependant au commencement de 1710. le (ort fut établi à Berne pour fept ans, par manière d'Essai, comme on avoit fait auparavant à Fribourg. De sorte que lors qu'on veut disposer d'un Bailliage, ou d'un autre Emploi compris dans ce Reglement, l'on met dans un fac autant de Balles qu'il y a de Competiteurs, dont l'une est dorée, & celui qui la tire a le Bailliage. Je dis que l'on dispose ainsi des Bailliages, & des autres Emplois compris dans ce Reglement , parce que les Postes d'Avoyer, de Banderet, de Trésorier, & de tous les Senateurs se conserent toujours par la Ballote. Car il paroitroit ridicule de remettre au hazard le choix des principaux Magistrats, qui doivent diriger toutes les Affaires de la Republique. Cet établissement a arreté actuellement toutes les brigues, & detruit toutes les inimitiez. Si un Homme est preferé à un autre, qui a plus de merite que lui, c'est l'affaire du fort, personne n'en peut être blâmé; quoi-qu'il faille dire à son honneur, que depuis qu'il dispose des Bailliages, il ne paroit point qu'il en ait fait une distribution plus inéinégale, que n'en faifoit le Grand Confeil avant que ce Reglement fut introduit. Néanmoins comme il dépouille les gens accreditez d'une grande partie de leur pouvoir, il n'y a pas de doute qu'ils ne profitent de toutes les occasions pour l'abolir; Mais le gros du Confeil trouvant de l'avantage à le maintenir, je ne crois pas qu'ils réüffissent jamais dans ce desfein.

Dans la distribution des Emplois il y a deux autres Reglemens dignes de remarque. Le premier est, qu'aucun Garçon, quoi que Membre des Deux Cens, ne peut prétendre à un Bailiage, ni à quel autre Emploi lucratif que ce soit. Par cette Limitation, on avoit en vûë de porter les jeunes Gens au mariage, ou bien de savoriser ceux qui ont famille, preserablement à d'autres qui n'en ont point, puisque l'on suppose que leurs besoins sont plus grands.

Le second est, que quand une Personne prétend à un Emploi, tous ses Parens, & ceux de sa Femme, jusqu'aux issus de Germains inclusivement, sont obligez de feractirer; parce qu'il est à présumer qu'ils aideront toûjours leur propre Parent, bien que contre la Justice, ou contre un Hom-

DE LA SUISSE. Ch. IV. 8

me de plus de merite. Cependant ce Reglement est sujet à de grands abus, qui se commettent frequement. Car lorfqu'il y a deux Competiteurs qui se disputent une Charge, il en paroit un trofiéme, qui n'y prétend point pour l'emporter, mais uniquement pour favoriser l'un des deux autres, en obligeant ses propres Parens de fortir, quand il ne les croit pas portez pour la même Personne, pour laquelle il L'on n'a pas apporté de res'interesse. mede encore à cet inconvenient, quoiqu'il paroisse facile de l'éviter, en propofant la prétention de chaque Candidat feparément, l'une après l'autre; En ce cas, les Parens de chaque Competiteur ne se retireroient, que lorsqu'il s'agiroit de celle de leur Parent.

Les Places dans le Grand Conseil, & dans le Senat sont toutes à vie, de même que celles des deux Avoyers, & des quatre Banderets; A moins qu'ils ne commettent quelque crime, ou que l'on n'en vienne à une discussion de leurs biens. Alors on peut les degrader. Tous les autres Emplois de la Republique ne se donnent que pour six ans seulement, hormis les Secretaireries du Conseil, & quelques autres Postes qui demandent de l'experiment.

ence. Ceux qui occupent ces derniers peuvent les garder auffi long tems qu'ils veulent; Mais ils les quittent toûjours quand ils peuvent avoir un bon Bailliage; excepté le feul Chancelier, dont la Charge étant très lucrative, il s'y tient auffi long-tems qu'il peut; Mais le dernier Reglement a limité fon terme à douze ans: Quand ce terme eft expiré, il faut qu'il refigne fon Poste, quoiqu'à la place il ait

aussi le choix d'un Bailliage.

Ci-devant il arrivoit que des gens d'un grand credit, dès qu'ils avoient achevé leur terme dans un bon Bailliage, s'en procuroient d'abord un autre, ou du moins après un très petit intervalle de tems. De cette manière il arriva que quelques uns Principaux enleverent tous les bons Bailliages ou pour eux mêmes, ou pour leurs Proches. C'est pourquoi l'on mit ordre à cette distribution partiale par le nouveau Reglement du fort. Car à prefent les Bailliages sont divisez en cinq Classes, suivant leur valeur ordinaire, & les vieux Baillifs sont incapables de prétendre à un autre Baillige, qu'à ceux des deux dernieres Classes. Outre cela, il faut qu'il y ait un Intervalle de sept ans entre le tems, auquel ils fortent d'un Bailliage, & leur prétention à un autre. Et même alors il

il faut quils renoncent à leurs prétentions au Bailliage en question, si l'un des Membres du Grand Conseil, qui n'en a point

eu encore, a envie de l'accepter.

Quoique les Places du Grand & du Petit Conseil soient à vie, néanmoins celles du premier ne donnent point d'émolumens immediats, si ce n'est qu'elles conduisent à tous les Emplois de l'Etat. la verité l'on distribue à chaque Membre un peu de grain, & de bois pour l'usage de sa Famille; Mais cela ne monte qu'à une bagatelle. Pour ce qui est des Salaires des Conseillers, ils ne montent pas à plus de trois cens écus par an, y compris même quelque profits casuels, qui y sont annexez. De forte que je crois qu'il n'y a point de Païs au Monde, où les Magistrats servent le Public à de moindres gages que dans celui-ci ; Et cela, avec tant d'exactitude, & d'application qu'ils consument tout leur tems à faire leur charge. Néanmoins ils ne sont pas seulement contens de leurs Emplois, mais ils les recherchent même avec beaucoup d'ardeur. Car bien qu'ils soient peu lucratifs, ils ne laissent pas de donner du credit, & de la distinction à ceux qui les remplissent. Si les fortunes que l'onfait ici sont petites, la depense, & la manière de vivre y est proportionée; Et tôt ou tard chacunpeut compter de gagner quelque chose, dont il jouit en seureté. Au lieu que dans la plûpart des autres Païs, où les Fortunes sont plus grandes, & plus éclatantes, il n'y en a que peu qui y parviennent, & ceux qui les atteignent sont sujets à des Revers également subits, & violents.

l'ai observé que le Senat a le soin des Assaires ordinaires du Gouvernement: Cependant il y a plusseurs Commissions, ou Magistrats séparez, qui sont établis pour la direction des Affaires particulieres, & composez tous des Membres du Grand

Confeil.

La plus importante de ces Commissions est le Conseil Secret, formé de l'Avoyer hors de charge, qui y préside, des quatre Banderets, de deux. Trésoriers, & des deux Conseillers Secrets. L'on remet à ce Conseil les matières d'Etat, qui demandent un plus grand secret, qu'on ne peut se promettre d'une Assemblée nombreuse. Ils sont revetus d'une autorité d'agir en plusieurs cas, comme ils le jugent utile pour le Bien Public, sans consulter le Grand Conseil, Mais lorsque le danger de divulguer le Secret est passé, is faut que leurs

leurs decifions y foient ratifiées avant qu'elles puissent fortir leur effet. Ils sont aussi des Especes d'Inquisiteurs de l'Etat, qui prennent connoissance de toutes les Matières qui peuvent interesser le Bien de la Republique.

La feconde Commission est la Chambre des Banderets, autrement appellée la Chambre Occonomique, qui examine, & passe les Comptes des Bailliss, & de tous les autres qui sont comptables au Souverain. Cette Chambre est composée des Banderets en charge, & des deux Trésoriers, qui y president chacun à son tour.

Le Consisteire est la troisième Comission. C'est une Chambre composée d'Ecclesiastiques, & de Seculiers, quoique le nombre des derniers soit plus grand, afin que la superiorité du Souverain en matières Ecclesiastiques puisse être d'autant mieux maintenuë. Cette Chambre prend connoissance de toutes les Causes Matrimoniales, de l'Adultere, de la Fornication, & de toutes les autres actions contre les L'Adultere les bonnes mœurs. étoit puni autrefois de mort à la premiére conviction; Mais depuis quelques années l'on a rabatu quelque chose de certe severité, & à present il n'y a que F 4 le

le troisiéme adultere qui soit capital. Pourtant le premier, & le second ne sont pas feulement punis par des Amendes, & par la Prifon; Mais l'on prive aussi ceux qui les commettent de tous leurs Emplois, s'ils en ont, & on les déclare incapables d'en exercer aucun à l'avenir.

Il y a austi un Magistrat ordonné pour furveiller à l'execution des Loix sompruaires, & on l'appelle la Chambre de Reforme. Elle est fort exacte à mettre à l'amende ceux qui portent quelque chose de deffendu, tant parce que les amendes font au profit de la Chambre, que parce qu'il importe beaucoup à l'Etat, que ces Loix foient rigoureusement observées, pour des

raifons que j'alleguerai ailleurs.

l'ai déja fait mention des deux Cours d'Appellations dans le Civil. Outre celles-ci, il v a une Cour ordinaire de lustice à Berne, ou les Causes Civiles & Criminelles sont jugées en première instance, felon la Loi commune du Païs, qui est fondée principalement sur le Droit Civil, ou Romain. Mais ils ont beaucoup de Coûtumes, & de Statuts qui en different; Et la Loi Civile n'est reçue ici qu'autant qu'elle paroit conforme à l'equité dans les Cas dont il s'agit.

Il y a un Officier, nommé Grossveibel en Allemand, & Gros Sautier en François, qui est le Chef de cette Cour de Justice ordinaire, & il est établi particulierement pour conserver le repos public de la Ville, & pour punir ceux qui le troublent, selon l'exigence du cas.

Ce font là les Commissions, ou les Magistrats ordinaires, qui subsistent toujours, & qui sont tous composez de Members du Grand Conseil, excepté les Ecclesiastiques qui sont du Consistoire. Mais quand il se presente quelque nouvelle Affaire, alors l'on nomme une Commission extraordinaire, pour l'examiner, qui ne subsiste qu'aussi long tems que le demande

l'Affaire qui lui est remise.

J'ai parcouru ainsi la Forme du Gouvernement de Berne, & les disferentes parties qui le composent; J'ai remarqué aussi en passant les disferences principales qu'il y a entre ce Gouvernement, & ceux des autres six Cantons qui ont des Villes, soit qu'elles soient divisées en Tribus, ou non. Il y a bien dans ces six Villes quelques Emplois de disferens noms, & de disferentes sonctions, & chaque Canton a quelques coûtumes particulières. Mais comme cela ne fait pas un changement essentiel dans la Forme du Gouvernement, j'évite à dessein d'en faire un détail, qui prendroit beaucoup de tems, sans donner au-

cune satisfaction au Lecteur.

Il n'est pas non plus de mon sujet d'étaler ici les avantages, qu'une Monarchie, aussi bien temperce que l'est la nôtre, a par dessus toutes les autres especes de Gouvernement. Il ne s'agit ici que de raisonner sur les différentes sortes de Republiques, qu'il y a dans la Suiffe, afin de faire voir leurs avantages, & leurs deffauts, en les comparantles unes aux autres, suivant les Regles établies par les Partisans les plus zelez du Systeme Populaire. Les plus habiles d'entre eux conviennent, qu'une Republique doit se précautionner par ses Ordonnances, & par ses Reglemens, princonances, & par les Regierners, principalement contre deux fortes de sedicions.

L'une parmi les Citoiens, ou ceux qui gouvernent la Republique; ce qui arrive souvent lorsque les Emplois sont distribue; négalement entre ceux qui y ont un droit égal. L'autre parmi les Sujets, ou ceux qui sont gouvernez; lequel cas arrive, quand on les gouverne par des Loix inégales, qui rendent la condition de quelques Membres pire, que celle d'autres de la même Republique. Par ce que j'ai dit du

du Gouvernement des sept Cantons qui ont des Villes, il paroit que sa forme est assez égale par rapport à ses Parties interieures, ou à ceux qui gouvernent; mais elle est sort inégale par rapport aux Sujets, qui en sont entièrement exclus.

D'autres Maximes constantes des Gouvernemens Populaires font, qu'une Republique formée pour sa propre conservation, doit avoir une Milice bien reglée, des Loix Agrariennes égales, & une Circulation égale de la Magistrature. Milice bien reglée, par opposition à une Armée de troupes mercenaires entretenuë sur pié, qui est toûjours en état de renverser un Gouvernement. Des Loix Agrariennes égales, afin qu'une seule, ou peu de familles ne puissent pas surpasser les autres en richesses, & par conséquent en pouvoir, jusqu'à mettre la liberté publique en danger. Et une Circulation, ou Rotation égale de la Magistrature, afin que chacun puisse avoir à son tour sa part au pouvoir, & aux profits du Gouvernement, à proportion de son merite.

Tous ces cas se trouvent dans le Gouvernement des sept Cantons, dont je parle. Car premiérement ils ont une Milice bien reglée, comme je le seraivoir dans un au-

tre endroit.

En second lieu, ils ont en effet une Loi Agrarienne assez égale; pace que par leurs Loix les fils, & les filles succedent en d'é, gales portions, quoique le Pere ait la liberté de disposer par Testament d'un tiers de son bien en saveur d'un, ou de plusieurs fils qu'il cherit d'avantage. De sorte que les plus grands biens se divisent bientôt en de petites portions, & que par consequent l'égalité du pouvoir est en quelque manière conservée parmi la Bourgeoiste.

En troisième lieu, il ne sauroit y avoir une Rotation plus égale parmiles Magistrats, parce qu'à la reserve de quelque peu, ils font tous changez desix en six ans, & que chaque Membre de l'Etat essemployé à

fon tour.

Ces confiderations devroient faire croire, que les Souverains de ces Cantons n'ont guere de fujet d'apprehender des divisions intestines au dedans d'eux-mêmes. Cependant comme les Conseils Souverains ont privé insensiblement le reste de la Bourgeoisse de plusieurs Privileges, & que les Familles principales tâchent toújours de s'approprier le Gouvernement de plus en plus, il y a eu des seditions dans queiques-unes de ces Villes contre les Magistrats, & il y en à d'autres à craindre,

DE LA SUISSE. Ch. IV.

à moins qu'on n'ait foin d'appaifer le Corps des Bourgeois, & d'en admettre un plus grand nombre à l'administration de la

Republique,

Mais par rapport aux Sujets, le Gouvernement est très-inégal. Le Pouvoir Souverain est attaché à jamais aux Bourgeois de la Capitale de chaque Canton. Il n'y a que ces Bourgeois qui puissent être choisis Membres du Grand Conseil; Et il n'y a que les Membres de ce Conseil qui puissent occuper tous les bons Emplois. De sorte que les Habitans de tout le reste du Canton sont entiérement exclus de toutes les prétentions au Gouvernement. Cet établissement étoit fort raisonnable dans l'enfance de, leurs Republiques, lorsque leurs territoires ne s'étendoient guere au de là de murailles de leurs Villes; Aussi ne fait-il pas qu'il y ait à l'heure qu'il est de la disproportion dans les Cantons de Bále, & de Schaffbouse, parce qu'ils sont d'une tres petite étendue. Mais dans les cinq autres Cantons, qui depuis leur fondation ont agrandi de beaucoup leurs terris toires, il y a une si grande disproportion, qu'elle y pourra un jour causer la ruine du Gouvernement Aristocratique. Par exemple dans celui de Berne, où l'inégalité est la plus visible, puisqu'il est le Canton le

le plus vaste, il n'y a certainement pas plus de quatre-vingt Familles, qui ayent à present part au Gouvernement, quoiqu'il y aît plus de trois cens soixante Familles Bourgeoises dans la Ville, & que leur Canton fasse pour le moins la troisième partie

de toute la Suisse.

Les différentes formes du Gouvernement Populaire ont été comparées à de differentes sortes de Colomnes, ou de Piliers, & l'on a fait ressembler la plus parfaite de ces Formes à une Pyramide, qui ayant sa plus grande largeur dans le fond, s'étreffit à mesure qu'elle s'éleve, jusqu'à ce qu'elle aboutit en pointe. Comme fon fondement est plus large qu'aucune autre de ses parties, elle ne peut pas plier sous fon propre poids, & il est plus difficile de la renverser, que quelle colomne d'une autre figure que ce foit. Ainfi les Politiques difent, qu'un Gouvernement, qui comprend dans sa forme toute la masse du Peuple, & qui éleve sa structure sur cette base, doit nécessairement être plus solide, & plus durable qu'aucun autre, dont le fondement est plus étroit par l'exclusion de plusieurs Personnes, qui non seulement n'ont point d'interêt à le conserver, mais qui au contraire peuvent avoir des raisons pour en fouhaiter le bouleversement. D'un antre côté.

côté, l'on compare le Gouvernement Aristocratique à une Pyramide posée sur sa petite pointe, qui ne peut pas manquer de tomber bientôt sous la propre pesanteur, ou bien d'être renversée par une petite force étrangere. De sorte que comme il y en a peu, qui soient interessez dans sa conservation, & beaucoup, qui naturellement doivent concourir à sa destruction, dans l'esperance de gouverner à leur tour, il n'est guere possible que le petit nombre puisse tenir long-tems contre le torrent de la multitude. de sais bien que cette forme de Gouvernement a subsissé dans ces Cantons pendant plufieurs Siecles, & qu'il est vrai-semblable qu'elle y subfistera encore plus long-tems, tandis qu'ils vivront en paix. Mais il est à craindre, que sur quelque violente secousse, soit que le coup vienne de dedans, ou de dehors, la Pyramide ne s'abate, & le Gouvernement ne Dans l'espace de huit ans, fe renverle. j'ai vû des émotions populaires à Geneve, à Lucerne, & à Zurich, causées par les mécontentement de la Bourgeoisie contre les Magistrats, qui retranchoient ses Privileges, & étendoient leur pouvoir de plus en plus. Et tous ces troubles finirent à donner satisfaction aux Bourgeois en tous leurs griefs. Car l'on observe que depuis quelques années les Bourgeoisses ont gagné du terrain sur les Magistrats, & les ont forcez à les rétablir dans plusieurs Privileges, dont ils les avoient depouillées peu à peu. Mais toutes ces Resormes n'aboutissent qu'à plus, ou moins de Privileges, que l'on accorde aux Bourgeois de la Capitale, & ne regardent point le gros du Peuple, qui demeure dans le reste du Canton. j'insere de cette Observation, que s'il s'éleve des mécontentement, & des tumultes dans les Capitales de ces petites Etats, à plus sorte raison doit-on les apprehender dans les grands, où l'inégalité du Gouvernement est d'autant plus sensible, que leurs territoires sont plus étendus.

Cependant il y a deux reflexions qui femblent promettre la Paix, & la sûreté de ces Cantons. L'une est, qu'a peine imposent-ils quelque Taxe à leurs Sujets, qui certainement sont les plus libres, & les mieux traitez du monde; ensorte qu'ils n'ont pas lieu de craindre des soûlevemens de cette grande source de mécontentemens populaires. L'autre est, que tous les Cantons, par leurs Alliances reciproques, sontobligez à affisser l'un l'autre dans le maintien de la sorme du Gouvernement, que chacun a embrassée. Mais je doute qu'on puisse se reposer beaucoup sur

DE LA SUISSE Ch. IV. 97

fur aucune de ces seuretez. Car les Sujets croyent, autant que j'ai pû remarquer, qu'aucune douceur dans le Gouvernement ne fauroit adoucir le chagrin de s'en voir Et pour ce qui est de l'autre sûreté, fondée sur l'assistance mutuelle des Cantons, outre qu'il est dangereux de faire venir des Etrangers pour calmer des troubles domestiques, les Protestans, & les Catholiques ont si peu d'affection les uns pour les autres, qu'il n'y a pas lieu de croire, qu'un Canton fit un pas pour soutenir un autre de differente Religion. Quant au Canton de Berne en particulier. tous les autres sont si jaloux de sa puissance excessive, qu'il n'y en a pas un des douze qui ne fût bien aise de voir diminuer ses forces. & ses territoires. pourquoi il seroit fort à souhaiter, que les Cantons Aristocratiques, & particulierement celui de Berne pussent trouver quel-que moyen d'élargir leurs bases, en admettant une plus grande partie du Peuple au Gouvernement, ce qui l'interesseroit plus à le defendre. Il est bien vrai, qu'en differens tems on a donné la Bourgeoisie de Berne a quelque peu de Familles du Païs de Vaud, & qu'à chaque Promotion deux Bourgeois de cette Province, font élus Membres du Grand Conseil. Mais Mais ce nombre est si petit à proportion de la Noblesse qu'il y a dans ce Pais, qu'-

elle ne se sent pas de cet avantage.

Pour ce qui regarde le Gouvernement des six autres Cantons, d'Ury de Schweitz, d'Underwald, de Zug, de Glaris, & d'Appenzell, il est entièrement Democratique; & il est si uni, & si simple, qu'il fera facile d'en donner une idée en peu de mots.

Chacun de ces Cantons est divisé en plus, ou moins de petites Communautez, ou Districts, suivant son étendue, dont le plus grand, je crois, en a douze, quelques uns six, & d'autres quatre. Chaque Communauté forme à certains égards une Souveraineté independante, jugeant ses propres Membres sans appel, dans les matiéres Civiles, & Criminelles, qui ne touchent point le reste du Canton. pour le maniment des affaires publiques, chaque Communauté choifit un Deputé, & tous ces Deputez s'affemblent à un lieu nommé, & forment le Conseil ordinaire du Canton. Lorsqu'il y a sur le tapis quelque matiére d'une importance plus qu'ordinaire, elles envoyent chacune deux, & quelquefois trois Deputez. Ce Conseil a la conduite des affaires ordinaires de l'Etat. ~ l'Etat, mais avec un pouvoir limité; car la Souveraineté reside entiérement dans tout le Corps du Peuple. Chaque Mâle du Païs, depuis l'âge de feize ans, a son fuffrage, & le Maître & le Valet ont une égale part à la Souveraineté. Mais ces Assemblées Generales du Peuple ne sont pas fort frequentes, à cause des inconveniens qui les accompagnent. Elles fe tiennent ordinairement deux, ou trois fois par an, pour élire les Magistrats publics,& les Deputez que l'on envoye aux Dietes; quoiqu'on les convoque plus souvent, selon qu'il se presente des occasions où leur confentement ou leur approbation est necessaire à quelque Acte public. L'Officier Principal du Canton est appellé Land-Ammann. Il est choisi par l'Assemblée de tout le Peuple, qui en toutes les questions donne ses suffrages affirmatifs en levant la Son Poste ressemble datts ses fonctions à celui d'Avoyer, & de Bourguemaître; mais au lieu que ceux-ci font continuez à vie . le Land-Ammann est changé en quelques Cantons tous les ans, & en d'autres tous les deux ans. de constamment tant au Conseil ordinaire, qu'aux Assemblées du Peuple- & il est en general le Directeur Principal de toutes G 2

les affaires du Païs, avec l'affishance du Conseil. Au même tems que l'on fait le Land-Ammann, l'on élit austi son Lieutenant, qu'ils appellent Stattbalter, qui sait sa charge lorsqu'il est absent, ou indisposé. Ils ont pareillement leurs Trésoriers, leurs Secretaires, & d'autres Officiers Publics, qui sont tous choiss par l'Assemblée du Peuple, & qui de tems en tems sont confirmez, ou changez, selon les coûtumes dissertes de divers Cantons.

C'est là tout ce qu'il est necessaire de dire du Gouvernement de ces Petits Cantons, qui, en y admettant chaque Membre à une portion égale, semblent interesser chaque Partie à la conservation du tout. A la verité le commun Peuple se conduit d'ordinaire ici selon les sentimens des Gentilshommes, auxquels il croit plus de lumieres qu'il n'en a lui-même. Mais alors il les rend en quelque maniere responsables des succez, & punit souvent ceux qui lui ont donné un conseil qui tourne à son desavantage.

Comme les Gouvernemens Aristocratiques manquent par le fondement, les Democratiques manquent par le défaut d'ordre, & de bons Reglemens. Les

DE LA SUISSE. Ch. IV. 101

premiers, difent les Politiques, degenerent en Oligarchie, & les derniers tombent dans l'Anarchie. Ce qu'il y a de certain, c'est que d'un côté, où le Corps entier du Peuple discute les matieres d'Etat dans ses Assemblées publiques, la confusion ne peut pas être évitée; comme de l'autre, où le Peuple n'est jamais consulté, ni immedia-tement, ni mediatement dans les Personnes de ses Representans, il se mettra peu en peine de désendre un Gouvernement auquel il n'a point de part, & il fera peut-être charmé de voir perir la vieille Administration, dans l'esperance de trouver mieux fon compte dans la nouvelle. Et pour ce qui est des différentes Republiques établies dans les Cantons, j'ose hazarder un sentiment, lequel, je suis persuadé, paroitra un paradoxe aux Aristocratiques: Savoir, que le Gouvernement des Cantons Populaires approche plus d'une Republique parfaite, ou du moins qu'on en feroit une plus facilement, que de celui des autres. Pour porter les Gouvernemens Populaires à la persection, l'on n'auroit qu'à envoyer un Deputé de chaque Communauté des Can-tons, qui tous ensemble formeroient un Petit Conseil, ou un College, qui seroit occupé à preparer, & à digerer les matieres. Après cela l'on choistroit quatre ou cinq G 3 autres

autres Deputez de chaque Communauté, qui composeroient un Senat, à l'imitation des Pregadi à Venise, & qui examineroient, & discuteroient ce que le Petit Conseil trouveroit à propos d'offrir à leur deliberation pour le Bien Public. Enfin, ce que ce Senat jugeroit bon, devroit être proposé à l'Assemblée publique de tout le Peuple, non pas pour en raisonner, mais uniquement pour l'approuver, ou pour le rejetter, Ainsi le Petit Conseil proposant, le Senat deliberant, & le Peuple decidant, forment, sclon l'opinion des plus celebres Republicains, une Republique parfaite; pourvû que les Deputez qui composent les deux, Conseils, soient changez par une circulation bien reglée.

Cet établissement me paroit très facile à être introduit dans les Cantons Populaires; au lieu que dans les Aristocratiques il faudroit dissoudre toute la forme du Gouvernement, pour en venir à bout. Ce qui est un changement, que l'on ne peut pas esperer, tandis qu'il est de l'interêt de ceux qui gouvernent de retenir le Pouvoir entre leurs mains. Même sur le pied où ces deux formes de Gouvernement, se trouvent aujourd'hui, j'ose dire que vraisemblablement le Populaire subsistera le plus long tems. Car bien que faute de bons

Re-

Reglemens, & par les debats dans lesquels il est permis au Peuple d'entrer dans ses Assemblées, il y naitra de la consuson, & des desordres qui necessairement l'ébranle-ront; néanmoins, comme il repose sur le fondement de tout le Corps du Peuple, disticilement pourront ils le renverser. Au lieu que j'ai déja montré, combien il est aisé debouleverser les Gouvernemens Aristocratiques de sond en comble.

Après tout, je sai bien qu'il n'y a rien de si facile que de trouver des deffauts dans toutes les formes de Gouvernement, ni rien de si difficile que d'en faire voir une parfaite reduite en pratique. Peut-être la principale raison en est telle, qu'il n'y a guere eu de Legislateur qui ait été en liberté de mouler toute sa Republique à la fois, & d'executer tout un systeme bien suivi. Les Plans de la plûpart des Gouvernemens établis dans le Monde, semblent avoir été formés comme des maisons bâties à diverses reprises. Car de même que dans ces Bâtimens les vieilles. parties défigurent toûjours les neuves, & les rendent irreguliers; ainsi dans l'établissement d'une nouvelle forme de Gouvernement, l'on y fait toûjours entrer quelque chose de la vieille, qui n'est pas de la même piece, & qui par consequent en gâte la symmetric.

G 4

CHAPITRE V.

De leurs Dietes, & de l'Union Helvetique.

A Près avoir parlé de la forme de Gouvernement établie dans chaque Canton en particulier, il femble qu'il est neceffaire de dire à présent quelque chose de leur Gouvernement Public dans leurs Dietes, où la Majesté du Corps Helvetique est representée par les Deputez de tous les

Cantons en general.

La Diete Generale des Cantons n'est convoquée ordinairement qu'une fois l'an, à la St. Jean; & elle ne dure qu'environ un Mois, à moins qu'il ne survienne des affaires extraordinaires. Elle s'assemble principalement pour examiner les Comptes des Gouverneurs des Bailliages communs: pour entendre, & decider les Appellations qui se font des Sentences de ces Gouverneurs dans le Civil, & dans le Criminel; pour s'enquerir de leur conduite, & punir leurs fautes; pour remedier aux griefs que les Sujets de ces Bailliages peuvent avoir; pour accommoder les differens qu'il peut y avoir entre les Cantons, ou leurs Alliez; enfin pour deliberer sur les mesures qu'il y a à prendre pour le bien commun, & pour la seureté de tout le Corps Helvetique, par

rapport aux conjonctures des affaires, tant au dedans, qu'au dehors. Ce sont là les occupations ordinaires de la Diete de St. lean; outre lesquelles il s'en présente presque toûjours quelques extraordinaires. Car les Ministres des Princes, & des Etats étrangers, qui resident dans les Cantons, profitent communément de cette occasion pour s'addresser au Corps Helvetique, en demandant des Audiences, ou en presentant des Memoires, lorsqu'ils ont à lui proposer quelque chose pour le service deleurs Et particulierement l'Ambassadeur de France va regulierement à toutes les Dietes, pour y faire ses Complimens, quoiqu'il n'y ait rien à negotier.

Outre cette Diete annuelle, qui se tient toûjours au tems marqué, chaque Canton ale droit d'en convoquer une extraordinairement, toutes les sois qu'ilen a quelque sujet. Et un Ministre Etranger peut assembler une Diete aussi squ'en qu'il le juge necessaire pour l'interêt de son Maître, pourveu qu'il en fasse la dépense, c'est à dire qu'il destraye les Deputez. Desorte qu'il se passe rarement une année, sans qu'eil y ait du moins une Diete convoquée à l'une de ces occasions.

La Diete consiste en deux Deputez de chaque Canton, qui se placent selon le

rang des Cantons qu'ils representent. Outre ceux là l'Abbé de St. Gal, & les Villes de St. Gal. & de Bienne y envoyent des Deputez, comme Alliez. Zurich étant le premier Canton, son premier Deputé prefide toujours aux Dietes; il propose les matieres qui doivent y être debatuës; il recueille les voix; il forme les Resolu-tions; & il fait toutes les autres fonctions de President d'une Assemblée. Ce Canton, à parler proprement, ne preside pas aux Dietes seulement, mais en tous les tems, & entous les lieux. Car c'est lui qui a le soin de convoquer les Dietes, en écrivant des Letttes circulaires aux Cantons, pour les informer des raisons, pour lesquelles on les assemble, & pour les prier d'envoyer leurs Deputez avec les instructi. ons necessaires sur les points, desquels il s'agit. Pareillement les Deputez de Zurich expedient à la levée des Dietes l'Abscheid, comme ils l'appellent, ou le Recez, que Pon envoye à tous les Cantons, & qui contient les Resultats de leurs Deliberations. Ainsi ils sont aussi bien les Secretaires, que les Presidens de ces Assemblées; & ils portenttoûjours la parole, quandles Deputez des Cantons sont envoyez pour complimenter, ou pour traiter avec le Ministre d'un Prince Etranger.

Avant

DE LA SUISSE. Ch. P. 107

Avant le changement de la Religion, qui arriva en Suiffe à peu près au même tems qu'en Allemagne, on n'y connoissoit d'autres Dietes que de Generales, & l'interêt commun de leur Patrie étoit ménagé avec beaucoup de zéle, & d'unanimité. Mais depuis qu'une Partie des Cantons a embraffé la Religion Protestante, & que l'autre a resté attachée à la Catholique Romaine, leur Etat a été divifé, aussi bien que leur Eglise. Dès lors leur confiance mutuelle se perdit; le zéle de chaque Parti pour sa Religion engendra des haines; ils devinrent jaloux des desseins l'un de l'autre; & l'on peut dire que la Reformation fut un coup qui fendit en deux le Corps Helveti-Car comme l'interêt de la Religion entre plus ou moins dans toutes leurs actions publiques, les Dietes Generales ne s'y assemblent à present que pour regler les Affaires de leurs Bailliages communs, & pour conserver les apparences exterieures d'une Union qui n'est plus parmi eux. Au lieu qu'en effet toutes les Affaires publiques, qui sont de quelque importance, se traitent dans les Dietes particulieres des deux Religions; dont celles des Protestans se tiennent à Aarau, & celles des Catholiques Romains à Lucerne; Lequel étant le Canton ton le plus puissant d'entre eux, agit à leur tête, comme Zurichest à la tête des Protestans. Il n'y a point de tems fixes pour la convocation de ces Dietes particulieres; mais chaque Parti assemble la sienne extraordinairement, toutes les sois qu'il le

juge necessaire.

Les Alliances étroites qui lient les treize Cantons les uns aux autres, leur maniere d'agir dans leurs Dietes comme Membres d'un même Corps, & les divers Traitez dans lesquels ils sont entrez conjointement avec plusieurs Princes & Etats étrangers, ont donné lieu à une opinion generalement receue dans le Monde, que les treize Cantons ne font qu'une Republique, semblable à celle des Provinces Unies; 'Mais quiconque prendra la peine d'examiner les principes de leur Union, trouvera qu'ils font autant de Republiques independantes; unies à la verité par d'étroites Consederations, pour leur désense commune; mais si éloignées de ne faire qu'une seule Souveraineté, ou un seul Corps, qu'il n'y a pas même un Acte, ou un Instrument public, par lequel elles soient attachées ensemble, ou dans lequel tous les treize Cantons se soient alliez mutuellement l'un avec l'autre. Ainsi, si l'on sup-[-] pole

pose qu'ils sont un seul Corps, il saut necessairement que ce soit un Corps, ou qui n'a point de tête, ou qui en a autant qu'il y a de Cantons. Or chacune de ces suppositions forme une production aussi monstrueuse dans les Corps politiques, que dans les naturels.

La premiere Confederation entre les Suisses, qui fut redigée par écrit, est celle que firent les trois Cantons d'Ury, de Schwitz, & d'Underwald, d'abord après leur Victoire à Morgarte en 1315, environ huit ans après qu'ils avoient secoué le joug de la Maison d'Autriche, tandis qu'ils étoient encore incertains, s'ils seroient capables de maintenir leur Liberté contre les efforts que ces Princes firent pour les reduire fous leur obéissance. La substance de cette Alliance étoit : " Que cha-, que Canton affisteroit & secourroit les. ,, autres de toutes ses forces , & à ses ,, propres dépens, contre toutes les Per-" fonnes, & tous les Etats, qui pourro-" ient les attaquer, ou inquieter; Qu'-, aucun des Cantons ne se soûmettroit à un nouveau Souverain, sans la connois-, fance & le consentement des autres; " Qu'aucun d'eux n'entreroit dans quel , EnEnsuite, quand le nombre des Cantons s'accrut, il se forma une autre Alliance entre les huit Vieux Cantons, qui sut

ratifiée en 1481. & le contenu est:

" Que l'Alliance sera désensive seule-" ment, & qu'aucun des Cantons ne fera , obligé d'en affister un autre dans une " guerre offensive; Que pour prevenir " des guerres temerairement entreprises, , le sujet de plainte donné à l'un des Can-, tons fera communiqué à tous les autres, " qui jugeront s'il est juste, ou non; Et , que lorsqu'ils trouveront ce Canton bien " fondé, & le motif suffisant pour faire ,, la guerre, ils l'affisteront, mais pas aus, trement; Que cependant, quel que , ment des Deputez à la Partie Offen-, fante, pour tacher d'ajuster le different, " s'il est possible, afin que les Cantons s. n'en

DE LA SUISSE. Ch. F.

" n'en viennent à une guerre, qu'après " avoir perdu toute esperance d'accommodement; Que lorsque la guerre est commencée, tous les Cantons, sans autre sommation; ni delai, enverront tout ce qu'ils ont de forces au secours du Canton attaqué, ou employeront leurs Troupes à faire telles diversions, " qu'ils jugeront les plus convenables. Que " tandis que la guerre dure, les Troupes " auxiliaires seront entretenues par les diy vers Cantons qui les envoyent; Que s'il faut former un fiege pour le service de quelque Canton en particulier, ce Canton en portera tous les fraix extra-" ordinaires; Mais si on l'entreprend pour " l'interêt commun de tous, que chacun en payera sa quote part; Que sous quelque pretexte que ce soit, aucun Can-" ton ne sera obligé de faire marcher ses " Troupes Auviliaires hors des limites de " la Suisse; Que s'il arrive des brouille-" ries entre deux, ou plus de Cantons, " les autres feront tous leurs efforts pour ", les accommoder; Que pour cet effet ", chaque Partie pourra choifir, fi elle veut, ", deux Juges d'entre ses propres Cantons, " qui s'engageront par serment à juger " entre elles sans partialité; Et que ceux-

" ci ne pouvant pas convenir entre-eux. "I'on choifira un cinquiéme luge, qui en Arbitre decidera le different par une fen-tence definitive, à l'execution de laquel-le tous les Cantons ensemble devront " concourir; De même qu'ils seront ob-" ligez de secourir la Partie, qui est prête " à s'en tenir au jugement de l'Arbitre, "contre celle qui le decline, en cas que cela arrive; Que les cinq premiers Cantons s'engagent de ne point faire d'Alliance avec quel Prince ou Etat étranger que ce soit, sans le consentement " des autres; Mais que les trois autres " se reservent cette liberté, pouveu que la Ligue, dans laquelle ils entrent; " preroge en rien à la Confederation pre-, fente, qui, comme la plus ancienne, de-" vra toûjours être preferéeà toute autre; " Qu'enfin cette Alliance sera jurée solem-, nellement tous les cinq ans, ou tous les , dix pour le plus tard.

Voilà toute la teneur de l'Alliance concluë entre les huit Vieux Cantons, excepté quelques Articles qui regardent le Criminel, & d'autres qui font de trop peu d'importance pour le Public, pour meriter qu'on en fasse une mention

particuliere.

Mais

DE LA SUISSE Ch.V. 113
Mais bientôt après cette Alliance, il
fetínt une autre Affemblée des huit Vieux
Cantons à un endroit appellé Stantz,
dans le Pais d'Underwald, où les deux
articles suivans furent ajoutez: Premierement, "Que tous les Cantons seront
" obligez de s'affister l'un l'autre dans
" le maintien de la forme de Gouver" nement, qui étoit établie alors dans
" chacun. " En second lieu, " Qu'un
" certain Recueil de Loix Militaires,
" auquel on se raporte, sera receu. &

" suivi de toute la Nation. "

Depuis ce tems là jufqu'aujourdhui il ne s'est point fait de nouvelle Alliance entre les Suiffes, quoique cinq autres Cantons avent été receus dans le Corps Helvetique. Et tant s'en faut qu'ils ne fassent qu'un seul Corps, qu'il n'y a que les trois Vieux Cantons qui soient alliez directement avec chacun des douzeautres. A la verité il y a une telle connexion établie entre les treize Cantons, que si l'un étoit attaqué, les douze autres seroient obligez de marcher à son secours; mais ce seroit par la relation que deux Cantons peuvent avoir avec un troisième, & non pas par une Alliance directe que chacun des treize Cantons a avec tous les autres. Par Н exemRELATION

114 exemple, parmi les huit Vieux Cantons, Lucerne n'a le droit d'en appeller que cinq à son secours, en cas qu'il soit attaqué; mais alors quelques uns de ces cinq ont le droit d'en appeller d'autres, avec lesquels ils sont alliez, quoique Lucerne ne le foit pas ; de forte qu'à la sin ils sont tous obligez de marcher en vertu de leurs Alliances particulieres, & non pas en vertu d'une Alliance generale, qui subsiste entre tous les Cantons.

Puis donc qu'il n'y a point d'Acte, ni d'instrument, par lequel ils soient tous incorporez ensemble dans une meme Republique, ni même une Alliance particuliere de chaque Canton avec chacun des autres, je ne vois point, avec quel fondement l'on puisse soutenir, qu'ils ne composent qu'une même Souveraineté. Il est certain qu'ils n'ont rien en commun qui prouve qu'ils ayentaucune dependance l'un de l'autre; il n'y a point de Tribunal commun, qui ait le droit d'obliger tous les Cantons par fes decisions; il n'y a ni un Tresor com-mun, ni une Monnoye commune, ni quelle autre marque commune de Souveraineté que ce soit ; mais au contraire chacun les possede en particulier toutes

DE LA SUISSE. Ch. V. 115 toutes ensemble dans son propre Can-Chacun exerce le droit de faire des Traitez particuliers avec des Princes, & des Etats étrangers, d'envoyer & de recevoir des Ministres Publics, & de faire separement tous les autres actes de Souverain. Et quand les treize Cantons envoyent des Ambassadeurs dehors. ils n'en choisissent jamais un, ou deux, pour les representer tous; mais chaque Canton nomme ses propres Representans, pour marquer sa Souveraineté. De tout cela il resulte clairement, que les Princes, qui refusent de traiter en Ambassadeurs les Ministres de chaque Canton en particulier, & de leur rendre les honneurs dûs à ce Caractere, lorsqu'ils en sont revêtus par leurs Superieurs, ne sauroient justifier leur procedé par aucune bonne raifon.

CHAPITRE VI.

De leur Peuple, & de ses Dispositions.

L'n'y a point de qualité que l'on accorde si universellement aux Suisses, que la valeur; & les Nations qui les raillent sur d'autres prétendus dessaus, ne H 2 con116

conviennent pas seulement de leur bravoure, mais elles sont même bien aises de payer cherement le service de leurs Troupes. Dans toutes les Histoires des Siecles passez , par tout où il est fait mention des Helvettens, c'est toujours avec beaucoup d'honneur à cet égard. Tite. Live, & Jules Cesar en parlent dans leurs Ecrits comme d'un Peuple courageux, & guerrier; & depuis ce tems-là ils ont toujours conservé ce caractere dans le monde. Les longues guerres qu'ils foutinrent contre la Maison d'Autriche, avec autant de courage que de fuccez, pour la défense de leur liberté, ont porté leur reputation à un tel point, que les Princes les plus puissans de l'Europe ont recherché leur alliance. Les Papes s'en sont servis pour le maintien de leur Empire Spirituel; & la défense opiniâtre qu'ils firent avec une poignée de gens dans une Bataille près de Basse, contre une puissante armée commandée par Louis XI. de France, alors Dauphin, fit naître à ce Prince la premiere envie de faire une Alliance avec eux, & d'engager un Corps de leurs Troupes à son Service. Les Sforzes Ducs de Milan devoient le recouvrement de leur Duché à l'Alliance & au secours des Suisses : & Char& Charles le Hardy dernier Duc de Bourgogne devoit tous ses malheurs & sa mort à la haine qu'il avoit conçûë contre eux, & aux guerres qu'il leur a faites.

Leurs Troupes sont aussi renommées pour leur fidelité au Service, dans lequel elles s'engagent, que pour leur courage; tellement qu'à peine trouveton dans toutes leurs Histoires un seul exemple de trahison parmi elles Nous avons veu au contraire dans les deux dernieres guerres entre les Alliez & la France, des preuves extraordinaires de leur fidelité; & que non seulement des Troupes Suifes en general, mais celles d'un même Canton, commandées par des Amis, & des Parens, étant en de differens Services, ont chargéles unes les autres avec beaucoup de furie, sans laisser aucun soupçon decollusion entre elles. A la verité on reproche aux Suis-ses, d'avoir livré aux François Louis Sforze Duc de Milan, surnommé le Maure, qui pour se sauver marcha avec eux travelti en foldat Suiffe, & qui ayant été decouvert parun nommé Turmann, fut mis entre les mains des Ennemis, qui l'envoyerent prisonnier en France. Mais ceci n'étant que l'acte d'un Parti-H3 culier. culier, l'on ne doit pas l'imputer à toute la Nation. D'autant moins, que la même Histoire des Guerres de Milan porte, que les Troupes Suiffes étoient li outrées contre ce Turmann à cause de sa trahison, qu'elles le condamnerent à être tiré à quatre chevaux, & qu'à l'instant elles firent mettre la sentence en execution. Hormis cet unique exemple de trahison dans un simple Soldat, je n'en rencontre aucun autre dans leurs Histoires , à moins qu'on ne veuille mettre en ligne de compte le foupçon que l'on conceut assez justement contre un Officier, qui étoit dans le Service du Duc de Savoye durant la derniere guerre avec la France, & qui après avoir abandonné son Poste sans le deffendre, passa dans le Parti de l'Ennemi, duquel il fut bien accueilli, & même avancé.

La fidelité & le courage des Troupes de cette Nation n'ontpas seulement porté les Rois de France à en tenir toujours un bon Corps en paye, depuis le tems de leur premiere Alliance; mais pour captiver d'autant plus leur affection, ils leur ont accordé de grands Privileges dans ce Royaume, & ils entretiennent un Regiment de Gardes Sussses, aimant mieux confier leurs Per-

fonnes

DE LA SUISSE. Ch. VI. 119 fonnes aux Suiffer, qu'à leurs Sujets naturelse Et les Hollandois font affez voir le cas qu'ils font de leurs Troupes, puisqu'ils en gardent toujours un Corps de dix mille hommes sur pied, même en tems de paix , pendant qu'ils congedient de leurs Troupes Nationales, quoique la Paye Suife soit considera-

blement plus haute.

L'on accuse communément les Suis-Ces de trafiquer avec des Hommes, comme avec d'autres Marchandises, & de vendre leurs Troupes au plus offrant, fans considerer la justice de la Cause. pour laquelle ils vont combattre. C'est là une opinion generalement reçûë dans le Monde; mais ceux qui ont demeuré parmi eux, & qui ont quelque connoissance de leurs Maximes, savent combien elle est mal fondée; comme il paroitra mieux par les Considerations suivantes.

Premierement, ils n'accordent jamais des Troupes à un Prince, ou à un E. tat, qu'en vertu de quelque Alliance... precedente. Et je ne sai qu'un seul exemple, qu'ils ayent agi contre cette Maxime. Ce fut en 1694. Alors on leva dans le Canton de Berne plufieurs Compagnies pour le Service des Etats

Gene.

Generaux; mais en ce cas même le Canton se conduisit avec toute la precaution imaginable. Car quoique dans le même tems on lui promitune Alliance avec la Hollande, dont il savoit qu'il lui reviendroit de grands avantages, néanmoins comme elle n'étoit pas saite actuellement, il souffrit à la verité que quelques Bourgeois enrôlassent des Compagnies pour le Service des Hollandoss; mais le Souverain ne sut point interesse dans leur levée, ni il ne voulut les reconnoitre pour Troupes Nationales, qu'après que la Paix de Ristruck sut faite.

Après cela il faut considerer comme une autre de leurs Maximes, qu'ils n'accordent des Troupes que pour la defense de l'Etat, auquel il les donnent. & non pas pour agir offensivement. Ensorte qu'ils ne permirent jamais aux Troupes Suisses dans le Service de France d'envahir l'Empire, ou la Hollande, ni parcontre à celles qui étoient dans le Service de ces deux Puissances d'envahir la France. Il est vrai, qu'il y a des exemples d'Officiers Suisses qui ont agi contre cette maxime, pour faire leur cour à l'Etat qu'ils servoient. Mais leur Souverain n'approuva jamais leur conditie.

DE LA SUISSE. Ch. VI. 121 duite à cet égard!, & il mit fouvent à l'amende, & chatia autrement ceux qui contrevinrent à ces ordres. Comme d'un autre côté il y a des exemples de Suisse, Officiers dans le Service de France, qui ont quitté de bons Postes, pour n'avoir pas voulu marcher avec leurs Regimens dans la Hollande, & dans l'Empire, dans la guerre de 1672.

En troisième lieu, toutes les levées qui se font pour un Service Etranger, sans être autorisées par l'Etat, sont défenduës sous des peines rigoureuses; & ceux que contreviennent à cette défense sont sûrs d'être punis, lorsqu'on les

découvre.

En quatriéme lieu, le Souverain ne reçoit jamais des subsides, ni aucun autre avantage du Prince, ou de l'Etat, auquel il accorde une levée de Troupes. Les Cantons se contentent de donner les Troupes Auxiliaires, qui sont stipulées par leurs Alliances, & de procurer un Service lucratif à leurs Sujets, sans se reserver aucun prosit à eux-mêmes.

De toutes ces limitations il paroit clairement, que les Suisses ne meritent point le reproche ordinaire qu'on leur fait de vendre des Hommes. Et peut-

être doit on le jetter moins sur eux, que sur quelques uns de leurs Voisins. Quoique je doive ajouter, que ce que je dis es suises surses surs

Les Suiffer font si décriez dans le Monde par rapport à l'esprit, que quiconque entreprend de les désendre sur ce chapitre, court risque de passer lui même pour n'en avoir pas à revendre. Néanmoins cette consideration ne m'empêchera pas de leur rendre justice, ant parce que je suis persuadé qu'il y a très peu de fond à faire sur les caractéres des Nations, que parce que je trouve que des Etrangers, qui ont vêcu parmi eux, ne croyent point qu'ils meritent le caractère qu'on leur donne à cet égard. Ce seroit donner trop de poids à une pareille imputation, que de la resurte serieus seroit de pour du la cet seroit serieus seroit de pour de la resurte serieus seroit de la resurte seroit de la r

DE LA SUISSE. Ch. VI. 123 quoi je me contenterai de dire, que je n'ai trouvé nulle part des gens d'un jugement plus sain, & plus net, d'une plus grande dexterité dans le maniment des affaires serieuses, ni d'une converfation plus animée, d'un esprit & d'un enjoûment naturel, que parmi ceux de cette Nation, qui a l'avantage d'une bonne éducation ont joint celle des Voyages. De plus, j'ose soutenir que j'ai vu quelques sujets traitez par un Gentilhomme de ce pais avec tant de penetration, tant de justesse d'esprit, & de clarté d'expressions, que le Geniele plus subtil de l'Espagne, ou de l'Italie, se feroit gloire d'être l'Autheur de ses Cependant les Nations les plus Ecrits. lourdes de l'Europe se croyent en droit de railler les Suisses sur leur stupidité; quoiqu'il paroisse, qu'il n'y ait d'autre fondement à cela, que celui de la pau-vreté de leur Païs. Car je suis tentéde croire, que ce que Juvenal dit * des Particuliers, n'est pas moins veritable à l'égard des Nations entieres ; & qu'un pauvre Peuple, comme un pauvre Homme, est à bien des gens un objet de mépris. Certainement les Suiffes doivent

*Nibil habet infelix paupertas durius in fe, Quam quod ridiculos bomines facit. ---- .I24 :

cette partie de leur caractere principalement aux François, qui leur endossent toutes fortes de bévûes, & de bêtises, femblables à celles que nous mettons . fur le compte des Irlandois, & qui les iouent fur leurs Theatres comme les plus grands fots de l'Europe. Cette maniere impitoyable, avec laquelle les François les traitent, tant dans leurs Conversations, que dans leurs Ecrits, en a repandu une très mauvaise opinion par tout où ils ne sont pas connus, & a appris à s'en mocquer à des gens, qui ne peuvent pas entrer en parallele avec ne peuvent pas entrer en paranete avec eux. Les Suisses sentent si bien le pre-jugé dans lequel on est contre leur es-sprit, & ils savent si bien qu'ils ne le me-ritent point, qu'ils sont les premiers à compter d'eux mêmes des traits plus ri-dicules, qu'on n'en entend dire à d'au-tres; & en cela ils prouvent par leur exemple la justesse du proverbe, qu'il n'y a que la verité qui choque. Par tout ce que j'ai pû observer, les François, qui se mocquent des Suiffes, sont ordinairement leurs dupes, lorsqu'ils ont quelque chose à négotier avec eux; & j'ai veu quelques François, qui se donnoient la liberté de les railler dans la Converfation, si bien battus de leurs propres armes,

L'on peut diviser le Peuple de la Suisse en trois Ordres, ou Classes, celle des Paifans, celle de la Noblesse, ou des Vasfeaux, & celle des Citoyens, ou des Bourgeois. Les premiers sont des gens de bonne soi, robustes & laborieux, auxquels la necessité a appris à devenir d'excellens Laboureurs, & à tirer tout l'avantage possible d'une terre ingrate. Desorte qu'il y en a qui par leur application & par leur industrie parviennent à de grandes richesses pour des gens de leur rang; car il n'est pas extraordinaire de voir des Paisans qui ont jusqu'à quarante ou cinquante mille écus.

RELATION affectionnez à leurs Souverains dans les Cantons Aristocratiques, qui d'un autre côté les gouvernent avec beaucoup de douceur. Ils ont toûjours vêcu dans un état de Liberté, dont ils font très-jaloux; & on les a tellement accoutumez à ne payer que de petites taxes, qu'il seroit dangereux de tenter de leur en imposer de nouvelles. Ces qualitez forment necessairement de bons Soldats, & ne les rendent pas seulement patiens, & endurcis à la fatigue, mais auss hardis dans l'action, & dociles dans la discipline. Ce que je dis ici des Paisans, doit s'entendre principalement de ceux du Pais Allemand; car ceux du Pais de Vaud n'ont pas une si bonne reputation. On les accuse de paresse, & d'un panchant naturel au lar-cin; & l'on attribuë ordinairement ces

corps. Néanmoins à d'autres égards ils meritent le caractere que j'ai donné des autres Païfans. Par les Vaffaux, ou la Noblesse, j'entends les plus honnêtes gens du Païs.

vices à la bonté de leur terroir, lequel ne les occupant pas affez tout le long de l'année, donne trop de loifir à des gens nez uniquement pour le travail du

tends les plus honnêtes gens du Pais, qui ne font pas Bourgeois de la Capita-

DE LA SUISSE. Gb. VI. 127 le d'un Canton, & qui par consequent font exclus de tous les emplois dans leur Patrie, quoiqu'ils soient fujets d'un Canton, ou de plusieurs. Les gens de cet ordre font, à mon avis, les moins heureux de la Suisse. Car bien que ceux qui possedent des terres, & des Seigneuries, en jouissent fort tranqui-lement, & ne payent que peu, ou rien au Souverain; cependant, comme ils ne sont capables d'aucun Emploi de confequence (à moins qu'on ne veuille compter les petites Magistratures de leurs Villes) & que d'ailleurs ils vivent dans un Païs où le Commerce languit, & où il n'y a guere à gagner par aucune profession, ceux qui y sont les plus à leur aise, ont bien de la peine à se contenter de leur condition; & pour les autres, l'unique ressource qui leur reste, c'est de chercher fortune dans quelque Service étranger. Mais il y en a peu qui réuffissent, tant à cause des difficultez que les Etrangers rencontrent partout, quand ils veulent s'établir à une Cour; qu'à cause de l'avantage que les Bourgeois de leur propre Païs ont fur eux dans le Service Militaire. les Cantons preferent toujours leurs Bourgeois à leurs Sujets, lorsqu'ils don-

nent

nent des Troupes à un Prince, ou à un

Etat étranger.

Pour ce qui est des Bourgeois des Cantons Aristocratiques, particuliere-ment de celui de Berne, que j'ai toujours principalement en vûë, l'on peut les subdiviser en trois Classes, celle des Marchans, & des Artifans, celle des Gens de Plume, & celle des Gens de Guerre. Les premiers passent generalement pour être fiers, & paresseux. qualitez viennent sur tout de deux Privileges qu'ils possedent. L'un est leur droit d'être admis au Gouvernement en vertu de leur Bourgeoisie; ce qui les rend hautains. L'autre est, qu'ils peuvent empêcher tous ceux qui ne sont pas Bourgeois, d'exercer quelle profession que ce soit dans leurs Villes; ce qui les rend faineans. Delà il naît naturellement deux inconveniens : L'un, que les Habitans payent leurs Marchandises fort cher, & l'autre, que les Ouvriers sont mauvais. Carlorsqu'onn'a pas un grand choix d'Ouvriers, il faut non seulement se contenter de méchans Ouvrages, mais en payer même tel prix qu'on trouve à propos d'y mettre.

Les Marchands en gros sont ici en sort petit nombre, & il ne s'en trouve que DE LA SUISSE. Ch. VI. 129 dans lestrois Cantons de Zurich, de Bafle, & de Schaffboufe. Dans les autres il ny a que peu de Commerce, & des Marchans en détail qui font petite figure.

Ils appellent Gens de Plume ceux, qui n'ont ni fervi dehors dans les Troupes, ni exercé chez eux aucune profession. Dans les Cantons où il n'y a pas du Commerce, ces sortes de Bourgeois n'ont point de fortunc à esperer, que par le moyen de leurs Bailliages. De forte que tous leurs projets ne tendent qu'à entrer dans le Grand Confeil. Car quand ils y sont une sois, ils ne peuvent pas manquer d'avoir un Bailliage tôt ou tard. En attendant ils vivent de leurs rentes, & sont employez dans les petites Charges de la Ville.

Les Gens de guerre sont ceux, qui ont servi, ou qui servent encore dans les Armées de quelque Prince, ou Etat étranger. Ils sont les plus considerez des trois Ordres, tant parce qu'ils sont les plus polis, que parce qué le métier des armes passe pour la vocation la plus honorable. Ils restent ordinairement dans le Service, jusqu'à ce qu'ils ont gagné assez d'argent pour se mettre à leur aise; & alors ils retournent chez eux, & sollicitent un Bailliage, s'ils sont

font des deux Cens; finon, ils quittent rarement que lorsqu'ils sont fort vieux, ou qu'ils en ont quelque raison particuliere. Mais ceux qui sont nommez pour quelque Emploi sont obligez de quitter le Service. Car ils ne peuvent occuper aucune Charge chez eux

pendant qu'ils servent dehors.

II est certain que c'est par le Service, & sur tout par celui de France, que les fortunes les plus confiderables ont été faites en Suisse; & que le genie de la Nation porte toujours les gens à la vie de Soldat, preferablement à toute au tre. Néanmoins j'ai entendu foûtenir par d'assez bonnes raisons, que si l'on considere le nombre des Officiers, qui font tuez, ou qui manquent par d'autres accidens, avant qu'ils puissent parvenir à un Poste assez considerable, pour y épargner quelque chose, & que tous les Subalternes, qui ne peuvent pas sublisser de leur paye, sont obligez de dépenser du leur, l'on trouvera que tout compté il sort plus d'argent du Pais, qu'il n'y en entre, par les Services étrangers.

Parmi les Bourgeois, il y a plusieurs Familles Nobles, qui autrefois étoient & riches, & puissantes; & il y en a par-

ticulie-

DE LA SUISSE. Ch. VI. 131 ticulierement fix à Berne que l'on appelle Nobles par excellence. Mais elles fe sont mélées depuis long tems avec le gros de la Bourgeoisse, & aujourdhui elles ne jouissent d'aucune autre prééminence par dessus le reste des Bourgeois, sinon qu'on les appelle Jounker, & qu'ils prennent le pas comme pre-

miers entre égaux.

La Suiffe est extrémement peuplée, & les femmes y font, je crois, plus fecondes qu'en aucun autre Pais de l'Europe. · L'on trouve communément neuf ou dix enfans dans une famille, & quelquefois le double de ce nombre. même dans plus d'un Canton des hommes qui voyent de leur propre race plus de cent enfans des deux fexes. Les Catholiques Romains ont la ressource ordinaire des Couvents, pour soulager les familles accablées d'enfans; mais parmi les Protestans ces familles nombreuses sont fort à charge, & font que les peres les plus riches paroissent pauvres, lorsque leurs biens viennent à être partagez également entre leurs enfans, conformément à la Loi dont j'ai parlédans le Chapitre de leur Gouvernement.

Quoique le grand nombre d'enfans foit fort onereux aux familles, cependant il n'y a point de Païs, où le mariage soit si generalement pratiqué qu'en Suife; & l'on peut dire que la Loi l'a rendu en quelque maniere necessaire. Car parmi les Protestans personne qui n'est pas marie, ou quine l'apas été, ne peut avoir ni Bailliage, ni aucun autre bon Emploi. De sorte que s'ils ne s'épuisoient pas continuellement par les Services Etrangers, ils seroient bientôt si surchargez de monde, à proportion de l'étenduë & de la fertilité de leur Païs, qu'ils inonderoient leurs voifins, ou chercheroient de nouvelles demeures plus éloignées, comme leurs ancêtres tenterent de faire du tems de Jules Cefar, & comme firent les Hunnes, & d'autres Nations Septentrionales vers la Decadence de l'Empire Romain.

Dans l'éducation de leurs enfans ils les initient de bonne heure à la profefion à laquelle ils les destinent. Et apiès les avoir fait passer quelque tems dans une école, ils les envoient dehors, s'ils sont en état d'en faire la depense. Ceux qui doivent apprendre le Negoce font envoyez en Hollande, en France, ou dans l'Empire, & ceux qui doivent sepousser de comme Cadets dans quelque Regiment Suisser.

DE LA SUISSE. Ch.Pl. 133 fe dans le Service de France, ou de Hollande, selon leur inclination, ou selon qu'ils voient jour à s'avancer. De sorte que le manque de bonne éducation chez eux les porte à la chercher dehors; ce qui generalement tourne à leur avanta-

ge dans le cours de leur vie. L'on observe que les Suisses apprennent le langage, & se font aux manieres & aux modes des Pais, où ils fe trouvent, avec beaucoup de facilité. Ils les étudient d'abord pour se rendre agreables, & les tournent insensiblement en habitude; tellement qu'il n'est pas difficile de distinguer par l'air & par l'habit d'un Officier Suife, dans quel Païs il fert. Par exemple, ceux qui font dans le Service de France, paroiffent si differens de ceux qui servent en Hollande, dans leur habillement, & dans leur humeur, que s'ils étoient de deux Nations differentes. Les premiers aiment la magnificence dans les habits, ils ont les manieres libres, & du babil dans leur conversation; au lieu que les derniers font ordinairement simples dans leurs habits, modestes dans leurs manieres, & refervez dans leurs discours. Les qualitez des premiers sont plus au gré des femmes de leur Païs; & celles

des

RELATION

des deniers plaisent mieux aux hommes, comme étant plus conformes à leur tem-

perament naturel.

En ce Pais l'on ne manque pas de Gens Savans dans les deux grandes Facultez de la Theologie & du Droit, particulierement dans l'Université de Baste, & dans les Academies de Berne, de Lau-Canne, & de Zurich. Mais à parler generalement, les Sciences de leurs Theo. logiens & de leurs Jurisconsultes ne s'étendent guere au delà des bornes de leurs professions. Il s'en trouve peu qui foient universels, & aussi peu qui ayent un goût delicat des belles Lettres. Cependant ce défaut ne provient pas de ce que les gens y manquent de genie, mais plûtôt, à mon avis, de ce qu'ils n'ont ni affez de loifir, ni affez de bien, pour vivre à leur aife. Chaque homme, à mesure qu'il grandit, s'adonne de bonne heure à quelque profession, ou s'applique autrement au soin de sa fortune; ce que la mode de se marier jeune a rendu necessaire. Desorte qu'il y a peu de Gens qui ayent l'esprit assez dé-gagé des soins de leur famille, pour consumer leur tems en des speculations infructueuses, qui ne sont proprement que l'amusement des Personnes aisées, & oi-

DE LA SUISSE. Ch.VI. 135 & eisives. C'est dequoi l'on conviendra plus facilement, quand on faura que les parens ne se dépouillent jamais, en faveur de leurs enfans, d'une partie considerable de leurs biens, pendant leur vie. Ils leur donnent de petites dotes lorsqu'ils se marient, & laissent alors le jeune Couple vivre de l'interêt de cet argent comme il peut, & faire ménage à part. Peu des plus riches remettent à leurs fils un capital de quatre mille écus, quand ils les marient, & la plûpart ne leuren donnent pas la moi-tié. De cette maniere il n'y a guere de jeunes mariez, qui, avec toute l'œconomie possible, puissent vivre de l'inte-rêt de leurs portions, sans s'endetter.

Les Suisses ont été vantez pendant plusieurs siecles pour leur bonne soi dans le commerce du monde, & pour la simplicité de leurs mœurs, aussi bien que pour celle de leur habillement. Mais ceux qui s'appliquent à present à les étudier, ne trouvent pas qu'ils meritent maintenant ce caractere si bien qu'autresois. Et j'en ai entendu plusieurs se plaindre du luxe, & de la corruption, qui se sont glissez parmi eux depuis peu d'années, & qu'ils attribuent principalement aux Officiers, qui reviennent

RELATION 136 des Services Etrangers, & sur tout de celui de France. Quoiqu'il en foit, il est certain que les Cantons de Berne, de Pribourg, & de Soleurre, qui sont dans le voisinage de la France, ont beaucoup plus de l'air & des manieres d'agir de cette Nation, que d'autres qui en sont plus éloignez. Et il me paroit surprenant, que la Ville de Baffe, qui est située sur les Frontieres de France , ait conservé si long-tems ses fraises, & ses vicilles modes Suiffes dans l'habillement des hommes, & des femmes, contre la contagion generale des modes Françoises. Dans les trois susdits Cantons la Langue Françoise est plus pratiquée que l'Allemande parmi les honnêtes gens ; si bien qu'il y a beaucoup de Personnes des deux sexes, qui ne savent pas écrire leur propre langage. L'usage de la Langue Françoise a introduit la maniere de vivre libre & aifée de cette Nation parmi les hommes & les femmes, & il a été suivi de ses modes, qu'ils ont imitées autant que leurs richesses peuvent le leur permettre, & qu'ils porteroient à un plus grand excez, si l'on laissoit à chacun la liberté de suivre en ceci sa

fantaisie. Mais ici les Magistrats ont sagement interposé leur autorité, & mis

นถ

DE LA SUISSE. Ch. VI. 137 un frein à leur vanité, en deffendant tous les habits somtueux. Sans cela il seroit acraindre, qu'ils ne se ruinassent en contresaisant une Nation, qu'ils ne sont pas en état d'égaler dans la dépen-

Les François debitent leurs modes pour une partie essentielle de la politesse, dont ils pretendent être les modeles, mésurant selon cette regle toutes les autres Nations de l'Europe. Celles qui approchent de plus près de leurs modes, & de leurs manieres, passent chez eux pour les plus civilisées; & c'est pour cette raison qu'ils trouvent ces trois Cantons les plus polis de la Suifse. J'avouë que la bonne grace dans les gestes, & la complaifance dans les manieres, quoiqu'elles ne soient pas ab-folument necessaires, sont pourtant de petits avantages que l'on acquiert aifément, & qu'il ne faut pas méprifer. Mais s'attacher trop scrupuleusement à ces vetilles, & les regarder comme la veritable politesse, c'est prendre l'appa-rence pour la realité. D'ailleurs je crois, qu'en fait d'air & de manieres toute imitation est desagreable. Chaque Nation a ses saçons particulieres adaptées au Genie du Peuple; & ce qui lui est le

le plus naturel, lui fiera toujours le mieux. De forte que toute Nation qui en imite une autre, fort de fon cara-tere, & fait toujours une mauvaise copie, Les Français ont la gloire de se voir suivis dans leurs modes plus qu'aucune autre Nation; & en même tems le plaifir de faire quantité de singes mal adroits, qui ne considerent pas que ce qui est l'effet de la vicacité & de la legereté de cette Nation, rendroit ridicule un Peuple plus slegmatique, qui entreprendroit de la copier.

Si les Gens de ces trois Cantons se sont laisse infecter par le voisinage de la France de quelques vices, qui ne sont pas de leur propre crû; je crois qu'ils en ont pris aussi bien de bonnes, que de mauvaises qualitez, & que particulierement ils doivent à l'exemple des François la sobrieté qui regne parmi eux. Les Suisses ont toujours passé dans le monde pour de grands beuveurs, & ils y ont encore ce caractere. Cependant il saut que je leur fasse la justice de dire, que quelque bien qu'ils ayent pû le meriter ci-devant, il seroit très injuste de les entaxerà present. Le commun Peuple de la plûpart des Pais donne volontiers dans ce vice, & le Passan Suisses fait

fait de même. Mais parmi les honnétes Gens, qu'ils foient hommes d'affaires, ou de plaifirs, ce deffant n'est guére en usage, sur tout dans ces trois Cantons. Ils ont bien des Fêtes publiques, & des occasions solemnelles, où il se commet des excez; mais leur train de vie ordinaire est fort sobre. A la verité je ne connois pas si bien les manières des autres Cantons; mais par ce que j'en ay entendu dire, j'ose assurer des Suisses en general, qu'ils sont les moins adonnez au vin de toutes les

Nations, qui tirent leur origine de la Race Allemande.

Je souhaiterois de pouvoir les justifier aussi aisément d'un autre crime qu'on leur impute, qui est leur corruption dans l'administration de la Justice. Mais ce vice est trop palpable parmi eux, pour qu'on puisse le passer sous silence, sans me faire soupçonner de partialité. Il est certain que dans les Petits Cantons, & dans les Bailliages communs, la Justice est presque venale, & que les plus grands profits de leurs Baillis proviennent de la maniere partiale de l'exercer. La tous les crimes, qui ne sont pas capitaux, sont generalement punis par des Amendes

des applicables aux Baillifs, & il arrive souvent que dans les causes civiles celui qui donne le plus l'emporte. ferois bien aise de pouvoir dire que cette corruption regne dans les Cantons Catholiques, & dans les Balliages communs seulement; mais l'on ne peut pas disconvenir, que, bien qu'elle soit incomparablement moins grande dans les Cantons Protestans, que dans les autres, il y a pourtant ausli parmi eux des Juges, qui se laissent quelquessois tenter par des presens à favoriser la mauvaile cause; & leurs Baillifs ne sont pas tout à fait exempts de concussion. Ce n'est point que le Souverain approuve en aucune maniere des procedez si injustes; au contraire il y a des Loix très severes contre de pareils delinquans. Mais comme chaque Membre du Conseil Souverain a eté, ou peut tomber un jour dans le même cas, ces fortes d'accusations ne sont d'ordinaire pas trop approfondies; mais l'on tâche plûtôt de les ajuster entre les Parties : à moins que le cas ne soitsi énorme, que le Souverain se trouve engagé par son honneur à en prendre connoissance; car alors le Baillif est fur d'être chatié. L'injustice & la concussion, quelque moderement

DE LA SUISSE. Ch.VI. 141 derement qu'on en use, sont certainement des crimes qui ne doivent jamais se permettre dans aucun Gouvernement. Mais si l'on considére d'un côté, que les feules fortunes que les Bourgeois peuvent faire dans leur propre Pais, proviennent des profits de leurs Bailliages; & de l'autre, que les Sujets ne payent que peu, ou rien aux Souverains, il ne doit pas paroitre étrange que ceuxci ferment les yeux à quelques petites exactions irregulieres. C'est en ces fortes de cas que l'on regarde avec quelque indulgence les petites fautes de gens qui ont peu de bien, & qui se trouvent accablez de samille. Et en ce sens l'on peut bien se hazarder de dire, qu'il est plus disficile à un pauvre homme, qu'à un riche, d'entrer dans le Royaume des Cieux. Car quoique je ne veuille pas poser pour une verité generale, que les riches soient de plus honnêtes gens, que les pauvres, j'ose pourtant avancer

fue les pauvres, j'ole pourtait avancer hardiment, que de pauvres gens cedent fouvent à des tentations, auxquelles ils refifteroients'ils étoient plus à leur aife. Les femmes de ce Pais font generalement belles, & bien faites. Mais celles-qui demeurent dans le voifinage des montagnes, font sujettes aux goitres, Ces excrescences defigurent toujours les gens plus ou moins, & en font quelquesfois des monstres ; car j'en ai veu d'aussi grosses que la moitié d'une tête, L'on croit communément qu'elles viennent de l'eau de neige, que ceux qui demeurent entre les montagnes ne peuvent pas éviter de boire. Car'en Eté la neige se fond, & se mêle avec leurs autres eaux, malgré tout ce qu'ils peuvent faire pour l'empêcher. Les hommes font goitreux aussi bien que les femmes; mais comme la beauté est plus l'affaire du sexe, & que les hommes peuvent mieux cacher ce deffaut par leur habillement, il est plus visible & choque davantage dans les semmes. Cependant il regne principalement parmi le commun Peuple. Les autres en sont exemts, ou l'empêchent de croitre par des remedes, qu'ils prennent de bonne heure pour cela.

Les femmes ne manquent d'aucun charme dans leurs personnes, ni dans leur conversation; particulierement dans les trois Cantons de Berne, de Friburg, & de Soleure, où elles reçoivent les visites avec la même liberté qu'en Franse. Mais en d'autres Villes, où cette liberté ne leur est pas souvent permise, com-

DE LA SUISSE. Ch.VI. comme elles ne pratiquent pas beaucoup de Monde, elles sont embarrassées quand elles se trouvent avec des Etrangers. Elles passent generalement pour fages, & font certainement de bonnes ména-Quoique l'on doive peut être attribuer leur chasteté, du moins dans les Cantons Protestans, aux Reglemens politiques, autant qu'à leur temperament, ou à leur devotion. Car d'un côté, toutes les galanteries serieuses y passent pour de plus grands crimes qu'ailleurs, & font punis comme tels, lorfqu'on les decouvre; & de l'autre, l'on a retranché en quelque maniere tout ce qui peut inciter à l'amour. Tous les Spectacles publics, comme les Comedies, & les Operas, sont défendus ; les Bals ne sont permis qu'en cas de noces; & tous les habits garnis d'or, ou d'argent, de joyaux, ou de dentelles, font interdits aux deux Sexes; desorte que les tentations ; auxquelles leurs femmes font expofées, font plus petites, & plus foibles, pendant que les motifs pour les en détourner sont beaucoup plus forts qu'en d'autres Pais. Ainfi la Loi & la Mode s'opposant à toute galan-terie, & le soin du ménage occupant de bonne heure leur tems, & leurs pen144

fées, il y a peu de femmes ici qui ayent des intrigues galantes, lesquelles femblent être les fruits de l'oisiveté & du luxe parmi les femmes des autres Païs.

Mais pour finir ce Chapitre en donnant un abregé de leur caractere : Les Suiffes sont également braves dans les armes, & fidelles à leurs engagemens. Ils font plus de cas de vertus militaires, que des civiles. Cependant ils voudroient vivre chez eux dans une paix éternelle, & faire toujours la guerre aux dépens des autres. Unis ils peuvent bien se désendre contre les plus grandes Puissances; mais ils ne sont pas en état de faire des conquêtes sur leurs voisins. Leurs Pais est tout rempli de monde, ce qui fait ordinairement les richesses des autres Nations, mais augmente la pauvreté de celleci, faute de commerce; il neproduit aucune des superfluiditez, ni affez des choses necessaires pour la vie ; pourtant par leur situation avantageuse ils peuvent fe procurer les unes & les autres de leurs voisins à des prix modiques. Ils sont placez presque au centre de l'Europe, sans y être bien connus; & ils sont recherchez pour leur bravoure de quelques-uns de leurs voisins, qui à peine leur

DE LA SUISSE. Ch.Pl. leur passent une autre bonne qualité. L'on peut dire de leurs Republiques ce qu'on dit d'un Particulier qui vit dans une certaine mediocrité de fortune, qu'elles sont au dessous de l'envie, & au dessus du mépris. L'on ne trouve parmi eux aucun des plaifirs éclatans des Cours; mais beaucoup de cette satisfaction , qui naît d'une vie tranquille. Enfin ils ont plus d'esprit, & peut-être moins de fincerité qu'on ne leur en donne dans le monde; & semblent cacher quelques unes des finesses des Italiens . fous la franchise des Allemands. Leurs vertus leur font naturelles, & leurs vices doivent principalement être attribuez aux tentations, auxquelles ceux qui ont à combattre des difficultez sons fujets à succomber.

CHAPITRE VIL

De leur Religion.

T'Ai déja marqué dans le cours de cette Relation la différence de Religions qu'il y à parmi les Cantons, & j'ai difingué les Catholiques d'avec les Protestans. Mais comme les Dogmes des

premiers font trop connus pour avoir befoin d'aucune explication, ce que je vais dire sur le Chapitre de la Religion doit s'entendre des derniers seulement Tout ce que j'ai à remarquer des Catholiques, c'est qu'ils passent pour les plus zélez, & les plus bigots de l'Europe; & cela en partie à cause de l'ignorance dans laquelle on les éleve, & en partie à cause de leur mélange avec les Protestans. Car l'on a observé depuis long- tems que dans un Païs, où les deux Religions font tolerées, il y a une plus grande animolité sur ce fujet, que parmi les Protestans, & les Catholiques de differentes Nations, parce que la où les gens d'une croyance differente demeurent ensemble, & sont obligez de commercer continuellement les uns avec les autres, le danger des conversions est plus grand, par la démangeaifon que le commun Peuple a de raifonner fur des matieres de Religion. C'est pourquoi les deux Clergez, pour prevenir les desertions parmileurs Troupeaux, s'efforcent davantage à exciter l'aversion & l'horreur du Peuple contre la Religion de leurs adversaires. De là vient que les Suiffes Catholiques conservent encore actuellement des idées affreuses de la Religion Protestante, & qu'ils agissent toujours

DE LA SUISSE. Ch.VII. 147
jours selon cela en toutes les questions

qui ont du rapport.

Il feroit à fouhaiter, que les Protestans convinssent, comme les Catholiques, dans leur doctrine & leur discipline, aussi bien que dans leur nom commun. Mais ils font malheureusement si partagez, que le nom general de Protestans n'en détermine pas affez de l'espece. Ainsi, pour m'expliquer plus clairement sur les Protestans de la Suiffe, ils font de la Religion Reformée, comme elle étoit établie en France, & comme elle subsiste aujourdhui en Hollande. Ils embrasserent la Reformation au même tems que la grande Revolution arriva dans la Religion. Pendant que Lutherprécha en Allemagne, & Calvin à Geneve , Zvvinglius , Occolampadius , Bucer , Bollinger , & d'autres , avancerent le même ouvrage à Zurich , à Bafe, & à d'autres endroits de la Suiffe. Il y avoit alors dans ce Païs une disposition si generale à secouer le joug du Papilme, & à reformer les abus qui se sont gliffez dans l'Eglife Romaine, qu'il est très vraisemblable que la Reformation y cût été univerfelle, si la Controverse y cûtété decidée par l'Ecriture, & par le raisonnement. Mais les Catholiques, ne jugeant pas à propos de commettre

leur cause à la force de leurs raisons, eurent recours aux armes, comme à leur meilleur argument. Ainsi ils firent la guerre à ceux qui se declaroient pour les nouvelles opinions, comme ils les appelloient . & y eurent tant de succez, qu'ils emporterent l'avantage sur les Proteltans, particulierement dans une Bataille qui se donna à Cappelen en 1531. Par ce moyen ils arrêterent le cours de la Reformation, ramenant par force à la Religion Catholique plusieurs qui l'a--voient abandonnée, & y raffermissant d'autres qui chanceloient. Cependant les Peuples des deux Religions furent fiacharnez l'un contre l'autre, qu'ils se livrerent plusieurs Batailles, avant qu'ils pussent en venir à un accommodement, dans l'une desquelles Zvvinglius même futtué. Ala fin les deux Partis fe lafferent de cette guerre civile, & ils firent une Paix de Religion, par laquelle il fut flipuléentre autres: " Que chaque Can-" ton regleroit les Affaires de Religion , dans fa propre Domination, comme ,, il le trouveroit à propos, chacun re-,, tenant la Religion qu'il professoit alors, " & s'engageant à ne plus troublerau-" cun des autres à ce fujet ".

Cette Convention fut faite en 1531.

DE LA SUISSE. Cb. VII. 149. & par-là la Paix fut rétablie dans la Suisse. Ce n'est pas qu'il n'y soit arrivé dépuis des brouilleries qui éclaterent en des guerres ouvertes; mais elles étoient toujours de courte durée. Le desir de vivre en paix imposant à chaque Parti la necessité d'une tolerance reciproque dans leurs Bailliages communs, où il y a souvent un mélange des deux Religions, dont les disputes néanmoins ont donné occasion à toutes les guerres, qui se sont faites jusqu'à present entre les Cantons.

Les Cantons Protestans ayant ainsi affermi leur Religion en paix, & craignant qu'il ne pût naître des differens parmi eux en fait de doctrine, à moins qu'on ne les prévîntà tems, ils convoquerent un Synode de tout le Clergé Protestant de la Suife, afin d'établir une uniformité dans leurs Articles de foi, aussi bien qu'en matiere de Discipline. Ce Synode s'assembla en 1,66. & dressa les Articles de leur croyance si connus sous le tître de confession Helvetique, laquelle a toujours été receuë generalement depuis en toutes les Eglifes Protestantes de ce Dans cette Confession de Foi ils ont embrasse dans toute leur rigueur les Sentimens de Calvin touchant la Grace, ΚŁ

le Libre Arbitre, l'Election, & la Prédestination. Et depuis que ceux d'Arminius, qui avoient partagé les Eglises Reformées pendant quelque tems, ont été condamnés par le Synode de Dordrecht, ils obligent tous leurs Ecclefiastiques, avant qu'ils puissent être admis au Miniftere, de jurer qu'ils maintiendront, & défendront la Religion Reformée, comme elle est établie en Suiffe, & contenuë dans la Confession Helvetique , & qu'ils s'opposeront de toutes leurs forces à l'Arminianisme, & toutes les autres doctrines qui y font contraires.

Quoiqu'il y ait une tolerance des deux Religions dans les Bailliages communs, comme je l'ai déja remarqué, cependant il n'y en a point dans les Cantons mêmes. Là il faut que chaque particulier se conformeà la Religion établie du Canton, ou qu'il quitte le Pays, bien qu'il y foit L'on fait trop bien, que par tout où les Catholiques Romains sont les maitres, ils ne souffrent aucun autre exercice de Religion que celui de la leur; mais peut-être se fera-t on attendu que les Cantons Protestans dussent avoir plus d'indulgence pour ceux qui se separent de leur Eglise. A la verité ils ne sont pas si depourvûs de charité, que de les emprifonner. fonner, ou de les punir corporellement; mais ils les obligent de fe retirer hors du

Pays, avec une entiere liberté néanmoins de vendre leurs biens, & d'emporter tous

leurs effets avec eux.

Les Cantons Protestans n'ont pas été fort inquietez pardes Sectaires depuis la Reformation. De sorte que les mesures qu'ils prirent pour établir parmi eux une uniformité de doctrine, & de discipline, onteu beaucoup de succez jusqu'à prefent. Cependant ils n'ont pas été toutà fait exemts de Sectes. Il s'en forma deux, particulierement dans le Canton de Berne, qui se seroient sans doute répanduës plus loin, fi elles n'avoient pas été reprimées dans leur commencement. L'une de ces Sectes est celle des Pietiftes, & l'autre celle des Anabaptistes. Les premiers n'ont aucun dogme particulier, que j'aye pû jamais decouvrir, & ils se picquent seulement d'une devotion plus fervente, & d'une plus grande pureté de mœurs, que les autres gens. Ce qui les distingue, c'est qu'ils s'abstienent du culte public de l'Eglise; les uns sous l'humble pretexte d'être indignes de paroitre dans la Maison de Dieu; & les autres au contraire disant, qu'ils ne peuvent pas être édifiez par les Predications d'hommes K 4 mon. mondains, dont la vicest une contradition à leur doctrine. Ensin ces Pietifles semblent être une espece d'anciens Hypocrites résuscitez sous un autre nom. Carceux qui se sont appliquez à observer leurs manieres, les trouvent de mauvaise soi dans leur commerce, se servant du masque de la Religion pour surprendre d'autant mieux les credules, Ceux qui sont allés dogmatizer dans le Pays pour conversir les gens, ont été bannis; mais l'onne sait point d'attention à ceux qui n'affectent pas de prôner leurs sentimens.

Pour ce qui est des Anabaptistes , leur Secte n'est pas nouvelle dans le monde, mais il n'y a que quelques années qu'elle l'étoit encore dans le Canton de Berne, Alors elle commença à y faire despro-grezsi considerables parmi le petit Peuple, que le Souverain fut obligé d'interposer son autorité pour les arrêter. Cette Secte a deux dogmes, dont l'un les rend dangereux à tous les Souverains, & l'autre fait qu'ils ne convient pas aux Suisses en particulier de les souffrir. Le premier est, qu'ils ne reconnoissent pas volontiers le Pouvoir des Magistrats, ou refusent de prêter le serment de fidelité à leur Souverain comme un gage de leur obéiffance:

DE LA SUISSE. Ch. PIL. 153 sance; & l'autre est, qu'ils croyent qu'il est contre la Loi de Dieu de prendre les armes, même pour la défense de la Pa-Cette derniere opinion ne détruit pas feulement la fin, pour laquelle les Societez civiles ont été instituées parmi les hommes, savoir leur propre conservation, mais elle est dangereuse sur tout Dans la plûpart des autres Pays les Souverains ont constamment des Troupes surpied, dont ils peuvent se servir pour leur défense toutes les sois qu'ils en ont besoin. Mais les Sueffer n'entretiennent aucunes Troupes reglées, & se re-posent entierement sur leur Milice. Ainsi file fentiment, qu'il n'est pas permis de porter les armes, venoit à être generale-ment receuparmi eux, ils deviendroient une Societé de Chrétiens Passifs, & tomberoient infailliblement en proye au premier quiles envahiroit. En effet, le Souverain du Canton de Berne s'apperceut que plusieurs de ses Paysans, qui étoient enrôlez dans la Milice, commençoient à s'excuser, sous des scrupules de conscience, de marcher lorsqu'ils étoient Desorte qu'il crut qu'il commandez. étoit tems d'arrêter ce mal, qui alloit tous les jours en augmentant, & lequel, s'il s'étoit repandu par le Canton, n'au-

RELATION

154 roit pas manqué d'en renverser le Gouvernement. Il commença à y remedier par bannir tous leurs Predicateurs, & par mettre à prix les têtes de tous ceux qu'on en attraperoit dans le Pays après un certain terme, declarant en même tems, qu'en cas de desobéissance ils seroient punis de mort. Sur cette Proclamation plusieurs de ces Dogmatizeurs se retirerent hors du Pays, dont il y en retourna quelques uns peu de tems après, qui furent tous executez , auflitôt qu'on put s'en faisir, pour donner l'exemple aux autres. Mais le Souverain voyant qu'il en venoit tous les jours d'autres à la pla-ce de ceux qui étoient bannis, & croiant que c'étoit être trop cruel que de faire mourir des gens, pour des affaires de conscience, resolut d'arracher le mal par la racine, en bannissant tous les Anabapusses de son Pays. Quelques-uns en sortirent de bon gré, & les autres en surrent chassez par force. On en envoia à diverses reprises une assez grande quantité dans les Pays étrangers. Le dernier convoi de ces gens, consistant en envi-ron trois cens Personnes, sut envoyé en Hollande il y a près de trois ans. Depuis ce tems là il n'a plus été parlé d'Anabap-tifies dans le Canton de Berne, & leur Selle DE LA SUISSE. Ch. VII. 155

Les raifons les plus plaufibles qu'ils alleguent pour ne pas souffrir des Sectaires Proteitans, sont fondées uniquement sur des considerations politiques. Ils disent que s'ils toleroient ces fortes de Sectes, leurs puissans voifins de l'Eglise Romaine prendroient peut-être de là occasion de demander, qu'ils souffrent aussi les Catholiques ; que l'on fait par experience qu'il n'y a pas de differens qui s'agitent avec plus d'aigreur que ceux de Religion; que ces fortes de disputes ont toujours eu de l'influence fur les Etats ; lesquelles, avec quelque moderation qu'on les traitte, y produisent toujours des factions, quine peuvent pas manquer de les affoiblir; & qui, si on les pousse avec violence, comme il arrive ordinairement, mettent souvent le Gouvernement en danger d'être bouleversé; que les Cantons Catholiques épient continuellement les occasions de prendre de l'avantage sur eux, & qu'ils ne manqueroient pas de soutenir les Sectaires contre l'Eglise établie, pour les mettre dans leurs interêts, & de jouer alors les deux parties l'une contre l'autre pour ruiner le tout. Pour ces raisons, & d'autres, ils croyent, qu'eu égard à leur

leur situation, la tolerance des Sectaires dans leur Pays est incompatible avec leur seureté, tant au dedans qu'au dehors. Ils conviennent à la verité, que si ces Seêtes eussent pris naissance parmi eux des le tems de la Reformation, & qu'elles eufsent toujours subsisté depuis, il ne leur paroitroit point juste de les extirper par des moyens violens. Mais comme depuis ce tems là il y a eu une parfaite uniformité de culte parmi eux, ils se croyent suffisamment autorisez par les Loix divines & humaines d'étouffer dans leur raissance toutes les Sectes , lesquelles , fi l'on n'y mettoit pas ordre, causeroient in-failliblement un Schisme dans l'Eglise, & de factions dans l'Etar.

Pour passer de la forme de leur Religion à ses essets, je puis dire, que selon toutes les apparences exterieures, elle en produit, de très bons sur la vie & sur les mœurs du Peuple. L'on remarque parmi eux une grande assidiuité au Culte Divin dans leurs Eglises, & une grande exastitude à recevoir le Saint Sacrament aux tems de l'année qui y sont destinez. I ellement que ni Maître ni Valet, qui ne veut passer pour quelque chose de pire que pour un homme de mauvaise vie, ne manque alors de se trouver à la Commu-

nion

DE LA SUISSE. Ch.VII. 1157

nion. Le Magistrat prend toutes les precautions possibles pour empêcher les debauches , de quelle espece qu'elles puisfent être, & aucun vice public, qui pût donner du scandale, n'est impuni: Si bien que ceux qui veulent être plus scelerats que les autres, font obligez de derober leurs vices à la connoissance du Public, & d'être du moins hypocrites, s'ils ne veulent pas être gens de bien. très charitables dans les occasions, & publiques & particulieres. Ils n'ont pas seu-· lement des Hôpitaux publics bien rentez, mais ils donnent aussi aux mendians ordinaires plus frequemment qu'on ne fait parmi nous. Lorsque les Protestans Frangois vinrent en foule dans leur Pays, immediatement aprés la revocation de l'Edit de Nantes, ils leur firent dans ces Cantons des charitez extraordinaires, chaque Bourgeois logeant & nourrissant quelques-uns d'entr'eux pendant un alsez long espace de tems. De sorte que pour leur rendre justice, il faut avouer, que tant à l'égard des pauvres de leur Pais, qu'à celui des étrangers, qui se trouvent dans quelque calamité, ils donnent des exemples d'une charité Chrétienne qui furpassent de beaucoup ceux de plusieurs

158 RELATION
autres Etats plus riches, & plus puissans

qu'eux.

Leurs Ecclesiastiques, à parler generalement, vivent d'une maniere fort exemplaire, & ceux qui ne le font pas sont degradez sans faute. Alls sont trés laborieux; si bien qu'il y en a fort peu, qui ne fassent pour le moins deux ou trois Sermons par femaine. Ils les prononcent parcœur, & avec une action convenable, gardant un milieu entre les gestes presque Comediens des Predicateurs François & Italiens, & la froide indolence des nôtres. Ils ont beaucoup de pouvoir & de credit en quelques Villes, particulierement à Zurich , à Geneve, & à Neufswätel, où ils se donnent une trop grande liberté de traiter des matieres de Politique dans leurs Sermons, & tâchent d'exciter dans leurs Auditeurs telles pafsions, qui peuvent servir à leurs vûes, & à leurs opinions particulieres Cette maniere de prêcher peut quelquefois être de quelque usage à un Etat; mais on la croit dangereuse en general. C'est pourquoi il n'est jamais permis aux Ministres du Canton de Berne de toucher à des points de Politique; là le Souverain les borne aux sujets qui regardent leur profeshon, & les tient à cet égard, aussi bien qu'à

DE LA SUISSE. Ch. VIII. 159 qu'à d'autres, dans une plus grande dependance, que ne font les autres Cantons Protessans.

CHAPITRE VIII.

De leur Commerce.

N Ous voyons par l'exemple de la Hollande, qu'un Pays qui n'a point de bon port, ni ne produit pas de lui-même beaucoup de marchandises propres au Trafic, peut pourtant faire un Negoce prodigieux, pourveu qu'il y ait un grand nombre d'habitans occupez en des Manufactures, & que le transport des Marchandises qui s'y fabriquent soit aifé, & à bon prix. Mais l'on ne peut point s'attendre, qu'un Pays situé comme la Suif-(e, loin de la mer, & entre des Montagnes, praticables par des Mulets seulement pour transporter les Marchandises, dût fleurir par le Commerce. Et en effet sa situation malheureuse, la difficulté & les fraix des voitures par terre, le peu de Marchandifes de fon crû propres à être transportées ailleurs, & le manque d'induttrie dans les habitans pour suppléer à ce deffaut en établissant de Manufactures, font

font autant de puissantes raisons, qui ont contribué également à faire languir le Commerce dans ce Pays. Car il est certain, qu'il n'y a point d'endroit au monde, où il y ait moins d'apparence de Negoce qu'ici; & que les Suisses sont contineur à s'enrichir par là, qu'ils sont contens d'acheter de leurs voisins toutes les commoditez, & la plûpart des choses ne-

cessaires pour la vie.

Toutes les Marchandises que l'on transporte de la Suisse en d'autres Pays, sont les chevaux, le bétail à cornes, le beurre, & le fromage. La France en tirel toutes les années en tems de guerre un grand nombre de chevaux pour remonter faCavalerie & ses Dragons, & pour ses trains d'Artillerie; tellement que j'ai veu qu'on y en acheta d'une seule année dix mille pour le Service des Armées de France. Le Roi de Sitile pendant la derniere guerre s'est servi ordinairement de chevaux Allemands pour sa Cavalerie, & de chevaux Saiffes pour fes Dragons, & fon Artillerie. Mais s'il venoit à avoir une guerreavec l'Empereur, & que tous les passages de l'Empire lui fussent fermez, il n'auroit point d'autre ressource que dans ce Pays. Ils vendent auffi une grande quantité de chevaux dans le Milanes, & dans

DE LA SUISSE. Ch. VIII. 161 & dans le reste de la Lombardie, pour des carosses. Desorte que l'on peut compter cette Marchandise pour la plus prositable de leur Commerce. Pour seur bétail, ils en debitent de même beaucoup en Italie, & leurs fromages sont renom-

mez par toute l'Europe.

Ces Marchandises sont communes à toute la Suiffe, mais il s'y trouve cinq Villes, où l'on peut dire que le Commerce general fleurit, en comparaison des autres. Ces Villes font Zurich , Bafle , Schaffboufe, Geneve, & St. Gall. Zurich est celebre pour ses Manufactures de Crepes, que l'on y fabrique en perfection, & que l'on vend en grande quantité par toutel'Europe. Et St. Galn'est pas moins renommé pour ses Manufactures de Toiles, lesquelles, quoiqu'elles ne puissent pas être comparées à celles de Hollande, leurs sont pourtant preferées à cause de la grande difference des prix, par le commun Peuple de ces environs, & même par ceux de la Noblesse, qui ne sont pas affez riches pour se piquer d'une grande propreté en linge. Les trois autres Villes ne fe distinguent point pour quelque Manufacture particuliere; mais Bafle & Schaff. boufe, étant fituez fur les frontieres de l'Empire, font des Magazins commodes Dout pour l'échange des Marchandises de France, d'Italie, & d'Allemagne. Ces Negoces donnent de l'occupation, & par consequent du profit à leurs habitans, parmilesquels il y a plusieurs Marchands considerables.

A Geneve les gens sont naturellement industrieux, & ils ne font pas feulement fleurir toutes sortes de Negoces dans leur Ville, mais ils sont aussi prêts à y recevoir de bons Ouvriers de tous les mêtiers, parmi lesquels il y a un grand nombre des François Refugiez, qui y ont introduit plusieurs Manufactures qui y étoient inconnuës auparavant. Geneve est devenu la Ville la plus florissante de toute la Suisse, & fournit generalement toutes les autres de leurs meilleures Marchandises, & même de meubles. parce que ses Ouvriers passent pour les plus habiles. Outre les Manufactures. il y a beaucoup de gros Banquiers, qui trafiquent dans la plûpart des Villes Marchandes de l'Europe, & qui durant la der-niere guerre ont negotié de très grandes fommes d'argent, tant pour la France, que pour les Alliez. Il y en a quelquesuns à la verité, qui ont fouffert de grandes pertes sur ce qu'ils avoient avancé à la France; mais d'autres qui ont eu le bon

DE LA SUISSE. Ch. VIII. 163 bonheur des'en fairepayer, ont fait des gains prodigieux, par le grand interét qu'ils tiroient de leur argent. Si l'on ajoute à ces avantages celui de leur fituation, qui rend leur Ville propre pour l'échange des Marchandifes de France, & d'Italie, il ne paroitra pas étrange qu'elle s'enrichisse par le Commerce.

Les autres Villes de la Suiffe n'ont pas plus de Commerce, qu'il n'est necessairepourpourvoir leurs habitans des chofes dont ils ont besoin; & il n'y a quasi d'autres Marchands, que de ceux qui

tiennent boutique.

Du profit qui provient du debit de ce peu de Marchandises, & de Manufactures , les Suiffes sont obligez d'achetet toutes les choses necessaires & commodes pour la vie. Ils n'ont ni affez de grain, ni assez de vin de leur propre crû. Milanes, & le Cercle de Suabe les fournissent de l'un & de l'autre. Ils n'ont point de sel dans leur Pays; mais il s'en faut tant qu'ils en manquent, que le Tyrol . la Franche Comte , & la Baviere font à quite leur vendra à meilleur marché. Les Cantons le prennent ordinairement de ceux qui leur sont les plus proches, pour diminuer les fraix de la voiture; & ils ont constamment des conventions L 2

avec les proprietaires des falines, qui sont engagez par là à leur fournir toutes les années une certaine quantité de sel à un prix reglé. De cette maniere le Souverain de chaque Canton devient Marchand de sel, & fait quelque gain en le vendant en détail aux Particuliers. vrai, l'on a decouvert une mine de sel dans le Canton de Berne, piès d'Aigle fur les Frontieres du Pays de Valais, qui avec le tems pourra suffire à tout ce Canton, & peut être à toute la Suiffe. Mais à l'heure qu'il est, elle ne produit qu'une très petite quantité de sel, à proportion de la consomption qui s'en fait. ces choses necessaires, il faut qu'ils se fassent apporter de dehors toutes les superfluitez de la vie. Car ou ils en manquent entierement, ou ils ne les ont pas en affez grande abondance.

Après cela il faut remarquer, que comme ils n'ont point de Manufactures de laine, & de poil de chevre, ou de foye, tout ce qu'il faut pour les habits d'hommes & de femmes, & pour les garnitures de Chambres, leur vient auffi de dehors. A la verité ils font quelques étofes groffieres pour l'habillement de leurs Payfans; mais les gens de tous les autres rangs s'habillent d'étoffes étrangeres.

Même

DE LASUISSE. Ch. VIII. 165

Mêmeleurs gens de métier sont generalement de si mechans Ouvriers, que les gens de distinction sont venir d'ailleurs

jusqu'à leurs utenfiles ordinaires.

Ceux qui prendront la peine de comparer ensemble ce qui fort de la Suife, & ce qui y entre, auront plûtôt lieu de s'étonner par leur calcul, de ce qu'il y reste encore quelque argent, que de ce qu'elle est pauvre. Certainement il n'y avoit qu'une Paix au dehors de plus de deux siecles qui put mettre les Suiffes en état de tenir contre des épuisemens si continuels; & même nonobstant cet avantage, les especes d'or & d'argent sont rares dans leur Commerce public. encore deux autres raisons qui ne contribuent pas peu à cette rareté. La premiere est, que dans les Cantons, où il y a des Trefors publics, l'on y amasse continuellement les especes, qui se perdent ainsi pour les Particuliers, parce qu'elles ne roulent plus. L'autre est, qu'on manque de commoditez de placer l'argent à interêt sur de bonnes suretez, ce qui oblige les gens à le mettre dans des banques étrangeres; desorte que par là l'usage en est ôté au Pays.

Ainsi le Commerce tournant si peu à l'avantage des Suisses, il saloit absolu-

ment qu'ils previnssent autant qu'il étoit possible la consomption des Marchandises étrangeres, en se retranchant toutes les superfluitez, sur tout dans l'ajustement. & dans l'ameublement. cette raison ils observent des Loix somptuaires fort rigides, qui defendent les joyaux, l'or, l'argent, les étoffes de foye, les dentelles, & toutes les autres choses qui sont de plus de depense que d'usage dans l'habillement; pourtant avec quelque indulgence pour les femmes, auxquelles l'on permet de porter des habits de foye les jours de fêtes, aux noces, & à d'autres occasions solemnelles. te défense sert à arrêter l'excez dans les habits, dans lequel leurs jeunes gens donneroient naturellement, si on les laissoit aller à leur inclination : & elle empêche ainsi le mal d'augmenter; mais il s'en faut bien qu'elle y soit un remede. Aussi ne sauroit on trouver d'autre expedient pour empêcher que les especes ne fortent de la Suife, que l'établissement de Manufactures, qui puissent fournir des Marchandifes du moins pour l'usage des gens du Pays, si ce n'est pas pour en transporter ailleurs. Il est vrai, leur laine n'est pas bonne, & ils n'ont point de foye de leur propre crû; mais ils peuvent

DB LA SUISSE. Ch. VIII. 167 en avoir de leurs voisins à des prix fort mediocres. Lorsqu'après la revocation del'Edit de Nantes un grand nombre de Protestans François abandonnerent leur Pays natal, il s'en retira beaucoup dans la Suiffe, qui essayerent d'y introduire plusieurs Manufactures. Mais n'étant d'un côté ni favorisés, ni protegés suffisamment du Souverain, & se voyant de l'autre persecutez des Bourgeois natifs, quine souffrent point qu'un Etranger fasfe fon Negoce dans aucune de leurs Villes Capitales, ils se trouverent obligez de quitter leur dessein, & de s'en aller en des Pays, où on leur fit un meilleur accueil. Par là les Cantons Protestans perdirent la plus belle occasion qu'ils auront peut-être jamais, d'établir des Manufaaures utiles chez eux. Les Privileges accordez à leurs Bourgeois, par où tous les Etrangers sont exclus d'y exercer quelle profession que ce soit, pourroient bien etre justifiez, si leurs Bourgeois étoient d'aussi bons Ouvriers que les Etrangers. Mais ne sachant pas travailler eux mêmes, ni ne voulant pas souffrir que d'autres fassent, ce qu'ils ne sçavent pas, il n'y a point d'esperance qu'on voye jamais sur ce pié - là aucune bonne Manufacture établie dans leur Pays; L4

168 RELATION

Pays; & cette difficulté me paroit plus grande, que celle qui naît du manque de materiaux de leur propre cré. Ainfi, jusqu'à ce que le Souverain trouve le moyen de limiter les Privileges des Bourgeois, & deles rendre compatibles avec le Bien Public, les Suiffes seronttoujours habillez par des Etrangers, & l'on tirera leur argent hors de leur Pays, pour payer les Marchandises, & les ouvrages des autres Nations.

CHAPITRE IX.

De leurs Revenus,

CE Pays, consideré en general, étant naturellement sterile, & ses Habitans suppleant peu à ce dessaut par leur Commerce, les Revenus publics n'y peuvent pas être sort considerables, D'autant moins que les Cantons sont si doux à leurs Sujets, qu'ils se contentent des Regales ordinaires, appropriées partout au Souverain, sans les charger d'aucun autre impot. Cependant, s'il saut supputer les richesses d'un Etat, comme celles d'un Particulier, en comparant le revenu avec la depense, quelques unes des des la comme de la

DE LA SUISSE. Ch.IX. 169

de ces Republiques ne doivent pas être appellées pauvres. Car leurs Revenus annuels, quoique petits, font pourtant plus grands que leurs depenses. De forte qu'elles peuvent chaque année mettre une petite somme en coffre, qui par une longue suite de tems monte à la fin à un trefor confiderable. Car l'on a remarqué souvent, qu'une Republique, parmi beaucoup de deffauts à d'autres égards, a deux avantages fur la Monarchie en fait d'œconomie. Premierement dans les Republiques les finances sont mieux ménagées, parce qu'on ne les y dissipe pas à contenter des passions particulieres, comme sont souvent les Princes. Après cela l'on y employe beaucoup moins aux depenses ordinaires du Gouvernement, en épargnant celles d'une Cour, des Gardes, & du reste de la magnificence qui accompagne les Princes, & que quelques uns ont appellée affez proprement la partie brodée du Gouvernement.

Quand je dis qu'il y a quelques Republiques Susses que l'on ne doit pas appeller pauvres, j'entends celles qui ont des Villes. Car les Petits Cantons ont à peine des Revenus publics; mais quand ils viennent à avoir besoin d'argent, ils se taxent eux mêmes par des contributions

Ls

vo-

170 volontaires, à proportion de ce qu'il Même l'on m'a assuré, que leur faut. lorsque quelques-uns de ces Cantons eurent amassé dans leur Tresor environ la valeur de mille pistoles, les Communautez convinrent plus d'une fois de les partager entre elles, & de les employer à leur usage particulier; quoiqu'après l'avoir fait ils ayent de tems en tems défen-

du de le pratiquer à l'avenir.

Pour cette raison je ne dirai rien des Revenus des Cantons Populaires, comme ne meritant pas qu'on en fasse mention. Et pour ce qui est des sept autres, qui ont des Villes, il faut observer, que. grands à proportion que ceux des Catho-liques; puisque les premiers sont en pos-fession des biens de l'Eglise, dont ils se faisirent au tems de la Resormation. est vrai que de ces biens ils entretiennent leur Clergé; mais cette depense ne monte pas à beaucoup près au revenu qui en provient. Il y a trois Cantons Catholiques, qui ont des Villes, Lucerne, Seleurre, & Fribourg, dont chacun a des Revenus publics; mais ils font si petits, à ce que je puis en apprendre, qu'après qu'ils ont fait les fraix annuels de leur Gouvernement, il leur en reste fort peu

à serrer dans le Tresor public.

Basse & Schassbause, quoique d'une petite étenduë, sont pourtant par leur Commerce plus riches à proportion que ces trois Cantons Catholiques, & ils ont toujours dans leur Tresor une somme prête à être employée dans un besoin imprévû. Mais les deux Cantons, que l'on peut proprement dire être riches, en comparaison des autres, sont Zurich, & Berne; dont le premier par l'avantage du Commerce est peut être le plus riche, à proportion de sont en territoire; mais le dernier est de tant plus vaste, que son Revenu est, je crois, le double de celui de Zurich.

Les Revenus du Canton de Berne proviennent de cinq Branches differentes. Premierement, des Terres, ou Domaines du Souverain. En second lieu, des Dixmes (des fruits que les autres terres produisent.) En troisieme lieu, d'une certaine Charge sur les biens ruraux, qu'on appelle Censes foncieres. En quatriéme lieu, des Peages qu'il leve fur les Marchandises. Et en cinquieme lieu, du profit qu'il tire du debit du sel. Le premier Article produit de grandes quantitez de blé, & de vin, que l'on ferre ferre dans les Magazins bâtis pour ce fujet dans les divers Bailliages, & que l'on vend au Peuple quand on le juge à propos. Le fecond Article, confissant dans les dixmes des fruits de toutes les terres du Canton, excepté quelque peu de Seigneuries de la Noblesse, qui par leurs titres parriculiers sont exemtes de cette charge, doit nécessairement monter bien haut dans un Pays si étendu. Le troisième Article, est une espece de Rente assignée aux terres, qui ne sont pas possedées par des Gentilhommes, semblable à la Taille en France, & peut monter annuellement à une livre tournois par acre. Le quatriéme Articlene rend que fort peu, tant à cause du peu de Commerce, que parceque le peage que l'on prend sur les Marchandises est très-petit à proportion de leur valeur. Le cinquieme Article, qui vient du sel, est reès-considerable, puis qu'il n'y a que le feul Souverain qui le vende en détail, & qu'il y met tel prix qu'il trouve à propos. Il y a dans ceCanton une autre Charge en usage, que l'on nomme le Lod, ou le Lot; elle monte à la fixiéme partie de la valeur entiere des biens de terre, qu'à chaque vente l'acheteur est obligé de payer au Souverain; mais comme elle est purement

ment casuelle, l'on ne peut pas évaluer

au juste ce qui en revient.

l'ai n'ai omis aucun foin pour favoir la fomme à laquelle ces différentes Charges peuvent monter annuellement dans le Canton de Berne; mais je n'ai pas pû trouver de supputation qui pût me satisfaire; parce que ses Revenus, consistant principalement en blé, & en vin, sont plus ou moins grands, selon que le prix de ces denrées varie. Et comme le Souverain ne les vend pas lors qu'elles sont à bon marché, il arrive que pendant quelques années consecutives l'on ne met que peu ou point d'argent dans le Tresor, & que d'autres sois il y entre d'une seule année les Revenus de plusieurs.

Cequ'il y a de certain, c'est que ce Canton, & celui de Zurich sont les deux seuls, que l'on peut dire avoir des sommes dans leurs costres. Berne en particulier a actuellement douze cens mille écus à interêt, & cependant je sai de bonne part que cette somme n'est pas la sixieme partie de cequi reste encore dans son Tresor. Zurich a aussi de bonnes sommes dans le sien, quoiqu'elles pe soient pas à beaucoup près si grandes que celles de l'autre Canton. Ceux qui veulent deviner leurs Revenus annuels sont monter ceux de

Berne à trois cens mille écus pour le moins, & ceux de Zurub à plus de la moitié; dont ils disent que les deux tiers vont aux fraix ordinaires & extraordinaires du Gouvernement. Suivant cette supputation Berne met environ cent mille écus dans son Tresorparan, & Zurich plus de cinquante mille. Si ce calcul est juste, il faut le Revenu de bien des années pour faire les sommes que l'on croit que ces deux Cantons ont aujourdhui en Banque. Mais ce n'est là qu'une pure conjecture, que je ne saurois appuyer d'aucune bonne preuve. C'est pourquoi j'aime mieux laisser indecis le point des Revenus de chaque Canton, que de m'a-venturer à les fixer fans autorité sussifiantc.

Pour ce qui regarde les autres Cantons, j'ai déja dit, que les six Populaires n'ont, à parler proprement, aucun Revenu sixe, & que des septautres, qui ont des Villes, les trois Catholiques, Lucerne, Fribourg, & Soleurre, en ont un peu plus qu'il ne leur en faut pour les depenses ordinaires de leurs Gouvernemens. Neanmoins ce petit surplus les met en état de sounir à une guerre de trois ou de quatre mois à proportion des troupes qu'ils peuvent mettre sur pied. L'on peut dire à peu près

près la même chose des deux petits Can-

tons de Balle, & de Sebaff boufe.

Au reste, l'argent que chaque Canton a dans fon Trefor public, est le seul fonds fur lequel il puisse compter en cas de guerre. D'autres Etats ont recours alors à des moyens extraordinaires; mais ici il n'est point pratiquable d'imposer aucunes nouvelles taxes : car s'il s'y allumoit quelque guerre, la plûpart des Sujets, fur lesquels on devroit les lever, feroient employés dans la Milice. Cependant, comme selon toutes les apparences les Suisses n'auront jamais d'autres Guerres, qu'au sujet de la Religion, & cela entre eux mêmes seulement, je ne doute point que le Peuple n'ait assez d'affection pour son Souverain, & dezele pourfa Religion, pour contribuer tout ce qu'il pourra à la defense de l'un & de Mais pour peu qu'une guerre l'autre. dut durer, elle ruineroit tellement leur Pays, qu'ils ne seroient plus en état de payer de nouvelles contributions pour la foutenir. De forte que les Cantons, qui n'ont pas de l'argent comptant dans leurs Trefors dans le tems qu'une guerre commence, ne peuvent pas esperer que leur Milicetienne long-tems ensemble, pour faire la guerre à ses propres depens, & RELATION

176 feront par consequent exposez à tous les dangers, & à toutes les incursions dont un peuple sans désense est menacé.

CHAPITRE

De leur milice.

Les Cantons Suisses depuis la premie-re Institution de leurs Gouvernemens n'ont jamais entrenu des Troupes reglées furpié. Toutes leurs expeditions Militaires pendant leurs guerres avec la Maifon d'Autriche fe firent par leur Milice, qui étoit payée des differens Cantons tandis qu'elle étoit en Campagne, & qui étoit congediée des que la Campagne étoit finie. Gependant les Suiffes acqui-rent tant d'experience dans le cours de cette longue guerre, que leurs Troupes avoient la reputation d'être les meilleurs Soldats de l'Europe. Depuis que cette guerre est finie ils ont vêcu plus de deux fiecles en paix, à moins qu'on veuille compter les guerres que les Cantons ont eues entre eux-mêmes par leurs divisions intestines au sujet de la Religion; mais elles étoient de si courte durée, à proportion d'un si long espace de tems, qu'on

DE LA SUISSE. Ch. X. 177 qu'on ne peut guere les appeller une interruption d'une paix de deux fiecles. La premiere rupture remarquable de cette espece arriva en 1531, la seconde 1656. & la troisième en 1-12. Les deux premieres tournerent fort à l'avantage des Catholiques; mais la troisième a été si favorable aux Protesans, qu'ils auroient soumis entierement leurs Ennemis, s'ils avoient trouvé à propos de poursuivre leurs conquêtes, ou plûtôts les Princes Catholiques voisns avoient voulu de-

meurer neutres dans cette querelle

Une si longue discontinuation de guerre a donné lieu de croire, que les Susses sont beaucoup déchûs de leur ancienne valeur. Mais je ne vois pas qu'on avance aucune preuve pour soutenir ce sentiment. Au contraire toute l'Europe sait, que durant les deux dernieres guerres, les Troupes de cette Nation dans les Services étrangers se sont signalées également par leur conduite, & par leur bravoure. Desorte que l'on trouvera que cette imputation ne se reduit à autre chose, sinon que des Troupes nonvellement levées ne valent pas celles qui ont du Service; ce qui est une position, que personne ne nieta en general.

Les Cantons alleguent plusieurs rai-

178

fons, pour lesquelles ils ne leur convient pas de tenir des Troupes réglées sur pied. ils disent premierement, qu'ils savent par l'experience de tous les fiecles, qu'une Armée constamment entretenuë toujours la liberté d'un Pays en danger, & a souvent renversé des Gouvernemens. En second lieu, qu'il y a très peu de Cantons affez riches pour conferver toujours un Corps de Troupes suffisant, pour se mettre à couvert des forces de leurs voifins. Et entroisiéme lieu, qu'une Armée furpied entretenuë par un des Cantons en tems de paix susciteroit tant de craintes , & de jalousies auprès des autres, que toute la Suiffe seroit en des alarmes continuelles; en sorte que de puissans Princes de leur voisinage s'interposeroient infailliblement, & obligeroient ceux qui seroient sous les armes à licencier leurs forces. Pour maintenir donc leurs divers Gouvernemens dans une liberté, & une independance parfaite, pour amaffer de l'argent pour un tems de guerre, & pour éviter de donner aucune jalousie à leurs voisins, il n'y a point de Canton qui entretienne des Troupes reglées; tellement que les Bourgeois montent eux mêmes la garde aux portes de leurs Capitales. Mais pour suppléer à ce

DE LA SUISSE, Ch. X. 179 te. défaut, & pour être en état de fe defendre au cas d'une invasion imprevûe, ils ontpris un grand soin de mettre leur Milice en bon ordre. Et comme elle passe pour la mieux reglée de l'Europe, je crois qu'il vaudra bien la peine de faire voir en détail, sur quel pied on l'a mise dans le Canton de Berne, sselon son dernier Reglement, qui est suitres Cantons autant que leurs richesses peuvent leur permettre.

Dans le Canton de Berne tout le Corps du Peuple, depuis l'âge de seize ans jusqu'à soixante, est enrôlé dans la Milice. dont environ le tiers est regimenté sous les noms de Fuschiers, & d'Elestionaires, auxquels les deux autres tiers servent de

recrûë.

Les Fuseliers sont la premiere Elite, qui consiste en des hommes choiss pour leur âge, & leur taille. On n'y reçoit que des gens non-mariez, afin qu'ils puissent tous être prêts à marcher à une heure d'avertissement, toutes les sois que le service de leur Patriel'exige; ce que des hommes chargez de semme & d'enfans ne peuvent pas saire si ais ément.

La seconde Elite, nommée les Electionaires, consiste en gens mariez, d'un age & d'une taille propre pour le Service.

M 2 Lorf-

Lorsque ces deux Corps sont employez, on tire leurs recruës d'entre les deux autres tiers qui restent chez eux; c'est à-dire que les Fuseliers sont recrutez par des Garçons, & les Electionaires par des hommes mariez.

Chaque Regiment de Fuseliers est de dix Compagnies, & fait deux Bataillons; & chaque Regiment d'Electionaires est de douze Compagnies, outre les Officiers de l'Etat Major.

Les Compagnées des premiers font de cent dix hommes, y compris dix hauts & bas Officiers; & celles des derniers font de deux cens dix huit hommes, y compris trente Officiers de tous les rangs.

Chaque homme, qui est enrôlé, se pourvoit d'armes lui même à ses propres depens; & les Regimens onttous des armes uniformes de la plus nouvelle saçon. Ils y a pour cela un Officier dans chaque Regiment, appellé Commis d'Armes, dont l'occupation est de visiter les Armes, & la Monture de chaque Soldat, de prendre garde qu'elles soient conformes au Reglement, & de punir ceux qui manquent à cet égard.

Depuis la derniere guerre de la Suisse ils ont aussi introduit une uniformité dans l'habillement. Toutes leurs Troupes font habillées d'un drap gris, mais avec des paremens de differentes couleurs, pour distinguer les Regimens.

Le Canton de Berne trouva par l'experience de la derniere guerre, que la Cavalerie lui étoit de peu d'usage dans un Pays si montagneux, & si entrecoupé que l'est la Suisse; c'est pourquoi il a converti toute sa Cavalerie en Dragons, à la reserve d'un seul Regiment de Cuirassiers, que les Vassaux sont obligez d'entretenir à leurs propres fraix pour une espece d'hommage.

Chaque Regiment de Dragons confiste en dix Compagnies, à soixante Maitres chacune, & forme cinq Escadrons

Pour les Armes, & leurs Equipages, ils sont de la plus nouvelle saçon, & uniformes, comme ceux de l'Infanterie, & quant aux chevaux, il faut qu'ils s'en fournissent eux-mêmes: c'est pour cela qu'on ne reçoit dans les Dragons que de bons. Paysans, qui entretiennent toujours des chevaux pour leur usage.

Quoique les Dragons & l'infanterie se pourvoient à leurs propres fraix de chevaux, d'armes, & d'habits, & qu'ils ne tirent aucune paye de l'Etat pendant qu'ils se tiennent chez eux; cependant quand ils sont dans le Service, leurpaye M ?

111 3

182 RELATION

est reglée sur le pied suivant, les Officiers recevant double paye le premier mois, pour les aider à se mettre en équipage.

Paye de l'Etat Major.

	Livres to	urnqis.
Un Colonel par mois	240.	
Lieutenant Colonel	180.	-
Major	165.	10,
Aide-Major	75.	•
Garçon Major	48.	-
Ministre	75.	•
Chirurgien Major	48.	•
Secretaire	24.	•
Grand Prevot	18.	-
	873.	10.
Time Paris Comban		

Paye d'une Compagnie.

Un Capitaine par mois . 120.	
Capitaine Lieutenant 90.	•
Lieutenant 71.	-
Sous Lieutenant 60.	•
Enseigne . 48.	•
Chaque Sergent 15.	•
Chaque bas Officier 12,	-
Chaque Corporal 8.	•
Chaque Tambour, & Fifre . 7.	
Chaque Appointé	•
Chaque Soldat 6.	•

DE LA SUISSE, Ch. X. 183

La paye des Fuseliers, des Electionaires, & des Dragons est la même, avec cette petite difference qu'on fournit aux Officiers de Dragons le fourage gratis; & que les Officiers d'Infanterie le payent; & chaque Dragona fix sols par jour, & le pain de munition, au lieu qu'un fantassin ne reçoit que quatre sols par jour, les deux autres lui étant deduits pour son pain.

Les Officiers de Dragons & d'Infanterie ont encore un autre avantage. Il est permis à chaque Officier de l'Etat Major d'avoir deux valets, que le Souverain paye sur le pied de simples Soldats; & chaque Capitaine & Officier

Subalterne peut en avoir un.

L'Etat fournit aussi les Soldats de haches, de marmites, & de tentes, sur le pié de cinq hommes par chambrée; mais le tout est retiré dans l'Arsenalde Berne, lorsque la guerre est sinie.

Bien que la Milice foit toujours armée, comme je l'ai déja dit; néanmoins l'on garde dans l'Arfenal de Berne un armement entierpour toute la Milice du Canton, prêt à s'en fervir en cas d'accident; & pour plus grande provision il y a un troisiéme armement, pour la Milice de chaque Bailliage du Canton en M 4 par-

particulier, que l'on conserve dans un petit Arsenal, fait pour ce sujet dans chacun des Châteaux où les Baillis resident.

· Outre cela l'on garde dans chaque Bailliage une somme d'argent, qui monte à trois mois de paye pour toute la Milice du Bailliage. Il y a déja plusieurs années que cette somme fut levée sur les diverses Communautez pour cet usage, & on la reserve pour quelque pressante occasion. Même l'Etat n'a pas trouvé à propos d'y toucher durant la derniere guerre, & a mieux aimé en fournir tous les fraix hors du Trefor de L'on ne peut pas en disposer non plus sans le consentement des Communautez, le Chef de chaque Commune ayant une clef pour le coffre fort, où elle est ferrée, & le Baillif une autre; & cela afin qu'on ne s'en serve, que lorsque le Souverain & le Peuple ensemble le jugent necessaire.

Pour ce qui regarde l'Artillerie, il y en a un fort grand & fort beau Train dans l'Arfenal de Berne, prêtà marcher fur le moindre avertissement; outre un grand nombre de Canons dispersez çà & là dans les Châteaux, qui servent de

residences aux Baillifs.

Quant

DE LA SUISSE. Ch. X. 185

Quant au service de cette Artillerie, il y a trois Compagnies de Canoniers, & une de Bombardiers, de cent hommes chacune, avec leurs propres Officiers, que l'on garde constamment en paye, & qui font sous le Commandement immediat d'un Vaguemestre General.

Pour ce qui est des chevaux & des chariots pour le transport de l'Artillerie, & des munitions de guerre, & de bouche, chaque Communauté du Canton en a un nombre assigné, qu'elle est obligée de fournir, & gu'elle tient prêt fur le premier avis.

De même il y a à la suite de l'Artillerie une Compagnie de cent & vingt hommes de divers mêtiers, comme de Charpentiers, de Maréchaux, de Charrons, & d'autres, prêts à faire ou à reparer tout ce dont on peut avoir besoin pour le Service.

Il y a aussi une Compagnie de Guides actuellement enrôlez, avec leur Capitaine, leur Lientenant , & leurs autres Officiers, qui ont une connoissance parfaite des chemins du Pays.

Pour le Poste de General, ou de Commandant en Chef, personne ne l'occupe en tems de Paix. L'Etat aime Ms mieux mieux être en liberté de choisirpour cela telle petsonne qu'il y juge propre, lorsqu'il en est besoin. De sorte que le premier Officier de guerre, qui subsiste toujours, c'est le President du Conscil de guerre à Berne. Pour la même raison ils ne remplissent les charges de Secretaire de guerre, de Commissaires des vivres, de Tresore, de Quartier-Mestre, de Grand-Prevot, & d'autres, que quand l'armée doit marcher.

que quand l'armée doit marcher.

Mais toutes les fois qu'un General est nommé pour une expedition, il est accompagné de Deputés de l'Etat, qui font toujours des personnes du premier rang, & d'une grande experience. Sans leur consentement il ne peut entreprendre aucune operation militaire: mais lorsqu'ils approuvent ce qu'il propose; il est en pleine liberté de l'executer comme il lui plait, & il n'est jamais résponsable du succez des entreprises qu'il a concertées avec eux.

Le General, conjointement avec ces Deputez, dispose de tous les emplois militaires pendant la Campagne; mais en tems de Paix c'est le grand Conseil qui les donne.

l'ai montré jusqu'ici de quelle maniere la Milice de Berne est regimentée,

& ar-

Raimée; comment elle est payée en tems, de Service; & les dispositions que l'on fait pour suppléer en tout au défaut d'une armée réglée. Mais comme ce que l'on reprocheprincipalement aux Milices, c'est leur manque de discipline, il sera à propos de saire voir à présent les grands soins que l'on prend dans cet Etat, d'exercer les Officiers & les Soldats aussi fouvent que leurs vocations le leur permettent.

Pour cet effet il faut que je remarque, que le Canton de Berne est divisé en huit Districts; dont chacun à un Officier nommé Grand-Majer, qui est gagé

de l'Etat.

Le devoir de ces Grands Majors est, de prendre soin que toute la Milice, la non regimentée aussi bien que la regimentée, soit toujours en état de marcher, & tienne ses armes, sa munition, & son habillement en bon ordre, conformément au Reglement.

A cette fin ils font souvent leurs rondes, pour visiter & les Officiers, & les Soldats, & ils les assemblent pour le moins une fois l'an, pour leur donner une revûe generale, chaque Grand-Major dans son Departement.

D'ailleurs ces Grands-Majors ont un

Officier

Officier dans chaque Bailliage de leurs Districts, appellé Commis d'Armes, qui est occupé à aller toute l'année d'une Communauté à l'autre, pour y faire saire l'exercice tous les Dimanches, & tous les jours de sêtes aprés le Service Divin; pour prendre soin que les armes & les équipages soient en bon état; pour voir que chaque Communauté ait un endroit propre pour y garder ses armes; & pour punir ceux qui manquent à l'un de ces égards, selon l'exigence du cas.

Outrecetexercice public, il y a des Tirages dans chaque Communauté, où en de certaines saisons de l'année les Paysans s'assemblent tous les jours, pour s'exercer avec leurs fusils, asin d'appren-

dre à tirer jufte.

La mêmechose se pratique aussi parmi les Canoniers, & les Bombardiers, qui s'exercent pareillement environ un mois de l'an à tirer à des buts avec les gros Canons, & les Mortiers; de sorte que l'on n'omet aucun soin pour rendre la Milice experte dans la discipline & dans le métier de la guerre.

Leur Milice étant ainsi reglée, & toujours en état de marcher, 1'on a des moyens propres pour la lever promte-

ment

nent sur quelque alarmequ'il arrive dans le Pays. Pour cette fin il y a de cerains Signaux établis par toute la Susse à des distances convenables, qui répondent tous l'un, à l'autre ll y a un de ces Signaux dans chaque Bailliage dresse fui la plus haute montagne qu'il y ait, afin qu'il se puisse decouvrir d'autant plus facilement. Ils consistent en un grand bucher de bois sec, & en un grand tas de paille; le bois, pour donner le signal de nuit par le seu, & la paille, pour le donner de jour par la sumée.

Auprés de chaque Signal il y a continuellement un Corporal avec une garde de six hommes, aussi bien de jour que de nuit, qui ont ordre de mettre le seu au Signal sur la marche imprévue, ou sur l'irruption de quelques Troupes étrangeres, ou bien quand ils voyent leurs Signaux voissinsallumez, & de donner incessament avis à l'Officier qui commande dans leurs Quartiers, de quel

côté l'alarme vient.

Decette manieres'il arrive quelque alarmedans le Pays, tout le Corps de la Milice prend les armes, & marche à ses differens lieux de Rendez-vous, suivan les ordres particuliers donnez pour ce sujet à tous les Officiers Commandans.

Ainfi

Ainsi la Milice de ce Canton est reglée à tous les égards avec tant d'exactitude, & l'on prend tant de soin pour avoir une bonne provision de tout ce qui est necessaire en cas d'un accident subit, que l'on peut plûtôt l'appeller une Armée cantonnée, qu'une Milice indisciplinée, en comparaison de celles des autres Pays, que l'on amasse ordinairement avec autant de consusson, que de precipitation.

Un autre grand avantage pour leur Milice est, que leurs jeunes gens sont accoutumez à aller servir trois ou quatre ans parmi les Troupes Suiser dans les Services étrangers; aprés quel terme leurs Capitaines sont obligez de leur donner la permission de s'en retourner chez eux. De cette maniere la plúpart de leurs Paysans ont quelque Services desorte que l'on peut regarder pour le moins un tiers de leurs Troupes comme de vieux Soldats, qui aident à sormer & à discipliner leur Milice beaucoup plus vîte, qu'on ne le fait dans les endroits, où la même coutume n'est pas en usage.

Je n'entreprendrai pas de fixer le nombre, auquel toute la Milice de la susse monte. D'autres se sont efforcez de la

compter

compter, mais fans aucune regle certaine qui pût les guider dans leur calcul. C'est pourquoi je me contenterai de remarquer seulement, que pendant la derniere. guerre de 1712. entre les deux Cantons de Zurich & de Berne, & cinq des Cantons Catholiques, il y avoit environ quatre-vingt mille hommes sous les armes, dont prés de quarante mille étoient du Canton de Berne, & vingt mille de celui de Zurich, quoi qu'il n'y eût que les Troupes regimentées qui fussent levées, ce qui fait environ le tiers du Peuple, comme je l'ai dit plus

Ce Reglement est observé actuellement en tous ses points parmi les Cantons Protestans; mais je trois que les Catholiques y manquent à bien des égards, faute d'argent pour dresser des Magazins de blé, & de foin, & pour se pourvoir d'autres choses necessaires à mettre une Armée en état de faire la

Campagne.

hant.

CONCLUSION.

PArmi toutes les formes de Gouvernement modernes il ne s'en trouve point dans le monde semblable à celle RELATION

de la Suiffe, comme elle subsiste à préfent sous, le nom de Corps Helvetique. Il est bien vrai que son sort convient en plusieurs circonstances avec celui des Provinces-Unies. L'un & l'autre de ces Etats étoient autrefois des Provinces fujettes à la Maison d'Autriche. jouissoient tous deux de grandes libertez, & lorfqu'on voulut les enpriver ils prirent chacun les armes pour les défendre, & secouerent le joug de leurs Princes. Ils étoient tous deux obligez à soutenir une guerre de prés d'un fiecle entier contre cette Maison, & tous deux la reduisirent à la fin à les declarer independans. Mais la Souveraineté de l'un & de l'autre fut reconnuë au même tems par le Traité de Munster en 1648. quoique la Revolte des Suisses precedat celles des Hollandois d'environ deux cens cinquante ans. Ces derniers avoient bien été reconnus libres & independans par la Tréve de douze ans concluë entr'eux & l'Archiduc Albert en 1609. Et les premiers par l'Union Hereditaire conclue premierement entre Si-gismond Archiduc d'Autriche & les Suiffes en 1477. & renouvellée ensuite plus formellement avec l'Empereur Maximilien en 1511. Mais nonobstant cela l'Espagne

DE LA SUISSE. Conclusion. 193 l'Espagne fit revivre ses prétensions sur les Sept Provinces à la fin de la Tréve, & la guerre recommança; & les Empereurs conserverent toujours leur Titre sur la Suisse jusqu'au Traité de Munsser, Alors ces deux Etats surent plus solemnellement declarez libres & independans à jamais par leurs anciens Souverains.

Le fort de la Suisse & des Provinces Unies se ressemble en toutes ces circonstances; cependant leurs formes de Gouvernement, & les figures qu'elles font à present dans le monde, sont si disferentes, qu'elles n'admettent aucune comparaison entr'elles, si cen'est en les opposant l'une à l'autre.

Maisquoiqu'iln'y ait pas aujourdhui de forme de Gouvernement pareil à celle du Cerps Helvetique, néanmoins parmi les Republiques anciennes celles de la Grece ont un figrand rapport avec celles de la Suisse, que si l'on ne savoit pas que le Gouvernement, dans lequel ces dernieres sont tombées, est l'effet du pur hazard, l'on ne pourroit pas s'empêcher de croire, que quelque Legislateur eût proposé l'ancienne Grece pour modele; & il ne sera peut être pas hors d'œuvre, de montrerla conformité en-

tre ces deux Gouvernement un peu plus

particulierement.

Comme les Cantons Suisses étoient anciennement sujets à des Princes, dont ils secouerent le joug à cause de leur tyrannie, & s'érigerent en Republiques; de même les Villes de la Grece étoient premierement soumises à des Rois, dont la tyrannie les obligea toutes peu à peu à les chasser, & à changer leurs formes de Gouvernement.

Les Republiques de la Grece étoient situées entre deux puissantes Monarchies, celle de Perfe, & celle de Macedoine, dont chacune menaça leur liberté à fon tour. Les Princes de la premiere étoient appellés les Grands Rois par excellence, & ils étoient des ennemis si dangereux des Grees, que non seulement ils envahissoient leurs Colonies sur les côtes d'Asse quand l'envie leur en prenoit; mais qu'ils firent marcher plus d'une fois des armées prodigieuses jusques dans le cœur de la Grece; particulierement les deux Rois Darius Hydaspes, & fon fils Xerxes. Les Rois de Macedorne n'étoient pas à la verité, pendant un long espace de tems, assez puissans pour leur faire du mal; mais insensiblement ils ne leur devinrent pas moins dangereux

DE LA SUISSE Conclusion. 195 reux que les Perses, par l'avantage de leur voisinage : sur tout du tems de Philippe Pere d'Alexandre le Grand, qui conceut le premier le dessein de conquerir toute la Grece. Pareillement les Cantons Suiffes font fituez entre deux grands Princes, l'Empereur & le Roi de Frante; dont le premier a fait plusieurs tentatives inutiles pour les reduire sous son obéissance, depuis le tems de leur Revolte: Mais enfin desesperant d'y pouvoir réuffir, ou étant détourné de cette entreprise par de plus importantes, il vit en paix avec les Suisses depuis plus de deux Siecles: de même que les Rois de Perfe ne formerent plus aucune entreprise considerable contre les Grecs après la mort dudit Xerxes. Dès le tems que les Perses abandonnerent leurs desseins fur la Grece, ces Republiques n'eurent point d'ennemi si formidable que les Rois de Macedoine. Et Philippe & son fils Alexandre firent plusieurs conquêtes sur elles; ce dernier furtout renversa celle de Thebes, & détruisit la Ville de ce nom. De la même maniere les Rois de France sont devenus à present les voifins les plus dangeveux des Cantons Suifs. A la verité il ne paroit pas encore qu'ils ayent des vûës fur leur conquête, com-

comme Philippe & ses Successeurs en avoient sur celle de la Grece; car ils n'ont pas les mêmes motifs pour en être ten-tés. La Grece est un Pays sertile, & ses Republiques étoient très riches; au lieu que la Suiffe est pauvre & sterile, & le peuple y est si jaloux de sa liberté, qu'il couteroit bien plus de le retenir dans l'obéissance après l'avoir soûmis, que le Pays ne peut produire. Mais le Roi de France tâchera toujours de tenir les Suiffes dans une dependance indirecte, en influant fur leurs Conseils, & en les engageant à lui fournir un bon Corps de leurs Troupes; ce qui est tout l'a-vantage qu'il pourroit tirer de ce Pays, s'il en étoit le maître. C'est pour cela que les Cantons Catholiques fourmillent de ses Pensionnaires, tout comme Demosthene se plaint , qu'Athenes & les autres Etats de la Grece étoient remplis de ceux de Philippe.

La fituation des Republiques Greeques, par rapport à leurs puissans voisins, les engagea à entrer ensemble dans une Alliance reciproque pour leur défense commune, & à tenir, aussi fouvent que l'occasion l'exigea, des Dietes composées des Deputez des plus considerables d'entre elles. Là on delibera sur les me-

fures

DE LA SUISSE. Conclusion. 197 fures qu'il y avoit à prendre pour le bien & la seureté de toute la Grece, & l'on donna les ordres pour l'execution des resolutions qu'on y prenoit. Deputez étoient appellez les Amphiliyons, ou les Etats Generaux de la Grece , qui s'assembloient premierement à Termopyles, & ensuite à Delphes. De même personne n'ignore, que les Suisses ont leurs Dietes, ou Etats Generaux, composés des Deputez de chaque Canton. dont l'occupation est la même que l'étoit celle des Amphillyons; & que le motif qui les unit par cette Confederation, étoit leur defense mutuelle contre leurs puissans voisins. Mais nonobstant cela chaque Canton demeure une Souveraineté independante, comme l'étoient les Republiques Grecques.

Le parallele entre les Republiques de la Grece & de la Suisse n'a pas seulement lieu à l'égard de leurs Constitutions Politiques, & de leur situation, mais aussi à l'égard du succez de leurs armes. Les actions surprenantes de valeur & de courage que les Grecs firent contre les Armées de Darius, & de Xerxes, ont été pour le moins égalées par celles des Suisses contre la Maison d'Autribe. La Bataille de Morgarten, où treize cens

RELATION

198 Susses mirent en déroute l'Armée de l'Archiduc Leopold de vingt mille hommes, & en tuerent plus que le double. de leur nombre, peut pour le moins ê-tre comparée à celle de Marathon; & celle de Sempach, dans laquelle le même Archiduc perdit la vie, & où son Armée forte de près de vingt mille hommes, fut défaite par seize cens Suisses, à en considerer toutes les circonstances. rétoit une Victoire plus étonnante, que celle de Platæa. Et pour y mettre le dernier trait, la Bataille qui se donna près de Wesen dans le Canton de Glaris, ne peut pas seulement se comparer à celle des Termopyles, mais elle semble en être une copie qui surpasse l'original. Car comme trois cens Lacedemoniens attaquerent toute l'Armée des Perses, dans ce Détroit, & perirent tous dans leur entreprise temeraire; ainsi trois cens cinquante Suisses n'attaquerent pas seulement dans un pareil passage une Armée de huit mille Autrichiens (suivant la moindre supputation, car quelques Auteurs en comptent seize mille) mais ils gagnerent mêmele Champ de Bataille. Cette Victoire est celebrée toutes les années fort solemnellement par une Procession publique dans le Canton de Gla-

DE LA SUISSE. Conclusion. 199 ris, & onze pilliers furent dreffez fur le Champ de Bataille, pour marquer les places où les Suisses s'étoient ralliez. Car leur Histoire dit, qu'ils avoient été repoussés dix fois, mais que se ralliant l'onzieme, ils rompirent l'Armée ennemie, & la mirent en fuiteavec un grand carnage. Ces piliers subsistent toujours? comme des monumens de leur bravoure; & le jour de la Procession, le Peuple rend à Dieu des actions de graces auprès de chacun des pilliers pour une Victoire si signalée. Quand ils viennent au dernier, alors un de leurs meilleurs Orateurs est choisi pour faire le Panegyrique de trois cens cinquante hommes qui emporterent cette Victoire; & après avoir fini son discours, il lit la liste de leurs noms', tout comme l'Histoire nous apprend, que les Lacedemoniens firent graver dans le bronze les noms de leurs trois cens concitoyens, qui perirent à la Bataille des Termopy. les, pour en transmettre la memoire à la posterité.

Pour pousser le parellele plus loin, les Republiques de la Grece avoient leurs divisions intestines, & leurs guerres civiles, aussi bien que celles qu'elles soutinrent contreles Princes Etrangers. Les N 4 deux

RELATION

deux plus puissantes d'entr'elles, Athenes, & Sparie, se firent pendant vingtsept ans une guerre, qui n'eut d'autre fondement que leur jalousie par rapport à la preséance. Les deux plus puissantes Republiques Suisses, Zurich & Berne, n'ont à la verité pas encore été assez imprudentes pour se faire la guerre sur ce sujet; cependant l'on n'ignore point, que leurs Ennemis communs mettent en ceuvre tous leurs artifices pour excien œuvre tous leurs artifices pour exciter des jalousies entr'elles, & pour poufser le Canton de Berne à prétendre le pas sur celui de Zurub, comme lui étant déja superieur par sa puissance. Berne ayant été jusqu'à présent assez fage pour ne pas prêter l'oreille à de pareilles infinuations, l'on espere qu'il se-

Même les Republiques Greeques a. voient aussi leurs guerres de Religion. Les Phoceens furent declarez facrileges, pour avoir labouré quelques champs ap-partenans au Temple de *Delphes*, & ap-propriez au culte de leurs Dieux. Sur quoi l'on publia une espece d'Excom-munication contr'eux, & *Philippe* Roi

ra toujours trop prudent, pour donner dans un piege, qui causeroit infaillible, ment la ruine des deux Etats, & seroit triompher leurs Ennemis communs.

DE LA SUISSE. Gonche sion. 201 de Macedoine se chargea de la mettre en execution. Il leur fit la guerre, & les conquit. Ensuite il demanda à avoir séance parmi les Amphidyons, comme Membre de leur Corps, à la place des Phoceens, qu'il avoit foumis. Les Grecs furent affez imprudens, ou affez traitables, pour l'admettre à leur Corps; & dés lors il devint Arbitre de tous leurs differens, & il se seroit sans doute rendu leur Maître, s'il avoit vêcu plus longtems, ou si son fils Alexandre n'avoit pas quitté si-tôt ce dessein, pour en pourme l'on fait bien, que toutes les guer-res que les Republiques Susses, ont eves entre elles mêmes, n'étoient que des guerres de Religion, & qu'il en éclata une de cette espece en 1712, qui finit par une Paix si avantageuse aux Protestans, que les deux Partis ne sont pas encore reconciliez ensemble. Pendant ces divisions le Roi de France, semblable au Roi Philippe, paroit avoir eu en vûe d'être declaré seul Arbitre de leurs differens : & s'il est permis de juger par les apparences, il tâchera encore de se faire reconnoitre comme tel, par une nouvelle Alliance qu'il doit leur proposer à la premiere occasion favorable. N s

202 RELATION &C.

Mais l'on se persuade que les Cantons font trop circonspects, pour souffrir qu'aucun Prince étranger se mêle de leurs affaires domestiques; & que les exem-ples de tous les siecles leur auront appris, qu'un puissant voisin, érigé en juge entre de petites Republiques, trouve bien-tôt le moyen de leur donner la loi. & de leur montrer, qu'en ce cas il n'y a pas de difference entre leur Juge, & leur Maitre. S'ils font toujours affez fages pour éviter ce piege, il est vraisemblable, que les Suisses conserveront leur liberté, comme les Grees conserverent la leur, entre deux grands Princes, juf-qu'à ce qu'un Pouvoir aussi irressible, que celui des Romains, s'éleve de nou-veau, & fasse la conquête de toute l'Eurépe.

ADDITION

Qui contient une

RELATION

DES ALLIEZ

DES

SUISSES.



ADDITION

Qui contient une

RELATION

DES ALLIES

DES SUISSES.

Les Alliez des Suisses sont, les Grisons, le Comté & la Ville de Neusibaiel, l'Abbé & la Ville de St. Gall, les Valesans, la Republique de Geneve, & les Villes de Mullbause, & de Bienne. Mais il faut remarquer, qu'il n'y a guere de ces differens Gouvernemens, qui soient alliez également avec tous les Treize Cantons. Ils ne le sont, chacun, qu'avec une partie des Cantons, & generalement avec ceux qui sont de leur Religion quoique les Alliez de chaque Canton en particulier soient reconnus pour tels de tout le Corps Helvenque.

Tout ce que j'ai dit du Terroir des Susses, convient tellement à leurs Alliez,

auc

206

que l'on doit les regarder comme une partie du même Peuple. C'est pour quoi je n'ajouterai ici de leurs differens Districts, & Gouvernemens, que ce qui peut servir à les distinguer l'un de l'auter, & à en donner au Lecteur une idée generale.

Des Grisons.

Le plus puissant de leurs Alliez, tant pour l'étendue du Pays, que pour le nom-bre des Habitans, c'est la Republique des Grisons. Leur Pays fut appellé Rhatia par les Romains; & il consiste à present en trois Provinces, unies ensemble pour leur désense commune, par une Confederation semblable à celle des Sept Provinces. Elle ne forment qu'un seul Etat sous le Titre de Republique des Trois Ligues Grises; les Ligues ou les Alliances qu'elles ont l'une avec l'autre ayant donné le nom de Ligue à chaque La premiere porte le nom de Ligue Grise, proprement appellée ainsi; laquelle étant la plus considerable des trois, a communiqué son nom à tout le Pays. La seconde s'appelle la-Ligue de la Maison-Dieu, parceque l'E-vêque de Coire y demeure. Et la troifiéme

sième est nommée la Lique des dix Ju-

ri (dictions.

Le Pays a pour frontieres, vers le Nord la Province de Suabe dans l'Empire; vers le Sud (y compris leurs Pays conquis de Valtellina, de Chiavenna, & de Bormio) les Etats de Milan , & de Venise; vers l'Orient le Comté de Tyrol; & vers l'Occident les Cantons d'vry, de Glaris , & d'Appenzell.

Le Peuple étoit soumis autrefois à divers Princes; il y en avoit qui vivoient sous de Petits Souverains; d'autres étoient sous l'Evêque de Coire; & d'autres étoient sujets de la Maison d'Autriche. Les premiers racheterent leur liberté, ou devinrent libres par l'extinction des familles de leurs Seigneurs. Les Evêques de Coire perdirent insensiblement tout leur pouvoir, principalement au tems de la Reformation; si bien qu'aujourdhui ils n'ont plus aucune part ni aucune influence sur les affaires du Gouvernement. Et la Maison d'Autriche vendit en différentes fois tant de ses droits, qu'à present il ne lui reste plus dans ce Pays que la petite Seigneurie de Ketzuns, qui releve des Grisons. De cette maniere les Grisons se rendirent peu à peulibres, & independans, & s'érigerent dans une Republique Democratique, dont le Pouvoir Souverain refide entierement dans le Peuple, Chaque homme du Pays, des l'age de feize ans; a un fuffrage égal, comme dans les petits Cantons; quoi qu'ils ayent une meilleure methode pour recueillir les voix, que celle de convoquer enfemble tout le Corps du Peuple.

Chaque Ligue est divisée en Commuautez, qui ont chacune une voix. La Ligue Grise en a vingt-sept; celle de la Masson-Dieu vingt-deux & celle des dix Jurisditions quatorze: qui sont ensemble le nombre de soixante-trois. Ainsi toutes les resolutions, à l'égard de leurs assaires publiques, se déterminent par la pluralité des voix : C'est à dire, que la pluralité des voix de chaque Communauté forme l'opinion de cette Communauté, comme la pluralité des voix de toutes les Communautez ensemble forme la resolution de la Republique sur la matiere en question.

Chacune de ces Communautez est gouvernée par ses propres Loix municipales, & parses coutumes; elle chosist ses propres Magistrats, & est une espece de petite Souveraineté, comme les Villes de la Hollande. Les diverses Communautez de chaque Ligue ont leurs Dietez

Pro-

Provinciales, composées des Députez de chaque Communauté; le Chef, & les autres Officiers de-chaque Ligue en particulier, sont choisis dans ces Diétes; lesquelles ne ressemblent pas mal aux Etats Provinciaux des Provinces Unies.

Outre les Diétes particulières, quine regardent que les affaires de leurs pro-pres Ligues, il y a quatre fortes de Dié-tes, ou de Congrés, en usage parmi eux, composez des Deputez de toutes les trois Ligues, qui s'assemblent pour les affaires de la Republique, aussi sou-

vent que l'occasion le demande.

La principale Assemblée, qu'ils appellent Diéte Générale, se forme, outre les trois Chefs, d'un Député de chaque Communauté, qui a suffrage; elle se tient une fois l'an tour à tour dans chacune des trois Ligues, & le Chef de la Ligue, où elle se tient, y preside toujours. Le tems fixe auquel cette Diéte fe convoque, c'est vers la fin d'Août. Ses affaires principales, outre quelques extraordinaires qui peuvent survenir, sont, d'entendre des Procez, & d'examiner les Comptes Publics: & ces matieres les occupent ordinairement trois semaines.

La seconde est une Demi Diéte, comme

me ils l'appellent; elle consiste dans la moitié des Deputez : De forte que deux Communautez n'envoyent entre elles qu'un seul Deputé, qu'elles choisissent chacune à son tour. Cette Demi-Diéte n'a point de tems fixe pour s'assembler, étant convoquée seulement lorf-

qu'on le trouve nécéssaire.

.La troisième Assemblée est appellée Congrez, qui n'est composé que de trois Deputez de chaque Ligue, outre les trois Chefs. Il s'assemble généralement une fois l'an environ le commencement de Mars, pour les affaires ordinaires du Couvernement, & se tient toujours à Coire, aussi bien que les autres Assemblées Publiques, excepté la Diéte Générale; mais cela se fait par commodité plûtôt, que par un droit attaché à cette Ville.

La quatriéme est une assemblée des trois Chefs des Ligues seulement; elle se tient un peu avant la Diéte Générale, pour préparer les matières, desquelles on y

doit deliberer.

Mais il faut remarquer, qu'outre les tems reglés des Assemblées, elles sont convoquées extraordinairement aussi souvent que les assaires domestiques du Gouvernement l'exigent; ou qu'un Ministre

2 I I

nistre Etranger, qui a quelque chose à

leur proposer le demande.

Cépendant en toutes ces Assemblées les Deputez sont tellement liés par leurs instructions, qu'ils ne peuvent pas prendre cux-mêmes une resolution finale sur quelle matiere qui s'y traite. Ils ne sont que deliberer, & rapporter leurs opinions à leurs principaux, qui discutent l'assaire de nouveau dans leurs differentes Communautez, & decident la question par la pluralité des voix, chaque Communauté envoyant son opinion par écrit au prochain Congrez, où la resolution de l'Etat se forme par les suffrages de la plus grande partie des Communautez.

Il paroit ainfi, que la Souveraineté refide entiérement dans le Corps du Peuple: cependant, comme les Communautez choifissent généralement les plus habiles gens pour leurs Deputez, il arrive rarement que l'opinion d'une Communauté differe de celle de son Deputé. Desorte qu'en esset cette Republique est gouvernée par un petit nombre de Chess. Néanmoins, ceux qui engagent le Peuple en des mesures ou mauvaises, ou (ce qui est tout un à la multitude) qui ne réussissent point, le payent souvent de leurs têtes, comme dans les Petits Cantons.

La

212

La Religion Reformée, & la Catholique Romaine fout tolerées dans les trois Ligues, mais comme les Protestans font pour le moins les deux tiers du Peuple, & que toutes les résolutions s'y determinent par la pluralité des voix, l'on peut compter cette Republique pour un Etat Protestant; & de tous les Cantons elle n'est alliée qu'avec Zuruh, & de Berne.

Ils n'ont que deux Bailliages dans le circuit des trois Ligues, Mayenfeld, & Malanz, où ils envoyent de nouveaux Baillis tous les deux ans. Mais ils ont huit, ou neuf autres Gouvernemene dans la Valteline, ou dans les Comtés de Bormie, & de Chiavenna. Ces trois Provinces apartenoient autrefois au Duché de Milan, & en furent détachées, & cedées aux Grisons par les Sforcez, en confidération de leurs services militaires, lorsque les quatre Bailliages Italiens surrent donnez aux Suisses pour la même raison.

Ces trois Provinces sont proprement sujets des Grisons, & n'ont aucune part au Gouvernement Les Habitans sont tous Catholiques Romains; & l'on prend tant de soin pour y empêcher tout mêlange avec les Protestans, que par les Traitez entre les Rois d'Espagne, comme

213

me Ducs de Milan, & les Grisons, il a toujours été stipulé: "Qu'aucun Prote" stant n'y demeureroit plus de six se" maines de l'année; que pendant ce
" tems là il n'auroit aucun exercice de
" sa Religion; & qu'il ne seroit pas per" mis aux Bailliss méme de tenir un Cha" pelain dans leurs maisons. Mais comme ce Traité expira avec le Roi Charles
Second, seu Roi d'Espagne, l'on ne
peut guere croire, que les Grisons veuillent le renouveller à de si dures conditions.

La Valteline ne consiste que dans une large Vallée d'environ dix lieuës de longueur, quoiqu'elle foit une des plus fertiles du monde. Elle produit du grain, du vin, de l'huile, & des fruits, tous très delicieux dans leurs especes. Les deux autres Comtés de chiavenna, & de Bormio, font aussi très-fertiles, mais pas tant que la Valteline Province est d'une grande consequence, tant parce qu'elle est un des Passages entre l'Allemagne & l'Italie; qu'à caufe de sa fecondité; & elle est très commode à l'Empereur, pour conserver la communication entre l'Allemagne, & le Mi-lanez. Si la Maison d'Autriche, ou le Roi de France auroit la clef de ce Passa-

ge.

214 ge, c'étoit là une question qui arma une grande partie de l'Europe dans le dernier siécle, & qui causa la guerro de la Valteline, qui dura près de vingt ans depuis 1620. jusqu'environ 1640. La Maison d'Autriche l'emporta à la fin; & la liberté de se servir de ces Passages sut access. cordée au Roi d'Espagne par le Traité ou le Capitulat de Milan fait en 1639.

Chaque Communauté dispose à son tour des deux Bailliages, qui sont dans les trois Ligues, & de ceux de la Valle-line, de Chiavenna, & de Bormio, & elle les vend au plus offrant. De forte qu'il n'en revient pas beaucoup de pro-fit aux Baillifs, qui pendant leurs deux années de Gouvernement n'en peuvent tirer guere plus ce qu'ils leur coutent.

Les Revenus publics de cet Etat sont très petits, quoiqu'il s'y trouve beau-coup de riches particuliers. Cependant en cas de quelque besoin extraordinaire ils se taxent eux mêmes, à proportion de leurs biens, & des Troupes qu'il est nécéssaire de lever.

Des Comtez de Neufchatel, & de Valangin.

Ces deux Comtez, quant à leur Gouvernement, font en quelque maniere independans l'un de l'autre; mais ils sont d'ailleurs tellement unis, qu'ils ont toujours été fous le même Prince, & qu'ils forment ensemble une petite Souveraineté d'environ douze lieues de longueur, du Nord au Sud, & de fix de largeur. Elle est située entre le Comté de Bourgogne , & le Canton de Berne; & la Ville de Neufchatel borde le Lac de Le Terroir du Pays est généce nom. ralement pierreux, mais il produit les meilleurs vins de la Suiffe, du debit defquels proviennent les Revenus les plus stables de ses Habitans. Non seulement la Langue naturelle du Peuple est la Frangoife, mais ils ontauffi dans leur humeur & dans leurs manières beaucoup plus de rapport avec cette Nation, qu'avec l'allemande. Desorte qu'ayant en général plus de vivacité que le reste des Suisses, & n'étant d'ailleurs pas tout à faits exemts de vanité, on les appelle ordinairement par raillerie les Gascons de la Suiffe.

U4

Ce Pays à été de tous tems sujet à des Princes; mais le Peuple jouissoit toujours sous eux de si grands Privileges, qu'il peut justement être appellé Libre. Sur la mort de la Duchesse de Nemours en 1707, qui fut la derniere Comtesse de Neufchatel, comme Heritiere de la Maifon de Longueville, les Etats du Pays en ajugerent la Souveraineté au feu Roi de Prusse, comme étant Héritier par sa Mère de la Maison d'Orange, laquelle deriva fon Titre fur Neufchatel d'un mariage de l'un de ses Princes avec l'Héritière de la Maison de Châlons, Souverain direct de ces deux Comtez. voit alors à cette Souveraineté plusieurs Competiteurs descendus de la Maison de Longueville; c'est sur ce Titre qu'ils fonderent leurs pretentions, se disant Heritiers du fang Mais les Etats, après un meur examen, trouverent que la Maison de Longuevelle n'y avoit aucun droit legitime, comme n'ayant jamais été appellée à y succeder par l'in-vestiture de la Maison de Châlons, dont Neufebatel étoit un Fief indubitable; & ils declarerent ainsi qu'il étoit retourné aux Héritiers de cette Maison.

L'Auteur Ventuen, dont j'ay déja fait mention ailleurs, en parlant de cette matière

217

matière, dit, que le Pays de Neufchatel, ayant été une sois un Fief de l'Empire, accordé à la Maison de châlons, doit nécéssairement rester tel toujours, que sans cela le Titre du Roi de Prusse tombe de soi même; & que s'il est reconnu pour être sun Fief de l'Empire, c'est à l'Empereur à en donner l'investiture à qui il lui plait ; auquel droit il ne peut pas renoncer sans le consentement de tout l'Empire. Mais pour ré-pondre à cette objection, il n'y a qu'à dire, que le Neufibatel fait partie de la Suife; & que la Suife n'a pas seulement été réellement independante de l'Empire pendant plusieurs siécles, mais qu'elle a aussi été declarée telle par l'Empire même lors du Traité de Westphalie. Quoi qu'au reste s'il est généralement vrai, que les Fiefs de l'Empire ne puissent pas être alienez validement, sans le consentement de l'Empire, je crains qu'il ne fût fort embarrassé de prouver le titre de la Republique de Venise à la plus grande partie de ses Territoires dans la Terre ferme de l'Italie.

Les Comtes de Neuschatel d'autresois avoient toujours un Gouverneur qui y résidoit, & qui étoit assisté d'un Conseil d'Etat. Mais le Roi de Prusse n'y en a point envoyé encore, ayant laissé jusqu'à present le maniment des affaires à ce Conseil; quoiqu'il soit vraisembles ble qu'il ne se passers pas long tems, autrant qu'il y employe quelqu'un avec ce caractère.

La Ville de Neufchatel est gouvernée par un Conseil de soixante Bourgeois, & j'ai déja dit qu'ils possédent de si grands Privileges, qu'ils sont presque independants. L'un desquels eft, qu'ils sont Combourgeois avec le Canton de Berne, qui n'est pas seulement leur Protecteur particulier, mais aussi l'Arbitre declaré de tous les différens, qui naiffent entre leur Prince & eux. que comme il est de l'interêt de ce Canton de les maintenir dans leurs Franchifes , & qu'il l'étoit fur tout pendant qu'ils avoient des Princes Catholiques, illes soutient en toutes les disputes qu'ils ont avec leur Prince.

Les Habitans font tous de la Religion Reformée, hormis en deux petits Villages nommés Cresser, & Landeron, où ils font Catholiques. Les Comtes de Neusibatel étoient alliez ci-devant avec les Cantons de Berne, de Lucerne, de Soleurre, & de Fribourg; mais depuis que les Etats ont donné l'Investiture au Roi

de Pruffe, l'Alliance paroit être tombée avectous ces Cantons, excepté Berne feulement; & je doute qu'elle se renou-velle jamais avec les trois autres.

De l'Abbé & de la Ville de Saint Gal

L'Abbé de St. Gal est Chef d'un Couvent de Bénédictins, qui d'un petit commencement s'accrut tellement en pouvoir, & en richesses, que l'Abbé est à présent Souverain d'un district de Pays confidérable nommé le Patrimoine de St. Gal, qui est situé entre le Canton de Zurich , & le Lac de Constance ; outre le Comté de Togguenbourg qui y est contigu, & fut acheté par un de ses Predecesseurs à un très petit prix. Il prendaussi le titre de Prince de l'Empire; mais comme il n'a ni voix, ni feance dans les Diétes, son rang y est purement ti-Les Abbez de St. Gal étoient autrefois Souverains de la Ville de ce nom, & d'une bonne partie du Canton d'Appenzell; mais ils en ont racheté tous deux leur liberté; tellement qu'ils n'en dependent plus à présent en aucune manière; la Ville de St. Gal formant maintenant une petite Republique sans territoire.

La Souveraineté en réside dans le Grand & le Petit Conseil, comme en toutes les Villes de la Suiffe, penchant vers le genre Aristocratique. C'est une des Villes les plus Marchandes de tout le Pays, & elle est fameuse particulié-rement pour ses toiles. L'Abbé & la Ville de St. Gal ont tous deux le privilege d'envoyer des Deputez aux Diétes Générales des Treize Cantons, qui y ont Session, mais point de voix : l'Abbé étant uni par sa Réligion aux Catholiques, comme la Ville l'est aux Protestans, tous les habitans de laquelle sont de la Religion Reformée. Les quatre Cantons qui sont Alliez particuliérement avec l'Abbé, sont ceux de Zurub, de Lucerne, de Suvitz, & de Glaris, qui sont en quelque manière les Protecleurs du Couvent : & la Ville est alliée étroitement avec les Cantons Protestans.

L'Abbé de St. Gal a fait depuis quelques années beaucoup de bruit dans le monde par les différens qui s'éléverent touchant les Priviléges de fes Sujets du Comté de Togguenburg; & comme il y en a peu qui foient bien informées de cette dispute, je crois que je ne ferai pas mal de rendre au Lesteur quelque compte de l'état de cette question.

Le dernier Comte de Togguenbourg n'ayant point d'héritier de sa famille, par affection pour ses Suiets, leur ac-corda avant sa mort de si grands Priviléges, qu'il les rendit en quelque manière un Peuple Libre. Entre autres il leur donna la liberté de faire des Loix Municipales pour leur propre Gouvernement, de choisir leurs Magistrats, & autres Officiers, & d'entrer ensemble dans une Association pour leur défense, laquelle tous ceux du Pays sirent serment de maintenir. Et pour assurer & affermir davantage ces Priviléges, il leur permit d'entrer dans un traité de Combourgeoisse avec le Canton de Glarss, afin d'engager ce Canton à les soutenir dans leurs droits, comme ses Combourgeois. Par tous ces Réglemens la Souveraineté fut tellement diminuée, qu'il n'en resta à son Successeur guere plus que le droit de recueillir les Revenus, qui font part des Régales, avec le pouvoir d'obliger ses Sujets à le servir dans ses guerres C'étoit là l'état de ce Pays lorsque le Comte de Togguenhourg mou-rus en 1436. & que les Comtes de Raren, ses Héritiers légitimes, lui fuccederent. D'abord après sa mort tous

tous ces Réglemens furent mis en éxécution; & particuliérement, le traité de Combourgeoifie fut fait avec le Canton de Glaris, avec la connoissance & le confentement des Comtes de Raren, qui le ratifierent. Ils possederent ce Pays plus de trente ans, & le vendirent alors à l'Abbé de St. Gal en 1 469. mais avec une refervation expresse de tous les droits, & Priviléges des Habitans : à quoi l'Abbé ne consentit pas seulement, mais il les confirma de nouveau lui même. Cependant à peine eut-il fait cet achat, que contre ses engagemens il tâcha d'abolir ces nouveaux Priviléges La plus grande difficulté qu'il trouva dans son chemin, ce fut le traité de Combourgeoifie avec Glaris, par où ce Canton étoit engagé à les maintenir dans leurs franchises. Ainsi il employa tous ses artifices, pour détacher Giaris de leurs interêts, bien persuadé qu'il les rangeroit aisément si on les abandonnoit à eux mêmes. Le premier pas qu'il fit pour ceia e'étoit de s'opposer au renouvellement de ce Traité de Combourgeoisie, qui selon sa teneur doit être renouvellé de dix en dix ans; mais n'étant pas en état de l'empêcher, il obtint

obtint qu'on y admît le Canton de Suvitz comme une espece d'Associé, & que l'on declarat ces deux Cantons Co-Arbitres de tous les différens qui pourroient naitre entre lui & les gens du Togguenbourg au sujet de leurs Pri-viléges. L'on auroit jamais sait, si l'on vouloit rapporter ici tous les tours d'adresse qui furent depuis mis en œuvre par lui & par ses Successeurs, pour éluder le traité de Combourgeoisse. Nonobstant cela Glaris continua constamment à soutenir les Toggenbourgeois; si bien que l'Abbé sit, il y a quelques années, des plaintes contre ce Canton devant la Diéte Générale, & l'accusa d'animer les Toggenbourgeois à se soule-ver contre leur Souverain. Les Deputez de Glaris alleguerent à leur défense, qu'ils n'avoient rien fait que ce qui étoit porté par le traité de Combourgeoisie, conclu avec le consentement & l'approbation des Abbez eux mêmes. ils établirent si évidemment la justice de leur cause, que toutes les personnes indifférentes approuverent leurs procedez. Néanmoins pour conserver la Paix dans le Corps Helvetique, l'on fit plusieurs, tentatives dans les | Diétes suivantes, pour composer cet différent, mais sans fuc-

224 fuccez. Cependant l'Abbé trouva les moyens de mettre dans ses interêts les principaux du Canton de Svvitz, & quelques - uns des Catholiques de Glaris. Par là les Togguenbourgeois ne furent pas seulement privez de leur protection accoûtumée, mais condamnez même par ces deux Cantons en toutes les disputes qu'ils eurent avec leur Prince. Desorte que l'Abbé leur ayant retranché ce remede, commença à exercer une espece de pouvoir arbitraire sur eux, & viola ouvertement tous leurs Ils eurent recours à leurs Priviléges. anciens Protecteurs; mais les trouvant entiérement changez à leur égard, ils implorerent l'assistence des deux Cantons Protestans de Zurich , & de Berne. Ces deux Cantons, pour des raisons d'Etat, & de Religion, épouserent leur cause, & envoyerent une deputation so-lemnelle à l'Abbé, pour l'exhorter à reformer les desordres, & à maintenir à l'avenir les Togguenbourgeois dans leurs Droits Spirituels, & Temporels, contenus dans un Memoire particulier qu'on lui remit en même tems. refusa positivement de retablir leurs Priviléges conformément à ce Memoire. Là - dessus les Deputez des deux Cantons

tons allerent eux mêmes dans le Pays, y remirent toutes choses furle vieux pied, promirent au Peuple leur Protection, en cas qu'on leur fît quelque nouvelle violence, & s'en retournerent ainsi chez eux. L'Abbé en fit ses plaintes à la Diete; & comme la Religion étoit en quelque maniere interessée dans la querelle, elle devint bientôt une affaire de parti dans la Diete, les Catholiques foutenant l'Abbé, & les Protestans les Toggenbourgeois. Cependant l'Abbé voyant que Zurich & Berne ne vouloient pas retirer leur Prote-Etion de ce Peuple, il recourut à son dernier artifice; pour ôter à la Diete toute connoissance ulterieure de cette affaire, il declara que le Comté de Togguenbourg étoit un Fief de l'Empire; qu'il n'y avoit que l'Empereur seul qui fût en droit de decider les disputes qui pouvoient s'y sufciter; & particulierement que les deux Cantons de Zurich & de Berne n'avoient aucun droit de se mêler dans cette affaire. Sur cette declaration la Diete de 1708. fe. separa, & quoique dans plusieurs suivantes l'on tâchat d'accommoder le different par divers expediens que l'on proposa, néanmoins l'Abbé ne voulut entendre à aucun, insistant toujours, que Togguenbourg étoit un Fief de l'Empire, dont

dont il avoit receu peu de tems auparavant l'investiture de l'Empereur , à qui seul il appartenoit de prendre connoissance de ce demelé. Les affaires continuerent dans la même incertitude jusqu'au mois d'Auril 1712. Alors l'Abbé envoya quelques Troupes, qu'il avoit engagées dans le Comté de Togguenbourgeois . pour y soûmette le Peuple. guenbourgeous eurent de nouveau recours aux Cantons de Zurich, & de Berne, qui firent incessamment marcher des Troupes à leur fecours ; & ainsi la guerre commença entre eux, & l'Abbé de St. Gal, avec ses Alliez, les cinq Cantons de Lucerne, d'Ury, de Svvitz, d'Undervvald, & de Zug. Les Cantons Protestans défirent les Catholiques en deux Batailles rangées, & prirent sur eux le Comté de Bade, & plusieurs autres endroits, qui leur furent cedez par le Traité de Paix conclu au mois d'Août suivant. Pour ce qui est de l'Abbé lui même, les deux Cantons s'emparerent au même tems de tout fon Pays, dont ils font encore en possession. Et il n'y a pas d'apparence qu'ils le lui restituent jusqu'à ce qu'il ratisse le Traite de Paix figné par ses Plenipotentiaires à Roschach au mois d'Avril 1714. par lequel le Peuple du Togguenbourg eil confirmé dans ses Privileges, plus solemnellement que jamais, les deux Cantons de Zurich & de Berne en étant declarez Garans,

Tout ce qui me reste à dire du Couvent de St. Gal, c'est, que bien qu'il soit trèsriche, néanmoins son Abbé; comme Prince Souverain, ne peut saire que sort pauvre figure; étant absolument hors d'état de soutenir une guerre contre ses voisins, sans l'assistance de ses Alliez.

De la Republique des Valais.

Les Valesan, ou le Peuple des Valais, habitent un Pays qui prend fon nom d'une grande Vallée dont il est composé. Il s'étend du mont de la Fourthe, où le Rhome a sa source, jusqu'au Lac de Geneve. Cesseuve coule par le milieu du Pays, & en inonde souvent une grande partie.

Cette Vallée est sirvée entre le Canton de Berne, & la Savoye; mais elle en est separée, hormis à l'emboucheure, par des montagnes d'une hauteur immense, dont les cimes sont toujours couvertes de neiges. Cependant il y croît du pâturage en Eté pour une grande quantité de Bétail. & la Vallée produit du grain, du vin, & des fruits delicieux.

P 2

Syon en est la Capitale. C'est la Residence d'un Evêque, qui est l'Empre, & qui étoit autresois Souverain d'une bonne partie du Pays. Mais son pouvoir decheut insensiblement, & il s'éleva une Republique de ses ruïnes. Cependant il a encore beaucoup plus d'autorité que l'Evêque de Corre. Il preside dans leurs Conseils comme leur Chef, & il a une grande influence sur le maniment de leurs affaires.

Le Pays est divisé dans le Haut. & le Bas Valais. Le premier est subdivisé en sept Communautez indépendantes, semblables à celles des Grisons & le dernier en six. Sur le declin du pouvoir de l'Evêque de Syon, les Habitans du Hant & du Bas Valais se brouillerent ensemble au sujet de la Souveraineté du Pays. Dans cette conteste ceux du Haut Valais l'emporterent par les armes, & depuis ils en sont toujours restés les Maitres, quoique le Peuple du Bas Valais jouisse de grands Privileges sous leur Gouvernement. Les fept Communautez du Haut Valais envoyent des Deputez à leurs Dietes, comme font les Grisons; & leur Republique est gouvernée de la même manière.

Les Valesans sont les Alliez les plus anciens du Canton de Berne. Mais celui-

DES SUISSES.

ci ayant embrassé la Reformation', &

ceux-là étant restés Catholiques, la difference des Religions rompit les liens de leur amitié. Desorte que, bien que l'Al-liance subsiste encore, les Valesans en ont fait depuis une nouvelle avec les Cantons Catholiques; auxquels ils sont unis plus étroitement par le zele de la Religion.

De la Ville de Geneve.

Cette Ville est si connuë, & elle a été decrite tant de fois par des Voyageurs, qu'il seroit inutile d'en donner ici une Relation particuliere. Chacun fait que c'est une petite Republique, ayant peu de territoire, située entre la France, & la Savoye, au bout du Lac qui porte son nom; & qu'elle est la Ville la plus florisfante de la Suiffe; dont les Habitans ne font pas moins ingenieux, qu'industrieux, & cultivent également le Commerce, & les Sciences.

L'Evêque de Geneve, s'il n'étoit pas le Souverain de la Ville, y avoit pourtant autrefois un grand pouvoir. Mais à la Reformation il le perdit avec son Evêché. A la verité le Pape continuë toujours à nommer un Evêque de Geneve, aussi bien que des Evêques de Lausanne,

& d'an-

& d'autres endroits, qui sont entre les mains des Protestans. Mais ces Evêchez ne rapporterent pas plus, que ceux dont il dispose in Partibus Infideium.

Le Gouvernement de cette Republique est le même que celui des autres Villes de la Suisse. Je ne le connois pas afsez pour en faire un long detail ce que i'en say, c'est qu'il consiste dans un petit Conseil que l'on apelle le Conseil des vingt cinq, dans celui des deux Cents, & dans celui des foixante. Il y à outre cela un Conseil Général, dans lequel peuvent entrer tous les Citoyens & Bourgeois, qui ont vingt cinq ans accomplis: celui ci suivant les Loix Fondamentales de l'Etat, s'affemble reguliérement deux fois l'année pour l'election des principeaux Magistrats, & extraordinairement, lorsqu'il s'agit de donner force de Loi aux Reglemens qui ont été faits par les autres Confeils: il n'y a pas long - tems qu'il y eut quelques mouvements dans cette Ville, qui furent néant moins bientôt appailés par l'entremise des Cantons de Zurich, & de Berne, de forte qu'à prefent la tranquillité y est parfaitement retablie, & tous fes habitants font convaincus que sans l'union & la concorde de

De la Ville de Bienne.

Cette petite Ville est située à l'un des bouts du Lac de ce nom, entre les Cantons de Berne & de Soleurre, le Comté de Neufibatel, & le Pays de l'Eveque de Porentru. Cet Evêque a une espece de Souverameté sur elle, mais si limitée, que les Habitans peuvent être regardés comme Libres, étant gouvernés par leurs propres Loix & Magistrats, independans de l'Evêque. Ses Droits ne consistent qu'en quelques petits Revenus, & dan's l'obligation où le Peuple est, de le servit pour sa défense, pourveu que ce ne soit pas contre le Canton de Berne : car en ce cas la Ville de Bienne est obligée d'être neutre. La raison de cette exception est, que les Habitans sont Combourgeois de ce Canton; & comme ils font tous de la Religion Reformée, l'on peut dire que c'est ce Canton qui les maintient dans leurs Droits, & Spirituels, & Temporels.

De la Ville de Mullhausen.

Cette Ville, avec un très petit district de Pays qui l'environne, est une petite Repu232 DES ALLIEZ DES SUISSES.

Republique, & fait partie du Corps Helvetique, quoiqu'elle foit fituée hors des limites de la Susse, sur la Riviere d'Il dans

la haute Alface, près de Baste.

Les Habitans embrasserent la Resormation au même tems que Bafle; c'està ce fujet que ces deux Villes entrerent ensem-ble dans un Traité de Combourgeoisie; & Mullhausen devient par là Membre du Corps Helvetique, quoiqu'uni plus étroi-tement avec les Cantons Protestans. A cette occasion il ne sera peut - être pas hors de propos de faire cette Remarque générale, que quelques Traités, ou quelques Alliances qu'il puisse y avoir entre les Etat Protestans & Catholiques de la Suisse, l'on peut compter qu'en cas de rupture elles ne seront point executées. Car certainement chaque Membre s'attachera toujours à ceux de sa Religion, quelque puisse être le fondement de la querelle; & l'on ne connoitra jamais d'autre division dans la Suife, que celle des Protestans & des Catholiques.







